

Les
Tribunaux Répressifs Indigènes
en Algérie
et leur suppression

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 décembre 1934, à 14 heures

PAR

Philippe RÉMION

Président : M. MAUNIER, Professeur

*Suffragants : { MM. HUGUENEY, Professeur.
DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.*

PARIS (5^e)

MARCEL GIARD

LIBRAIRE-ÉDITEUR

16, RUE SOUFFLOT, 16

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

Les
Tribunaux Répressifs Indigènes
en Algérie
et leur suppression

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 5 décembre 1934, à 14 heures

PAR

Philippe RÉMION

Président: M. MAUNIER, Professeur

*Suffragants: { MM. HUGUENEY, Professeur.
DONNEDIEU DE VABRES, Professeur.*

PARIS (5^e)
MARCEL GIARD
LIBRAIRE - ÉDITEUR
16, RUE SOUFFLOT, 16

1934

*57069

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les Thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



PLAN

INTRODUCTION.

CHAPITRE I. — *Historique des Juridictions répressives en Algérie.*

- § 1. La Justice sous la domination turque.
- § 2. La Justice sous la domination française.
- § 3. L'organisation actuelle.
- § 4. La juridiction administrative.
- § 5. La juridiction répressive dans les territoires du Sud.

CHAPITRE II. — *Organisation des Tribunaux répressifs indigènes.*

- § 1. But de leur création.
- § 2. Légimité ou illégalité des décrets de 1902 et de 1903.
- § 3. Etendue de la Juridiction des Tribunaux répressifs.
- § 4. Composition.
- § 5. Compétence.
- § 6. Caractères.
- § 7. Les tribunaux répressifs indigènes pouvaient-ils prononcer la relégation et les condamnations comptant pour son application ?
- § 8. Procédure.
- § 9. Voies de recours.
 - a) Voies de recours ordinaires.
 - b) Voies de recours extraordinaires.
- § 10. Appréciation.

CHAPITRE III. — *La suppression des Tribunaux répressifs indigènes.*

- § 1. Comment elle s'est effectuée.
- § 2. Commentaire succinct du Décret de suppression.
- § 3. Appréciation et réaction.

CONCLUSION.

PIÈCES ANNEXES :

1. Texte du Décret du 29 mars 1902
2. Texte du Décret du 28 mai 1902.
3. Texte du Décret du 9 août 1903.
4. Texte du Décret du 1^{er} mai 1930.
5. Texte du Décret du 7 octobre 1930.
6. Texte du Décret du 21 avril 1931.
7. Texte du Décret du 27 juin 1931.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE :

- I. Publications officielles et publications périodiques.
- II. Ouvrages divers.

TABLE DES MATIÈRES.

Les Tribunaux Répressifs Indigènes en Algérie et leur suppression

Introduction

Ense, aratro et lege.

Un des aspects les plus intéressants du contact des races, des civilisations, du « clash of cultures », suivant l'expression anglaise, dans les colonies proches ou lointaines, c'est la création, l'organisation, le fonctionnement, et, il faut bien le dire aussi, les vicissitudes de la Justice. Colonie... le terme paraît impropre, s'appliquant à l'Algérie, cette perle de notre Empire africain ; mais, il y a un siècle environ, il avait toute sa valeur. Car, alors, c'était bien un pays étrange et mystérieux où abordaient nos soldats, c'était bien un peuple barbare et sauvage qu'ils avaient à affronter et à combattre. La « paix française » actuelle ne doit pas nous le faire oublier. La Justice et l'Ecole sont les grands moyens d'action « à la française », puissants et efficaces, du colonisateur sur le colonisé, du blanc sur l'indigène ; mais aussi ce

sont des armes à deux tranchants, dont le manie-
ment est délicat. Quand le soldat paraît avoir fini sa
tâche, et que les colons se dépensent sans compter,
après Sidi Ferruch et Bouffarik, ce sont les maîtres
d'écoles et les hommes de loi, qui commencent la
leur, et qui ont la mission parfois ingrate de concilier
l'esprit d'idéalisme et de générosité avec le maintien
solide de notre domination. Les conquêtes commen-
cées par les armes ne s'achèvent et ne s'affirment que
par les lois. « La justice est le premier besoin des
Peuples » a dit Philippe Dupin et le général Chanzy
estimait que la justice est le meilleur instrument de
civilisation. Nous nous sommes heurtés en Algérie,
non pas à des nègres enfantins et crédules, ni à des
Jaunes débilisés, mais à l'Islam, fier de sa civilisa-
tion, orgueilleux de son passé, immobile et réfrac-
taire. Le choc fut rude, la tâche reste difficile, malgré
le temps écoulé et l'épreuve de la grande guerre.
Comprendre les hommes, les mœurs et la culture de
l'Islam n'est pas chose aisée ; notre idéal de Progrès
n'est, souvent, nullement compris, ni apprécié par
les Arabes, et notre programme d'assimilation a subi
bien des à-coups, des transformations, des arrêts.
Nous avons dû sévir ; mais aussi composer, biaiser,
laisser faire le grand facteur : le temps, sûrs d'avoir
le dernier mot. Voilà pourquoi notre Politique géné-
rale, et aussi celle concernant spécialement la Jus-
tice, a suivi une ligne ondulante, et non droite,
adoptant et quittant tour à tour les procédés variés
de domination ou d'assimilation sans négliger l'édu-

cation, l'association et la collaboration : c'est ce travail de virtuose, si l'on peut hasarder ce mot, ou si l'on préfère, ce flux et ce reflux perpétuel, que nous nous efforcerons de faire apparaître au cours des développements qui vont suivre.

L'Algérie est proche de nous, physiquement parlant ; ses hommes en sont loin. Bien des choses séparent les Français des Arabes : race, religion, mœurs, tempérament. A propos des Indigènes les opinions les plus opposées ont été tour à tour formulées, allant d'un extrême à l'autre, de l'arabophilie la plus outrée, sentimentale, et presque fantaisiste aux sombres et farouches doctrines du D^r Bodichon, qui n'hésitait pas à préconiser, en 1847, l'extermination des Arabes par le refoulement, l'eau-de-vie et la corruption systématique. La vérité est dans le juste milieu, les cas exceptionnels doivent être écartés et il convient d'approuver Trolard, qui écrivait, en 1903, dans son Testament d'un assimilateur : « Il est aussi absurde de ne voir chez les indigènes algériens que des prototypes d'une race fière, intelligente et guerrière, que de n'y voir que des barbares irréductibles, des voleurs, des fourbes et des paresseux incorrigibles ».

L'Arabe respecte la force ; mais il a aussi le sentiment de la justice. On s'est rendu compte que, cent ans après la conquête, le système des juridictions d'exception avait fait son temps, que la cause paraît gagnée, et que si certaines mesures spéciales sont encore nécessaires pour assurer l'ordre et la sécurité, il est sans inconvénient, mieux, avantageux, de faire

fonctionner en Algérie les mêmes tribunaux que ceux qui existent dans la Métropole.

Il faut maintenant retracer l'évolution qui s'est produite de 1830 à 1930, date de la suppression des Tribunaux répressifs.

CHAPITRE I

Historique des juridictions répressives en Algérie.

§ 1. — La justice sous la domination turque.

On sait que jusqu'à la conquête française, les Turcs étaient les maîtres du pays et que l'oppression des *deys* et des *beys* était une des plus cruelles et tyranniques qui fussent. Bien que musulmans eux-mêmes, ils opprimaient leurs sujets d'Algérie de la façon la plus atroce et ne régnaient que par la terreur. Ils réprimaient les insurrections et les révoltes de la façon la plus cruelle, grâce à leur milice venue de Turquie et à l'aide de quelques tribus dites « *maghzen* », dont ils s'étaient attachés les services en leur octroyant des terres et en leur permettant de se livrer à de périodiques et fructueuses *razzias*. De plus, pour mieux assurer leur domination, les Turcs ne manquaient jamais d'utiliser à leur profit les rivalités des différentes peuplades et tribus arabes, et divisaient pour régner. « Des mangeurs et des mangés », voilà à quoi se réduisait toute l'administration turque. Il est aisé de deviner, dans ces conditions, ce que devait être la justice sous la domination turque.

Les causes criminelles étaient jugées par le Hakem (chef) ou le cheikh-el-belad (sorte de maire) dans les villes ; ailleurs par le caïd, mais sans que ces autorités pussent appliquer la peine capitale ; ils ne pouvaient condamner qu'à la bastonnade ; à de faibles amendes, ne dépassant généralement pas dix sultanis (environ cent francs) à leur profit, et exceptionnellement à l'emprisonnement ; pour de fortes amendes, de longues détentions ou la peine de mort ; il fallait en référer au Dey ou au Bey. Exception était faite pour les caïds des Hadjoutes et du Sebaou, en raison de l'importance de leur commandement. Exception était faite également pour la ville d'Alger où la justice était rendue pour les Arabes par le Khodjet-el-Khil et l'aghā et pour les Turcs, Coulouglis et Maures par le Cadi.

Celui-ci était moins un fonctionnaire qu'un personnage religieux : aussi sa juridiction ne s'arrêtait-elle pas aux contestations civiles. Il prononçait sur tout ce qui était relatif au dogme, au rite, à la discipline religieuse, à la morale ; il punissait la rupture du jeûne, l'état habituel de débauche, l'adultère, l'apostasie, le blasphème. Mais dans les causes criminelles, même religieuses, l'autorité temporelle restait seule chargée de l'exécution ; le cadi se bornait à déclarer la peine que la loi appliquait au crime. Ainsi procédaient autrefois chez nous les tribunaux ecclésiastiques quand ils livraient le coupable au bras séculier.

Enfin, pour ce qui est de ce que nous appelons les

contraventions de police, les cheikhs et les amins pouvaient en connaître, comme les caïds. Dans l'intérieur de la Régence, où le pouvoir central faisait moins sentir son autorité, le juge était rarement saisi, et des peines rarement prononcées ; et il en était de même à plus forte raison en dehors des villes, où toute juridiction était inconnue. Sans préjudice des guerres de tribu à tribu lorsqu'il s'agissait d'une offense collective ou trop éclatante, la loi du talion régnait en maîtresse : chaque homme rendait, s'il le pouvait, à celui dont il avait à se plaindre, et suivant l'expression du Prophète, œil pour œil, blessure pour blessure. Le meurtrier était poursuivi par la famille de la victime, à qui la loi voulait qu'il fût livré ; elle pouvait disposer de sa vie, ou accepter une compensation en argent, la *dia*, ou prix du sang.

Les blessures se rachetaient de la même façon, par une blessure ou par une compensation pécuniaire. Les affaires criminelles ne comportaient pas d'instruction préparatoire ; le prévenu, saisi et amené devant le magistrat, était condamné ou relaxé séance tenante, à moins que quelque circonstance, telle que des témoins à entendre, ne fît renvoyer l'affaire à un jour rapproché. La preuve était administrée en matière criminelle en la même forme qu'en matière civile. C'est-à-dire essentiellement par le témoignage ; sous cette réserve qu'en cas de brigandage, on n'admettait que la preuve de la culpabilité pouvant résulter de la commune renommée ; en raison de la difficulté de prouver juridiquement les crimes imputés par la

voix publique à un bandit qui répandait la terreur dans une région, on considérait qu'il pouvait être condamné à mort sur la simple constatation de son identité et la rumeur qui l'accusait. L'institution du parquet et du Ministère public n'existait pas : la société musulmane ne prenait pas l'initiative de la répression des crimes commis au préjudice des particuliers et laissait aux individus lésés le choix, soit de saisir le juge criminel, soit de se contenter d'une compensation pécuniaire, soit enfin de recourir à la vengeance. Lorsque la juridiction criminelle était saisie par les soins de la partie lésée d'infractions n'intéressant que les particuliers, il arrivait souvent qu'aucune peine n'était prononcée : le meurtre et les blessures se rachetaient, une accusation de vol finissait par une restitution et des dommages-intérêts et il en était de même de la plupart des crimes, à moins qu'ils ne constituassent en même temps un outrage à la religion.

Des coups de bâton en nombre illimités faisaient raison des prévenus de délits moins graves, comme en matière civile des insolvables. Les crimes contre la paix publique, et surtout contre la puissance ou la personne du souverain étaient traités avec moins d'indulgence. Le prince lui-même en évoquait la poursuite et prononçait le jugement, ou pour mieux dire, il n'y avait pas de jugement ; à des torts politiques, il n'était pas infligé d'autre peine que la mort ; et le soupçon atteignait aussi sûrement que la preuve. Lorsque des peines étaient prononcées par le juge,

elles étaient les suivantes. L'assassinat, le vol, le blasphème, non suivi de repentir étaient punis de mort ; la même peine ou exceptionnellement, et par une faveur singulière, une forte amende était infligée en cas d'emploi de faux poids ou de fausses mesures.

Pour l'adultère de l'homme ou de la femme, la peine était la lapidation. Si une musulmane avait des relations avec un chrétien ou un juif, l'homme était puni de mort ; la femme cousue dans un sac et jetée à la mer ; pour le vol, on prononçait l'amputation de la main ; pour les coups et blessures, l'amende ; pour le calomniateur et celui qui avait bu du vin et des liqueurs, la bastonnade. Lorsque la peine capitale était prononcée, le juge, sauf dans le cas où le genre de mort du coupable était consacré par la loi religieuse ou par l'usage, ordonnait, selon son bon plaisir de quelle manière elle serait exécutée.

Parfois, il appliquait la loi du Talion ; c'est ainsi qu'en 1832, encore, un jeune Maure, qui avait tué un vieillard de sept coups de couteau fut condamné par le cadi d'Alger à la peine du talion. La sentence portait qu'il aurait la tête tranchée en sept reprises. Elle fut exécutée sur la place publique, et le bourreau mesurant son coup, agrandissait progressivement la plaie jusqu'à ce que la décapitation fut complète. Quand la peine de mort avait été prononcée par le dey, le condamné était précipité sur les « ganches » ou crochets de fer qui garnissaient au nombre de six la porte Bab-Azoun et y restait suspendu jusqu'à ce

que la mort vînt le délivrer de ses souffrances : le bourreau toutefois prenait sur lui, lorsqu'on y mettait le prix, d'étrangler le condamné avant de le précipiter. C'est également de cette façon qu'étaient punis les voleurs de grand chemin.

D'autres fois, on accrochait le condamné par le menton à l'une de ces pointes qui traversait la tête et ressortait, soit par la joue, soit par le crâne, et on l'abandonnait dans cet état. Enfin les Juifs, condamnés à mort, avaient parfois le peu enviable privilège d'être brûlés vifs. Mais en dehors de ces cas particuliers, le mode d'exécution de la peine capitale était la décollation ou la pendaison. Le criminel condamné à être pendu était conduit à la porte Bab-Azoun : on lui liait au cou une corde de laine, dont l'autre extrémité tenait à un poteau fiché dans le mur et on le précipitait en bas. Pour la décapitation, le supplicié à genoux, les mains liées derrière le dos par une corde avec laquelle le soutenait l'aide de l'exécuteur, baissait la tête, et le bourreau, debout à sa gauche, et armé d'un yatagan, frappait une fois, deux fois, trois fois, jusqu'à ce que la décollation fût consommée. La bastonnade allait de trente à douze cents coups, selon la nature des cas. Elle était administrée sur la plante des pieds. Le patient, couché à terre, à plat ventre, a les pieds joints et relevés en arrière au moyen d'une corde qui le lie à une pièce de bois ; dans cette position, on lui administre avec un bâton de la grosseur du pouce, le nombre de coups fixé par le juge. Le sang coule ; quelquefois la peau, durcie par l'usage de

marches sans chaussures, se détache du pied et tombe.

En matière criminelle, l'emprisonnement n'existait pas, comme peine ; on ne détenait en prison que le blasphémateur, pour lui donner le temps de se repentir. Il faut dire enfin deux mots, en terminant, de la responsabilité collective. Quand des crimes ou des délits se commettaient dans l'intérieur d'une tribu et étaient de nature à compromettre la tranquillité publique, le dey ou le bey envoyait sur les lieux un détachement de cavaliers fournis par une tribu maghzen. Lorsque le coupable n'était pas livré, cette troupe s'emparait de trois ou quatre notables ; et les emmenait comme otages ; et si dans un court délai l'assassin ou le voleur n'étaient pas trouvés ; les otages payaient pour lui et étaient envoyés à la potence, aussi leurs familles se livraient-elles aux plus actives investigations dans le but d'éclairer l'autorité. Ce système avait évidemment le défaut d'aboutir parfois à la condamnation et à l'exécution d'innocents ; mais il faut reconnaître qu'il avait l'avantage d'assurer l'ordre à peu de frais ; avec le minimum de formalités et d'une manière tout particulièrement expéditive et exemplaire. Les vices du système étaient flagrants. Comme pour les affaires civiles d'ailleurs, il n'y avait pas d'inscription au rôle ; les jugements n'étaient pas couchés par écrit ; la formalité de l'enregistrement n'existait pas. Le défaut d'instruction préparatoire avait pour inévitable conséquence d'entraîner souvent la condamnation d'innocents ou la relaxe de coupables de la part d'un juge insuffisamment éclairé. Le

défaut de ministère public avait pour résultat de laisser la vengeance et les rancunes privées se donner libre carrière ; puisque l'autorité publique se désintéressait de la répression des crimes. Les peines enfin étaient d'une rigueur allant parfois jusqu'à la plus atroce barbarie, pour des faits, dont certains, tels que l'apostasie, ne relèvent que du domaine de la conscience.

Quant au droit criminel qui était appliqué d'une façon à la fois si arbitraire et si brutale, quel était-il ? La réponse est aisée à donner : on sait, en effet, que le droit musulman repose tout entier sur le Koran. Les dispositions de droit pénal du Livre sacré y sont d'ailleurs réparties au hasard. A l'exemple de la loi juive le talion joue un grand rôle. (Koran II. 173 et 175-V. 49). Mais il faut remarquer que la victime en cas de blessures, ou ses parents en cas de meurtre, ont la faculté de remplacer le talion par la « dia », ou prix du sang, réparation pécuniaire proportionnée à la gravité du fait. C'est aussi la dia qui est due pour l'homicide volontaire (IV. 94). En outre, dans ce cas, le coupable est tenu de réparer envers la société en affranchissant un esclave croyant, ou à défaut, en jeûnant deux mois de suite ; tel est, en résumé, le système pénal du Koran ; il est, comme on le voit, rudimentaire. Il faut y ajouter la peine prononcée contre ceux qui combattent Dieu et son Prophète, ils doivent être mis en croix, amputés des mains et des pieds alternés, ou bannis (V. 37). Si l'on veut apprécier sûrement ces prescriptions, il

faut les rapprocher de ce qui existait avant Mahomet. Chez les Arabes préislamiques, c'était la vengeance privée, qui était la loi de la répression ; si l'offensé ne pouvait atteindre l'offenseur lui-même, il s'en prenait à quelqu'un des siens ; et il s'en suivait des vendettas successives, qui se prolongeaient indéfiniment. Le talion, qui mesure exactement la répression à l'offense, qui ne peut être exercé, au moins en principe, que sur la personne même du coupable ; dont l'exercice enfin, éteint l'inimitié qui l'a provoqué, constitue un incontestable progrès sur l'état de choses antérieur. Non seulement le Koran recommande de ne pas pousser plus loin la vengeance (XVI. 127) mais il conseille d'accepter le prix du sang, de préférence à l'exercice du talion (II. 173) et il est plus méritoire encore de pardonner (XVI. 127-III. 128-XLII. 41).

L'autorité a le droit de livrer le meurtrier et d'en renvoyer l'exécution à celui ou à ceux qui revendent le sang ; mais elle doit leur défendre de se jouer du coupable, de prolonger la souffrance, ou de chercher à la rendre plus vive. Il y a toutefois, comme on le pense bien, un moyen de tourner cette prohibition. Le commentateur du Coran, Sidi Khalil, déclare que si au lieu de tuer le meurtrier, le parent de la victime chargé de l'exécution du talion lui coupe les mains et les pieds, et qu'aux explications qui lui sont demandées, il réponde : je voulais le tuer ; mais il s'est débattu, et voilà ce qui est arrivé, on doit accepter cette déclaration comme vraie. En Kabylie,

avant l'occupation française, lorsqu'un meurtre avait été commis, la « djemmaâ », ou assemblée des Notables, condamnait le meurtrier à payer une dia (prix du sang) fort élevée, puisqu'elle se montait généralement à environ mille francs ; ce qui, à l'époque, et dans cette région, constituait une petite fortune. Aussi arrivait-il souvent que le coupable ne pouvait payer : il se libérait alors, en livrant une fille de sa famille et 50 bacettas (125 francs) dites Hak-el-Kefen ; ou prix du linceul du défunt. Cette malheureuse était donnée comme femme à un parent de la victime, dont elle devenait la véritable esclave ; on lui faisait accomplir les travaux les plus rudes ; et elle n'était vue qu'avec mépris. La dia est encore usitée de nos jours chez les indigènes des territoires du Sud, le prix du sang d'un homme, chez les Ouled Zekri, par exemple, est de mille francs ; et parfois les parties se rendent devant le cadî, qui dresse une quittance régulière faisant foi du versement de la dia : les cadîs du territoire civil sont plus prudents. Telle était la justice « à la turque ».

On peut ici se demander quel était donc ce peuple, que ses maîtres jugeaient nécessaire de dompter par des procédés aussi rigoureux ? Il est ici nécessaire de dire deux mots en passant sur la mentalité de l'indigène. Et ici nous ne pouvons mieux faire que de reproduire l'opinion d'un éminent magistrat, qui connaît bien la mentalité indigène et qui reproche aux justiciables musulmans deux tares qui, dit-il, ne sont spéciales, ni aux indigènes de l'Algérie, ni même

aux musulmans, et qui sont répandues dans tout l'Orient et l'Extrême-Orient, à savoir la rapacité et surtout, la mauvaise foi, c'est-à-dire la propension pour ainsi dire invétérée à l'astuce, à la duplicité, au faux témoignage, mais qui se rencontrent plus spécialement chez les justiciables algériens et qui tiennent à l'état social et aux mœurs de la population algérienne. Les causes de cette mauvaise foi sont complexes et profondes : « mais l'une des principales c'est que, lorsque des populations ont été asservies pendant des siècles à des tyrans, pour lesquels le droit, la pitié et la justice étaient des mots vides de sens, la dissimulation et le mensonge demeurent presque l'unique moyen de défense et peu à peu, la mauvaise foi devient une seconde nature : par la force même des choses, le mensonge, a toujours été l'arme des faibles, des femmes, des enfants, des domestiques et des esclaves,

Il faut aussi mentionner l'ignorance générale des indigènes qui peut être attribuée, en partie à l'état d'assujettissement de la femme, et à une certaine paresse mentale, ou fatalisme ; la misère et la disette, génératrices du crime, l'habitude du vol, et le développement du banditisme, la « piraterie agricole », la passion de la vengeance, le peu de valeur de la vie humaine, la cruauté des mœurs, l'esprit processif qui les porte à épuiser, en cas de contestation en justice, toutes les voies de recours, et à revenir sans cesse sur les litiges déjà jugés, bref, tous les indices d'un état de civilisation fort peu avancé. Illustrons d'un

exemple ce jugement qui pourrait paraître un peu exagéré, ou par trop sévère. Voilà le cas que nous empruntons à la *Revue algérienne* : (1) Sous le soleil brûlant d'une fin de matinée estivale, un indigène traverse le miroitement embrasé de la plaine du Chétif. Tout en gestes et en lamentations, il frappe à la ferme de l'adjoint spécial (équivalent au maire de la commune) de M. : « On a tué mon fils ! On a tué mon fils — Qui ? — Saïd l'aîné ! — Quand l'a-t-on tué ? — Je viens de le trouver mort — Où ça ? — Là-bas. Où ça là-bas ? — Là, du côté du gué, au bord de l'Oued ; qu'il a presque la tête dans l'eau. — Et qui l'a tué — ? Je ne sais pas — Tu n'a pas idée ? — Je ne sais pas. — Tu a été voir ton Caïd ? — Non — Pourquoi ? — Il est pas bon. — Pourquoi pas bon ? — Ah, tu sais ce que c'est, il te pose des questions, il te demande vingt francs ; puis il ne trouve pas. Tandis que toi, tu es la justice, tu es la vengeance. — Bon, ça va ; je vais m'en occuper. Toi, retourne près de ton fils et veille qu'on ne touche à rien. Laisse le corps où il est et dans son état.

La gendarmerie et la sûreté sont alertées par téléphone. Malheureusement, on est un dimanche, à une vingtaine de kilomètres. Le train de jour est passé. Sûreté et Gendarmerie n'arrivent que le lendemain matin et se rencontrent chez l'adjoint spécial. Celui-ci les conduit au lieu indiqué par l'indigène : personne — aucun corps de victime. Au gourbi de la famille, le père est retrouvé. Le corps de son fils ? —

Mais il est sur la berge de l'Oued. Le père y conduit les agents et inspecteurs. Pour la bonne compréhension des faits, il faut savoir que, ici, le Chéelif a creusé son chemin entre deux berges qui s'élèvent, verticales, de dix à quinze mètres. Entre ces deux murailles, coule l'Oued, qui, aux périodes d'eaux basses, laisse entre son lit et les berges, des rives plates de plusieurs mètres de largeur, La police trouve le corps de la victime au sommet et au bord de la berge. C'est ici que ton fils a été tué ? demande l'Adjoint. Oui. Tu m'as dit qu'il avait presque la tête dans l'eau. C'est-à-dire, je l'ai trouvé ici, mais en bas. Je t'avais dit de le laisser où il était, et de ne rien toucher. J'ai eu peur que les chacals le mangent pendant la nuit, alors je l'ai ramené au gourbi. « Tu pouvais rester à côté à le veiller. En cette saison, la nuit, il fait meilleur dehors que dedans ». « Je suis resté toute la journée mais le soir, j'ai eu peur ». « Et pourquoi l'as-tu ramené ici » ? « Parce qu'il était trop lourd et je n'ai pas pu le descendre ». « Mais tu avais pu le monter » ? « Ce sont des chasseurs qui l'ont tué ». « Ah, mais à quelle heure » ? « Vers dix heures. » « Et hier, quand tu es venu à onze heures me voir, tu ne savais rien » ? « J'ai mené l'enquête ». M. R... traduit ses réponses et fait part au magistrat de ses doutes sur leur véracité. Il était rentré à sa ferme, voisine des lieux, à neuf heures ; il n'avait entendu aucun coup de feu de toute la matinée, l'allure du père lui paraissait hésitante et gênée. L'enquête n'en considère pas moins les explications de l'indigène

comme très plausibles et sincères ; elle apprend que deux chasseurs étaient descendus à la gare de l'Oued Sli par le train du matin, et avaient été vus, chassant sur les bords du Chélif. L'autopsie ordonnée est pratiquée dans l'après-midi du lundi, soit un peu plus de vingt-quatre heures après le décès.

A raison de la haute température de l'époque, le corps est déjà en état de décomposition. L'expert peut cependant conclure de façon formelle à une mort provoquée par un coup de feu ayant atteint la victime sous le maxillaire inférieur. Les chasseurs soupçonnés sont retrouvés. Ils nient formellement ; ils ne sont pas passés à l'endroit où la victime a été trouvée, n'ayant quitté la berge pour descendre sur la rive que beaucoup plus loin ; d'ailleurs, ils n'ont rencontré aucun gibier dans la matinée, et n'ont donc pas fait usage de leurs fusils. Cependant les conclusions de l'autopsie et quelques témoignages d'indigènes qui avaient vu les chasseurs dans les parages aux heures indiquées par le père sont, aux yeux de l'instruction, des charges suffisantes pour justifier une inculpation d'homicide par imprudence. Par contre, l'Adjoint spécial M. R., demeure convaincu que la piste suivie est fausse dès l'origine. Il charge un indigène de confiance, gardé à son service depuis une vingtaine d'années, de reprendre l'enquête dans les milieux indigènes du village, et sur les lieux du crime. Quatre jours plus tard, le garde rapporte les résultats de ces recherches. « Vous êtes sûr de ce que vous avancez, Monsieur R... ? demande le juge d'ins-

truction chargé de l'affaire. Enfin nous avons toutes les preuves ; elles sont concordantes, et accusent ces chasseurs ». « Faites refaire l'autopsie, Monsieur le juge. L'odeur du cadavre a pu la rendre un peu rapide. On doit trouver non pas du plomb, mais une balle de revolver, encore dans la tête de l'enfant. — Mais alors, qui a tué ? — Un jeune camarade de la victime, le fils d'un autre indigène. Les enfants jouaient avec le revolver du père. Accidentellement, le coup est parti. La balle a pénétré profondément, de bas en haut ; mais n'est pas ressortie, et n'a pas pu être extraite, malgré les essais nocturnes des parents. La seconde autopsie devait permettre de retrouver la balle d'un petit revolver dans la tête de la victime. Le garde avait dit vrai.

Il avait aussi découvert tout le fond des mobiles : l'accident avait eu lieu de bonne heure, vers les sept heures du matin. Le père du coupable avait aussitôt offert une transaction à celui de la victime : deux moutons et des sacs de blé étaient l'aboutissement de laborieux entretiens pour fixer le prix du sang versé : il devait être payé à 9 heures. A 9 heures et demie, la moitié seulement était remise ; et le créancier faisait savoir que si le complément n'était pas obtenu dans une heure, il dénoncerait le coupable à la justice des roumis. A 11 heures, il se rendait chez l'adjoint spécial. Aucun nom, aucune piste n'ayant été donnés, il était encore temps. Le père du coupable, averti, complète aussitôt son paiement. Ayant acquitté l'intégralité de sa dette, il réclame que la justice

française ne l'inquiète pas. On cherche, on crée une fausse piste ; quelques témoins viennent l'étayer. Elle est d'autant plus avantageuse que si une condamnation est prononcée, de solides dommages intérêts pourront être obtenus des chasseurs, de quoi rémunérer les témoignages, et laisser un substantiel profit. Mais au cours de la nuit, les parents n'avaient pas pu extraire la balle sans mutiler le cadavre »...

§ 2. — La justice sous la domination française.

Comment, dans ces conditions se comportèrent les Français après la conquête ? Les débuts, comme il fallait s'y attendre, sont caractérisés par le tâtonnement. C'est l'autorité militaire qui a tout le pouvoir et qui légifère d'ailleurs aussi bien en matière civile et commerciale qu'en matière criminelle.

Le premier arrêté est celui du général en chef du 9 septembre 1830, qui porte institution d'un tribunal spécial composé d'un président, de deux juges et d'un procureur du roi, auxquels étaient adjoints des juges musulmans et israélites, lorsque des indigènes étaient en cause. (Ce tribunal est peut-être l'ancêtre des fameux tribunaux répressifs indigènes supprimés en 1930). La compétence en dernier ressort de ce tribunal s'étendait jusqu'à 12.000 francs. La juridiction des consuls sur leurs nationaux était maintenue. Le tribunal jugeait toutes les causes civiles ou criminelles, à l'exception des procès entre musulmans ou

israélites ; et de certains crimes et délits réservés aux conseils de guerre.

Le 22 octobre 1830, un nouvel arrêté du général en chef annula le précédent et institua à Alger une cour de justice et un tribunal correctionnel. Les grandes lignes de cette organisation étaient les suivantes. Pour les affaires criminelles : l'arrêté établit les distinctions suivantes ; Musulmans : le *cadi* maure est compétent et juge sans appel (la juridiction indigène est donc rétablie). Israélites : ils sont également déférés au *cadi* maure ; mais à charge d'appel dans les trois jours devant la Cour de justice. Français : la Cour de justice instruit l'affaire et renvoie les pièces et l'accusé en France. Etrangers : la Cour de justice instruit, puis en réfère au général en chef, qui statue ce qu'il appartiendra. Enfin le tribunal correctionnel, présidé par le Commissaire général de police assisté de deux assesseurs français, juge les délits et les contraventions ; l'arrêté n'indique pas devant quelle juridiction sont portés les appels. On voit les lacunes et l'imperfection de cette législation ; lacunes notamment en ce qui concerne la question des appels ; plusieurs arrêtés ultérieurs tâchèrent d'y porter remède. Un arrêté du 9 juin 1831 décida que les appels des jugements de police correctionnelle seraient portés devant la Cour de justice ; notons qu'en 1831, comme conséquence de la souveraineté française, disparurent, sans protestations de la part des nations étrangères, les juridictions consulaires ; les étrangers se trouvèrent soumis aux tribunaux français,

Cette réglementation de l'arrêté du 22 octobre 1830 présentait de multiples inconvénients. Notamment le renvoi des accusés devant les juridictions de la métropole ou devant le général en chef amenait des lenteurs et souvent des conflits ; les attributions des diverses juridictions étaient mal définies, de sorte que, tant les tribunaux de l'ordre judiciaire que les conseils de guerre, refusaient de connaître des faits, dont ils n'étaient pas expressément chargés ; et il en résultait des défaillances dans la répression, ou la prolongation indéfinie des détentions préventives. Aussi un nouvel arrêté du général en chef et de l'intendant civil, en date du 16 août 1832, apporta diverses modifications à cette organisation. Les crimes commis par des naturels du pays contre des Français ou des étrangers sont déférés aux Conseils de guerre ; ceux commis par des Français ou des étrangers sont jugés par une cour criminelle. Celle-ci est composée de la cour de justice et du tribunal de police correctionnelle réunis sous la présidence du magistrat appelé à faire partie du Conseil d'Administration de la Régence d'Alger. Les fonctions de juge d'instruction et de ministère public sont remplies par le même magistrat. Les jugements de la Cour criminelle sont susceptibles d'appel devant le Conseil d'Administration. Les délits commis par des Français ou des étrangers et les contraventions de police sont jugés par le « tribunal de paix et de police correctionnelle », sauf appel devant la cour de justice. Les crimes et délits commis par les Musulmans et les Israélites entre eux

continuent à être jugés par le cadi maure ou le tribunal rabbinique ; mais sous réserve d'appel devant le Conseil d'Administration en matière criminelle ; devant la Cour de justice en matière correctionnelle.

Mais le Conseil d'Administration fut vite débordé par ses attributions judiciaires, au détriment des affaires administratives, aussi un intérêt du 8 octobre 1832, modifiant celui du 16 août 1832, attribua-t-il à la Cour Criminelle les appels des jugements rendus par les cadis en matière répressive ; et le Conseil de la Régence ne se réserva que la connaissance des condamnations capitales ; à l'exception de celles prononcées contre des musulmans ou des juifs. Les 20 avril et 20 septembre 1832, sont créés à Oran et à Bône, deux juges royaux, qui peuvent prononcer en matière correctionnelle des condamnations ne dépassant pas dix jours d'emprisonnement ; au-dessus la procédure est transmise à Alger, et les prévenus jugés par le tribunal de cette ville. Ce juge royal remplit aussi les fonctions de juge d'instruction en matière criminelle ; il envoie à la cour de justice les prévenus sous mandat de dépôt et la Cour statue sur la prévention.

Cette organisation dura deux ans ; mais elle était par trop rudimentaire encore et les 15 ou 16 arrêtés qui étaient intervenus pour régler les points de détail, avaient fini par créer une confusion extrême. En 1834, notre établissement en Afrique commençant à prendre quelque stabilité, on se décida à une organisation plus étudiée ; une commission fut nommée à Paris et de ses travaux sortit l'ordonnance du 10 août

1834 dont les principes ont, pendant huit années, régi l'administration de la justice algérienne. M. Laurence, membre de cette commission, y avait fait triompher le principe de *l'unité de juge* ; le rapport, dont il fut le rédacteur, contient un remarquable exposé des motifs et fait habilement ressortir sous un séduisant aspect l'exemple des nations, où cette institution est en vigueur, et celui de la France elle-même où, sous l'ancien régime, les juges seigneuriaux et les lieutenants civils suffisaient seuls à une juridiction très étendue.

Voici, dans ses grandes lignes, l'économie de l'ordonnance de 1834. Les juridictions françaises d'Algérie comprennent des tribunaux de première instance à Alger, Bône et Oran ; un tribunal de commerce à Alger, et un tribunal supérieur siégeant dans la même ville. Le tribunal d'Alger ne comprend que 3 magistrats : 2 juges et 1 substitut du procureur général. L'un des 2 juges connaît des affaires civiles ; l'autre juge les contraventions de police et les délits, à charge d'appel pour ceux-ci ; il fait en outre fonction de juge d'instruction. Les tribunaux de Bône et d'Oran sont composés d'un juge, d'un suppléant et d'un substitut du procureur général : ce juge unique réunit toutes les attributions des 2 juges d'Alger, en matière civile et correctionnelle et connaît en outre des affaires commerciales.

Le tribunal supérieur d'Alger se composait du président et de 3 juges, de 1 Procureur général du roi et de 1 substitut. Il connaît de l'appel des jugements

rendus en premier ressort par les juges de première instance et les Tribunaux de Commerce. Il ne peut siéger qu'au nombre de 3 juges, au moins. Le recours en cassation est institué, de sorte que le Conseil d'Administration se trouve dessaisi de ses attributions judiciaires. En matière pénale, les tribunaux français connaissent de toutes les contraventions, quel qu'en soit l'auteur, et des crimes et délits commis soit par des Français, des Israélites ou des étrangers, soit par des musulmans au préjudice de ceux-ci ; les cadis continuent à connaître des crimes et délits commis par des musulmans au préjudice de musulmans, mais sous réserve, pour l'exécution, du visa du parquet, et sauf appel devant le tribunal supérieur, qui juge aussi les appels formés contre les jugements correctionnels et criminels. Des-asseesseurs musulmans assistent les tribunaux français, avec voix consultative, aussi bien au criminel qu'au civil, toutes les fois que des musulmans sont en cause. Cette ordonnance du 10 août 1834 divisait la colonie en territoire civil et en territoire militaire, des conseils de guerre étant la juridiction du territoire militaire.

Nous arrivons ainsi à un nouveau stade dans l'organisation de la justice. La France est décidée à conserver sa conquête ; par la force même des choses, elle a été amenée à y dépenser trop de sang et trop d'argent et un trop grand nombre de ses nationaux sont venus s'y installer, pour qu'elle puisse dorénavant songer à l'abandonner. La réglementation judiciaire va donc perdre son caractère précaire et nous

allons voir se manifester le souci de constituer des juridictions identiques à celles de la métropole. Malgré le dévouement des magistrats, malgré tout ce que le régime de l'unité de juge pouvait avoir de bon en lui-même, des difficultés sérieuses, de graves et nombreux inconvénients se révélèrent dans l'exécution et en amenèrent l'abandon. Ce fut l'objet de l'ordonnance du 28 février 1841 qui ne fut que transitoire, puis de celle du 26 septembre 1842, la première créant sur le modèle métropolitain une cour royale et des justices de paix ; la seconde abolissant la règle de l'unité de juge en première instance. L'ordonnance de 1841 crée à Alger une *cour royale*, c'est-à-dire une Cour d'Appel connaissant en appel des jugements rendus par les tribunaux civils et de commerce et par les tribunaux musulmans. Elle se compose d'un conseiller président, de 4 conseillers, de 2 conseillers adjoints, d'un procureur général, de 2 avocats généraux, d'un substitut du procureur général, d'un greffier et de 2 commis-greffiers. Elle siège au nombre de 3 magistrats en matière civile et commerciale et de 4 en matière criminelle. Elle juge tous les individus accusés de crimes, qu'ils soient Européens ou Indigènes, directement pour la province d'Alger, et sur appel des jugements rendus par les tribunaux de Bône et Oran pour les deux provinces voisines ; ainsi que les appels correctionnels. Les cadis n'ont plus aucune juridiction répressive. Le principe de l'unité de juge est maintenu pour les tribunaux de première instance ; mais le nombre des magis-

trats est augmenté. Le recours en cassation que l'ordonnance de 1834 avait ouvert aux parties en toute matière est restreint sans qu'on s'en explique le motif, aux affaires criminelles et correctionnelles. L'ordonnance du 28 février 1841, article 38 décidait qu'en matière pénale les musulmans relèveraient des Lois et Juridictions françaises ; les matières civiles et commerciales restant jugées conformément aux Lois indigènes ; l'ordonnance du 26 septembre 1842 fonde l'organisation de la justice répressive algérienne sur la base de l'assimilation des institutions avec celles de la Métropole. Elle porte de 4 à 7 le nombre des conseillers à la Cour d'Alger. La Cour siège à 5 magistrats en toute matière. Le principe de l'unité de juge est abandonné pour les tribunaux de première instance, désormais composés comme ceux de la Métropole : il en est créé un quatrième à Philippeville ; celui d'Alger comprend deux chambres, un président, un juge d'instruction, quatre juges et trois juges-adjoints, chacun des trois autres, un président, deux juges dont un chargé de l'Instruction, et deux juges adjoints.

Les tribunaux siègent au nombre de trois juges. Il existe des justices de paix à Alger, Blida, Bône, Oran et Philippeville ; un tribunal de commerce à Alger. La compétence des tribunaux de première instance et des juges de paix est, en principe, la même que dans la métropole. Les contraventions de Police sont jugées, comme en France, par les juges de paix ; les délits par les tribunaux correctionnels. Les crimes continuent à être jugés ; dans la province d'Alger,

par la Cour royale, constituée en chambre criminelle ; et dans les deux autres provinces, par les tribunaux de première instance, à charge d'appel devant la Cour. L'ordonnance du 26 septembre 1842 conçue dans un esprit très net d'assimilation eut pour but essentiel, au point de vue criminel d'introduire en Algérie une justice expéditive et énergique. A cette époque, le code d'Instruction Criminelle, (car c'était la loi pénale française qui était appliquée), réglementait la procédure d'instruction de la façon suivante ; chaque semaine, le juge d'instruction rendait compte à la chambre du Conseil des affaires terminées ; et cette chambre prononçait le non-lieu ou renvoyait le prévenu, suivant la nature de l'inculpation ; devant le juge de simple Police ; devant le tribunal correctionnel ; ou enfin devant la chambre des mises en accusation.

L'ordonnance de 1842 remplaça, pour l'Algérie, les cours d'Assises d'organisation métropolitaine par les tribunaux de première instance jugeant les crimes en premier ressort ; et par la Cour royale, les jugeant en appel ; à l'exception de la Province d'Alger, où ils étaient déférés à la Chambre Correctionnelle de la Cour. En dehors de la circonscription des Tribunaux, les crimes étaient jugés par les Conseils de guerre. Enfin, les pouvoirs tant de la chambre du conseil que de la chambre d'accusation, sont conférés au Ministère public, qui a le droit de faire arrêter préventivement, de faire mettre en liberté avec ou sans caution ; et de faire cesser immédiatement, et en tout état de

cause toute poursuite. Ces pouvoirs exorbitants étaient justifiés par les conditions du peuplement algérien, son instabilité, les distances, la difficulté des communications, et le petit nombre des officiers de police judiciaire. Enfin les cadis et les tribunaux rabbiniques ne connaissent plus des infractions commises par leurs coréligionnaires, que lorsqu'elles ne constituent pas des faits punissables selon la loi française. Tous les crimes, délits et contraventions prévus par celle-ci et commis par des indigènes de l'une ou de l'autre religion sont déferés à nos tribunaux ; auprès desquels les assesseurs musulmans qui leur étaient adjoints en matière criminelle et correctionnelle sont supprimés. C'était donc l'abolition définitive de la compétence répressive des juges indigènes.

Le décret du 19 août 1854 marque un certain retour en arrière, il retire aux tribunaux correctionnels (et à la cour dans la Province d'Alger) la connaissance des crimes et introduit en Algérie la Juridiction des Cours d'Assises, mais sans le jury. Elles se tiennent tous les quatre mois dans chaque chef-lieu d'arrondissement judiciaire et sont composées : à Alger de cinq conseillers à la Cour ; ailleurs de deux conseillers et de trois magistrats du siège. Elles siègent sans l'assistance de jurés et jugent tous les crimes commis dans l'arrondissement quels qu'en soient les auteurs ; et, en outre, ceux commis en territoires militaires, soit par des Européens ou des Israélites (décret du 15 mars 1860) soit par des indigènes sur la personne de ceux-

ci ; les autres crimes indigènes demeurent soumis à la juridiction du Conseil de guerre.

Le même décret du 19 août 1854 étend, en matière répressive, les attributions des juges de paix ruraux : ce sont les justices de paix à compétence étendue qui subsistent encore à l'heure actuelle, et dont nous parlerons en conséquence plus loin ; enfin un décret du 15 décembre 1858 vint compléter cette organisation en créant, à la Cour d'Alger, une chambre des Mises en accusation investie des mêmes attributions que celles de la métropole ; et, par voie de conséquence, en retirant au ministère public, les pouvoirs extraordinaires que lui avait conférés l'ordonnance du 26 septembre 1842. Ainsi avec le décret de 1858 les justiciables du territoire civil, sauf qu'ils ne bénéficiaient pas de l'institution du jury, étaient traités comme ceux de France ; toutes les garanties nécessaires leur étaient accordées.

Un des premiers actes du Gouvernement de la Défense Nationale fut l'institution en Algérie du *jury criminel*. Ce fut l'œuvre du décret du 24 octobre 1870, qui rendit applicable dans la colonie le décret du 14 du même mois, remettant en vigueur, dans la métropole, avec quelques modifications, le décret du 7 août 1848 sur le jury. Il est créé quatre cours d'Assises à Alger, Oran, Constantine et Bône. Le code d'instruction criminelle fut rendu applicable à l'Algérie en matière d'Assises. Le nombre de sessions ordinaires fut fixé à trois par an. Il convient de signaler à ce propos que le décret du 7 août 1848 n'était que pro-

visoire; il fut remplacé en France par la loi du 21 novembre 1872 sur le Jury ; celle-ci n'ayant jamais été promulguée en Algérie n'était donc pas applicable à cette colonie. Le jury algérien est donc resté sous l'empire du décret du 7 août 1848 et non de la loi du 21 novembre 1872, laquelle posait des conditions de recrutement beaucoup plus sévères.

Nous arrivons ainsi au régime, qui fonctionnait en Algérie jusqu'en 1930, et qui reposait sur une organisation double. La politique d'assimilation absolue n'avait pas donné les résultats attendus et l'on avait adopté une politique d'éducation, d'association, de collaboration, en laissant évoluer les indigènes dans leur civilisation. Il y avait, en effet, d'une part, pour les Européens : 1^o Le Juge de Paix; 2^o les Tribunaux Correctionnels (la Cour d'Alger connaissant de leur appel); et 3^o les Cours d'Assises. D'autre part, pour les Indigènes : 1^o Les Juges de Paix jugeant seuls les infractions à l'Indigénat, depuis la loi du 15 juillet 1914 ; 2^o les Tribunaux répressifs indigènes (supprimés en 1930) ; 3^o les Cours criminelles (maintenues) ; 4^o enfin, les pouvoirs spéciaux du gouverneur général, quoiqu'autorité administrative.

Nous toucherons également deux mots de la justice répressive dans les Territoires du sud (anciens territoires de Commandement). Il y a peu de choses à dire des juridictions répressives françaises ; sous réserve de quelques différences secondaires d'organisation et de compétence, ce sont, comme en France,

les juges de paix pour les Contraventions; les tribunaux correctionnels pour les délits; les cours d'Assises pour les crimes. Les règles concernant les poursuites et la procédure devant ces diverses juridictions sont les mêmes que dans la métropole.

Les Juges de Paix. — Au premier degré se trouve le juge de Paix ; dont sont justiciables aussi bien les indigènes que les Européens ; et qui statue sur les contraventions de simple police. En outre, aux termes du décret du 19 avril 1854, les juges de pays, à compétence étendue, c'est-à-dire tous ces magistrats, sauf ceux de dix-sept chefs-lieux d'arrondissement, connaissent des contraventions de la compétence des tribunaux correctionnels, des délits de chasse et des délits n'emportant pas une peine supérieure à six mois d'emprisonnement ou à 500 (cinq cents) francs d'amende. De leur côté, les juges de paix à compétence restreinte, à savoir ceux des chefs-lieux d'arrondissement, statuent sur les délits et contraventions en matière forestière, quand l'amende réclamée par la Citation n'excède pas 150 francs (décret du 14 mai 1850). Les jugements portés en vertu de cette compétence étendue sont portés en appel non pas devant la Cour; mais devant le Tribunal d'arrondissement.

Les tribunaux correctionnels. — Leur organisation et leur compétence sont les mêmes qu'en France sous réserve de la compétence spéciale conférée aux juges de paix pour certains délits, ainsi qu'il vient d'être

dit. Ils jugent ces délits commis par les Européens et ne statuent sur ceux qui ont pour auteur des indigènes, que comme tribunaux d'appel des décisions rendues par les tribunaux répressifs indigènes. Sauf pour les musulmans qui sont soustraits à la juridiction de ces tribunaux, la Cour d'Alger, comme celles de la métropole, connaît de l'appel des jugements rendus par les tribunaux correctionnels.

Les Cours d'Assises. — De même, l'organisation des Cours d'Assises est la même qu'en France, sauf quelques divergences de détail ; ainsi, au lieu d'une Cour d'Assises par département, il y en a comme on l'a vu, en Algérie, une quatrième qui est celle de Bône ; le président de chaque Cour d'Assises est désigné non pas par le garde des sceaux, mais par le premier président de la Cour d'Appel, en raison de l'éloignement ; la liste de session comprend 24 jurés titulaires et 10 supplémentaires au lieu de 36 et 4 comme en France. Les Cours d'Assises connaissent les crimes commis, soit par des Européens, soit par des musulmans naturalisés, soit enfin par des indigènes non naturalisés ; mais avec la complicité ou la participation d'accusés rentrant dans l'une ou l'autre des deux catégories précédentes. Tous les criminalistes sont d'accord en France pour déplorer la faiblesse du jury et les acquittements parfois scandaleux, par lesquels elle se manifeste. On peut d'ailleurs adresser le même reproche aux jurés algériens ; et la liste serait interminable et édifiante des

verdicts négatifs, qu'ils ont rendus, alors que la culpabilité de l'accusé était établie, indiscutable et avouée ; et cela, non seulement dans le cas de crime passionnel ; mais même lorsque l'esprit de lucre a seul guidé le coupable.

§ 3. — L'organisation actuelle.

La conception qui consiste à soumettre les indigènes, au point de vue de la répression à des juridictions particulières, et à prévoir des infractions et des pénalités, qui leur sont également spéciales, est, parmi les institutions algériennes, l'une de celles qui ont été le plus âprement combattues et discutées, toujours en vertu de ce principe que « les Indigènes sont des hommes comme nous » et que ce qui est bon pour nous, ne saurait manquer d'être également excellent pour eux. Ce sont là, comme on l'a dit, des rêves d'idéologues et des conceptions d'utopistes ; ainsi que nous avons déjà eu maintes fois l'occasion de le montrer. Comme nous, les indigènes sont des hommes ; mais ce ne sont pas du tout des hommes comme nous : là gît toute la différence ; et elle est de conséquence.

a) LE CODE DE L'INDIGÉNAT.

Les indigènes sont soumis à une législation spéciale, en matière répressive, aux trois degrés que comporte dans notre droit pénal, la hiérarchie des infractions. Contraventions : (régime de l'indigénat)

délits ; (tribunaux répressifs indigènes) crimes ; (cours criminelles). Le code de l'indigénat punit des peines de simple police un certain nombre de faits peu graves ; et qui ne sont pas réprimés par notre code pénal ; soit parce qu'ils ne se conçoivent pas de la part de l'Européen ; soit que, de la part de ceux-ci, ils ne constituent pas un trouble social ; soit enfin que, sous l'empire du droit commun, ils soient légitimes ; mais que, lorsqu'ils sont commis par des indigènes, ils ne présentent pas le même caractère. A première vue, la conception peut surprendre : elle est cependant aisée à justifier et un exemple pris dans chacune de ces trois catégories de faits va montrer à quel point elle s'impose. Comme spécimen de faits ne se concevant pas de la part d'Européens, on peut citer l'observation des prescriptions de la loi du 23 mars 1882 concernant l'usage de nom patronymique. Cette loi a eu pour but de constituer l'état-civil des indigènes au moyen de toute une série de dispositions ; dont l'une des principales consiste à attribuer un nom patronymique à chacun d'eux. Elle est si utile, si commode et si pratique, qu'elle entre progressivement dans les mœurs ; et que les indigènes lettrés en ont pris couramment l'habitude ; mais la masse ignorante n'en voit pas la raison ; et si on ne tenait pas la main à l'observation de la loi, jamais elle ne serait entrée dans le domaine de l'application pratique. Comme type de faits qui, de la part d'Européens ne constitue pas un danger, nous indiquerons la réunion de plus de 25 personnes du

sexe masculin, sans autorisation ; mais si on laissait les indigènes libres de réunir en secret des centaines d'hommes, sans surveillance et sans contrôle dans les points les plus reculés du bled, ce serait rendre la besogne trop facile aux fauteurs de désordre et à tous les esprits mécontents ou ambitieux disposés à prêcher l'insoumission. Enfin, un fait que la législation en vigueur permet aux Français et qui est interdit aux indigènes, c'est la non-immatriculation des armes à feu. Nous verrons, quand nous parlerons des délits spéciaux aux indigènes, qu'il a fallu, sous peine de répercussion grave sur l'ordre public, interdire aux musulmans de posséder des armes sans savoir obtenu au préalable une autorisation, qui n'est accordée qu'aux bons sujets. Ceux qui l'obtiennent doivent faire immatriculer leur arme, de manière à ce que, lorsqu'on trouve un indigène porteur d'un fusil ou d'un pistolet, il soit toujours possible et facile de contrôler si cette arme lui appartient ; et il va sans dire, que cette prescription demeurerait lettre morte, si son inobservation n'était pas sanctionnée. C'est pourquoi, dès le début de la conquête, il fut indispensable de réprimer, de la part des natifs, un certain nombre de faits, que notre loi pénale ne prévoyait pas ; et que le bon ordre ; et le souci de la sécurité publique ne permettaient pas de tolérer.

D'autre part, notre conception de la séparation des pouvoirs administratif et judiciaire est incompréhensible pour les Musulmans. A leurs yeux, et il en est de même de tous les primitifs, tous les pouvoirs

doivent être concentrés dans la même main et le chef qui commande doit disposer des moyens de répression et d'obéissance ; une société organisée sur d'autres bases leur fait l'effet d'une armée, où gradés et officiers ne seraient pas investis du droit de punir. C'est ainsi qu'il était procédé du temps des Turcs ; et par la force même des choses, nous dûmes nous conformer à la tradition ; pendant les années qui suivirent la prise d'Alger, nos officiers, dès qu'ils sortaient de cette ville, étaient bien contraints de se comporter, comme des chefs de colonne en temps de guerre ; et d'appliquer aux indigènes, notamment pour tous les faits de vol ou de brigandages si fréquents, la pénalité de l'amende, conforme aux usages ; et moyennant laquelle, en droit Koranique, on se rachète de punitions corporelles. Sans doute, cette manière de faire n'était pas conforme au « grands principes » et ne se serait pas assurément justifiée sur la place de la Concorde (M. Norès) mais c'était celle du pays, elle était consacrée par l'usage ; elle était acceptée par les indigènes et enfin, elle permit d'arriver à un état avancé de pacification. Elle fut consacrée et rendue réglementaire par Bugeaud, dans une circulaire du 12 février 1844, dont le préambule s'exprime ainsi : « Les amendes ayant été imposées de temps immémorial d'après la législation musulmane, nous en maintenons le principe et l'application pour la conservation de l'ordre et de la justice et nous fixons les règles ci-après à observer fidèlement pour que chacun ne paie que ce qui est dû .»

Ces règles sont les suivantes : les cheikhs ne peuvent imposer aucune amende. Les autres autorités peuvent imposer des amendes, savoir : les caïds, jusqu'à 25 francs pour rixes, discours séditieux ; refus d'accepter la monnaie française ; destruction d'arbres fruitiers ; dégradation de puits, etc..., les aghas jusqu'à 50 francs pour recel d'objets volés ; refus de l'impôt, termes injurieux envers l'autorité ; les bach-aghass, jusqu'à 100 francs pour asile donné aux criminels ; actes de connivence avec l'ennemi, certains vols, etc... Les commandants supérieurs peuvent imposer des amendes jusqu'à cinq cents francs (500 francs). En outre, en cas de crime ou de délit, commis sur le territoire d'une tribu ; et si les coupables ne sont pas livrés aux autorités françaises, celles-ci peuvent frapper la tribu d'une amende collective ; mesure extrême et exceptionnelle au sujet de laquelle le maréchal s'exprime comme suit, dans une seconde circulaire du 17 septembre de la même année : « Si nous avons dû maintenir la terrible législation de la responsabilité des tribus, comme le seul moyen de maintenir une bonne police, dans un pays qui n'a pas toutes les combinaisons multipliées de notre administration civile et judiciaire, Messieurs les commandants militaires ne doivent en user qu'avec une extrême modération et lorsque les nécessités politiques ou de sûreté publique sont parfaitement démontrées ».

L'autorité militaire continua donc à user de pouvoirs disciplinaires ; et par voie d'analogie, après

L'Insurrection de 1871, il fut jugé indispensable de prendre, pour la Kabylie, des mesures analogues. L'article 17 du décret du 29 août 1874 sur la justice en Kabylie donna aux juges de paix le pouvoir de condamner les Indigènes aux peines de simple police pour « infractions spéciales à l'indigénat » et cette disposition fut étendue à toute l'Algérie par décret du 12 septembre suivant. Sept ans après, lors de l'extension considérable que reçut le territoire civil, il ne parut pas possible d'assurer le maintien du bon ordre dans les régions nouvellement détachées du territoire militaire sans donner aux administrateurs de commune mixte, sous la direction desquels passaient les indigènes, des pouvoirs analogues à ceux qu'ils étaient accoutumés à voir exercer par les officiers des bureaux arabes ; et une loi du 28 juin 1881, conféra à ces fonctionnaires les mêmes attributions de police qu'aux juges de paix ; les contraventions à l'indigénat étaient réprimées, en Commune de plein exercice, par le juge de Paix ; et en commune mixte par l'administrateur, suivant une procédure qui, si sommaire qu'elle fût, n'était pas cependant démunie de garantie et de contrôle. La décision devait être couchée sur un registre à souches ; dont un volant était remis à l'indigène puni : qui avait le droit d'en appeler au sous-préfet (au préfet, dans l'arrondissement du chef-lieu) si la peine dépassait vingt-quatre heures de prison : ou 5 francs d'amende ; et chaque semaine, un extrait du registre était transmis au gouvernement général.

Ces pouvoirs disciplinaires ne pouvaient donc pas être considérés comme purement arbitraires ; et cependant les critiques ne leur furent pas ménagées. La loi de 1881 ne les avait conférés aux administrateurs, que pour une période de sept années. Lorsque, en 1888, le gouvernement demanda au Parlement de proroger ce régime, son projet assez facilement adopté à la Chambre des Députés rencontra au Sénat une vive opposition ; et la prorogation, qui était sollicitée pour une nouvelle période de sept années, ne fut accordée que pour deux ans. Le débat dut donc être repris en 1890. Comme en 1888, le gouvernement demandait une prorogation de sept années ; que la Chambre accorda sans difficulté ; mais au Sénat, la résistance fut plus marquée encore qu'en 1888 ; le projet fut néanmoins voté avec certaines modifications. « L'esprit français s'exalte volontiers, écrit à ce propos M. Maurice Colin, quand on lui parle au nom des principes. Dès qu'on lui dénonce des institutions comme contraires aux règles du droit public, dont il est coutumier, il les considère aisément comme de véritables monstruosités juridiques. Qu'on lui signale un homme qui est à la fois un chef qui commande, et un juge qui punit, il est prêt à n'y voir qu'un effrayant despote ; et de l'administrateur il fait vite un satrape, devant lequel tremblent les indigènes terrorisés ». La réalité était tout autre. Secondé par ses adjoints, et par le caïd placés à la tête des douars, l'administrateur de commune mixte est chargé avant tout d'une mission de police consis-

tant à maintenir l'ordre et à assurer la sécurité et la tranquillité publiques sur un territoire, dont parfois l'étendue dépasse celle d'un département français et dont la population peut atteindre 100.000 âmes et il ne dispose à cet effet que de garde-champêtres indigènes, à raison d'un par douar ; et de quelques cavaliers ou déïras ; dont l'effectif ne dépasse pas 5 ou 6 hommes. Dans ces conditions, c'est bien moins par la force que par le prestige qui s'attache à lui, comme représentant de la France, qu'il doit assurer l'exécution de ses ordres et soutenir son autorité. Grâce aux pouvoirs disciplinaires dont il était armé, il pouvait sanctionner les manquements par des pénalités immédiates. Si peu de choses qu'elles fussent, comparées aux châtimens en usage sous la domination turque, elles avaient du moins l'avantage de rendre tangible l'autorité de celui qui la prononçait ; pour des populations primitives dépourvues de toute notion abstraite, l'autorité n'existe qu'à ce prix et elles sont plus impressionnées par la rapidité, que par la sévérité de la répression. Toutes les formes qui, chez nous, enchaînent le juge et dominent sa sentence, ne se présentent à leurs yeux que comme autant de moyens d'égarer sa justice.

Sans doute, on a pu signaler parfois certains faits regrettables, auxquels a donné lieu l'exercice des pouvoirs disciplinaires ; mais, dans l'ensemble, ils ont été appliqués avec discernement et modération ; et quelle est celle des institutions humaines, si sage qu'elle soit, qui n'a jamais été l'occasion d'aucun

abus ; à commencer par le droit de grâce, qui est pourtant l'inverse du droit de punir ? Ce sont les pouvoirs disciplinaires, confiés aux administrateurs par la loi de 1881, qui ont permis de faire passer sans à-coups, à cette époque, du régime militaire au régime civil, six millions d'hectares et un million d'indigènes ; sans qu'on ait eu à signaler, même chez les tribus les plus remuantes, aucun acte d'insubordination grave, sans que, nulle part, la sécurité publique, ait été jamais mise en péril, et de telle sorte, que non seulement l'œuvre commencée par l'administration militaire n'a pas été compromise ; mais qu'elle a été partout développée et affermie. C'est là, il faut le dire et le proclamer, un résultat magnifique, qu'aucune autre nation, peut-être, n'aurait été capable d'obtenir, dont le corps des administrateurs de commune mixte peut s'enorgueillir à juste titre et qui, mieux que tous les discours, témoigne de la haute valeur professionnelle de ces bons serviteurs de la France. Cependant, les adversaires du code de l'indigénat ne désarmaient pas. La question de son abrogation avait été posée en 1909 par le député Albin Rozet ; elle donna lieu, au cours des années 1913 et 1914, à d'importants débats parlementaires. Finalement, pour statuer définitivement, sur ce régime provisoire, que sept lois avaient déjà successivement prorogé depuis 1911, l'accord se fit sur un texte qui est devenu la loi du 15 juillet 1914. Dorénavant, les juges de paix sont seuls compétents pour prononcer la condamnation en matière d'infractions à l'indigénat, à l'exception de huit de celles-ci

pour lesquelles les pouvoirs des administrateurs étaient de nouveau prorogés pour cinq années. A l'expiration de ce délai, de nouvelles prorogations furent successivement prononcées par des lois du 4 août 1920, du 11 juillet 1922 et enfin du 30 décembre 1922, pour une durée de cinq ans. Ce délai de cinq ans étant venu à expiration le 1^{er} janvier 1928, sans qu'aucune loi nouvelle soit intervenue, il en est résulté que les pouvoirs disciplinaires des administrateurs ont pris fin. Désormais, les juges de paix sont seuls compétents pour connaître de toutes les contraventions au code de l'Indigénat ; telles qu'elles sont énumérées aux tableaux annexés à la loi du 15 juillet 1914 ; et qu'elles soient commises dans les communes de plein exercice ou dans les communes mixtes.

Quant à la liste des contraventions, elle a été, depuis l'origine, l'objet de remaniements successifs qu'il serait, non pas sans intérêt ; mais trop long, d'examiner en détail.

L'énumération en est donnée ci-dessous :

*Annexe à la loi du 15 juillet 1914
sur les contraventions au Code de l'Indigénat.*

TABLEAU N° 1.

1. Inexécution des ordres donnés en vue de l'application des lois relatives à l'établissement et à la conservation de la propriété. Omission ou retard dans les déclarations d'état-civil prescrites par la loi du 23 mars 1882 et

inobservations des prescriptions de cette loi concernant l'usage du nom patronymique.

2. Asile donné sans aviser immédiatement le chef du douar, à des vagabonds.

3. Défaut pour tout indigène de faire immatriculer dans un délai de quinze jours les armes à feu dont il deviendra propriétaire soit par héritage, soit par acquisition régulièrement autorisée, soit comme prix dans un concours de tir.

4. Habitation isolée, sans autorisation, soit de l'administrateur, soit de son délégué, en dehors de la « dechara » ou du « douar » là où la propriété individuelle n'est pas encore constituée ; campement dans les lieux prohibés.

5. Réunion sans autorisation pour ziara ou pour zerda (pèlerinage, repos public), réunion sans autorisation de plus de 25 personnes du sexe masculin.

6. Ouverture de tout établissement religieux ou d'enseignement sans autorisation.

7. Refus de comparaître, après avertissement écrit, devant un officier de police judiciaire dans l'exercice de ses fonctions.

8. Transgression ou inexécution des ordres donnés par l'autorité administrative compétente en vertu d'une loi, d'un décret ou d'un arrêté du gouverneur général ou du préfet du département.

9. Infraction aux règlements d'eau et usages locaux concernant les fontaines, puits, sources, rivières et canaux d'irrigation, indépendamment des amendes et dommages-intérêts encourus pour infraction à la Police des eaux.

10. Abatage, sans autorisation du maire ou de l'administrateur, d'un ou de plusieurs arbres d'une utilité reconnue, hors le cas prévu par l'article 135 de la loi du 21 février 1913.

11. Faux renseignements donnés aux agents de l'autorité administrative judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions.

12. Bris, détérioration, destruction, enlèvement ou

déplacement de jalons, tas de pierres, témoins, signaux topographiques, bornes, limites, placés par l'autorité ou par ses agents.

13. Négligence ou refus d'envoyer un enfant d'âge scolaire à l'Ecole primaire, quand l'école est située à moins de 3 kilomètres et qu'il n'est pas présenté d'excuse valable.

TABLEAU N° 2.

1. Refus de fournir à tour de rôles et contre remboursement immédiat, au prix du tarif arrêté par le préfet, les agents auxiliaires et les moyens de transport nécessaires aux fonctionnaires et agents dûment autorisés et accrédités officiellement auprès du chef de la tribu ou du douar ; dans les régions désignées tous les ans par un arrêté spécial du gouverneur général. Le tarif de réquisition des moyens de transport sera, par les soins du chef de la Tribu ou du douar, publié et porté à la connaissance des indigènes.

2. Refus de fournir les renseignements demandés par les agents de l'autorité administrative ou judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions.

3. Inobservation des décisions administratives portant attribution des terres collectives de culture, après avis de la djemaâ consultée.

4. Refus ou inexécution des services de patrouille et de garde prescrits par arrêtés du préfet du département ; abandon de poste ou négligence dans les mêmes services.

5. Actes de désordre sur les marchés ou autres lieux de rassemblement et autour des sources et fontaines publiques, n'offrant pas un caractère de gravité suffisant pour constituer un délit.

6. Refus de faire les travaux, les services ou de prêter le secours dont on aurait été requis dans les circonstances d'accidents, tumultes ou autres calamités, ainsi que dans les cas d'insurrection, brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou exécution judiciaire.

7. Retard prolongé et non justifié, après avertissement préalable dans le paiement des impôts, soultes de rachat de séquestres, amendes, et généralement de toutes sommes dues à l'Etat ou à la commune ainsi que dans l'exécution des prestations faites en nature.

8 Défaut d'obtempérer, sans excuse valable, aux convocations des contrôleurs et répartiteurs des contributions diverses, à l'occasion de l'assiette et de la perception de l'impôt.

Mais il y a lieu de signaler que de nombreuses catégories d'indigènes sont soustraites à l'application du code de l'Indigénat : Fonctionnaires ; membres de la Légion d'honneur ; titulaires de diverses autres distinctions honorifiques ; anciens soldats ; membres indigènes des corps élus ; titulaires de titres ou diplômes universitaires, etc...

Il résulte de tout ce qui précède que le code de l'indigénat est nécessaire, qu'il le sera encore longtemps ; et que ce ne serait pas impunément qu'on laisserait par exemple les indigènes se pourvoir sans contrôle d'armes ou de munitions ; refuser leur concours aux autorités en cas de sinistres ou d'attentats criminels ; ou commettre tel ou tel des actes dont nous venons de donner l'énumération. On en a du reste fait l'expérience. La loi du 15 juillet 1914 avait été complétée par une loi du 4 février 1919, qui assimilait aux citoyens français, plus de quatre cent mille indigènes et les laissait libres de posséder des armes à feu. Le résultat combiné avec les habitudes de violence et de maniement des armes contractées par beaucoup d'indigènes sur le front pendant la guerre, fut une telle

recrudescence de criminalité, et sous ses formes les plus graves, arrêt de trains, autobus pillés, fermes saccagées, bandes de malfaiteurs organisées, qu'il fallut reconnaître qu'on s'était trompé, et que la loi du 4 août 1920 dut apporter de nouveau des restrictions à la détention des armes. Sans doute, il serait excessif de placer sous le même régime les indigènes lettrés et cultivés des villes et les primitifs des régions semi-désertiques ; mais la législation actuelle y a sagement pourvu en exonérant, comme nous l'avons vu, des peines de l'indigénat, diverses catégories d'individus, qu'on pourrait même être tenté de considérer comme trop nombreuses.

b) LES TRIBUNAUX RÉPRESSIFS INDIGÈNES.

Il en sera parlé en détails plus loin.

c) LES COURS CRIMINELLES.

Elles constituent depuis l'abolition des T. R. I. la grande survivance du régime d'exception.

Depuis 1902, de même que les indigènes ont une juridiction correctionnelle spéciale, il a été également institué, en matière criminelle, sous le nom de cours criminelles, par la loi du 30 décembre 1902, un tribunal qui leur est propre ; il est nécessaire de préciser dans quelles circonstances. Nous avons vu qu'aux termes du décret du 19 août 1854, qui avait créé en Algérie, les cours d'Assises, celles-ci siégeaient

sans l'assistance du jury ; cette dernière institution fut introduite dans la colonie par un décret du 20 octobre 1870, qui s'exprime ainsi dans son préambule : « Considérant que le jugement par jurés des causes criminelles est un des principes de notre droit public, et que le développement de la colonisation rend aujourd'hui son application nécessaire en Algérie ». Nous sommes toujours sensibles en France à l'évocation des grands principes ; mais c'était du moins en ce qui concerne les indigènes, étrangement se payer de mots ; car sous la décevante dénomination de justice rendue par leurs pairs elle leur donnait comme juges des hommes parmi lesquels ne figuraient aucun de leurs coreligionnaires ; et en qui ils étaient disposés à voir plutôt des ennemis. L'événement ne justifia que trop leurs appréhensions et alors au début, que le jury faisait preuve, à l'égard des Européens, coupables d'homicide envers les indigènes d'une indulgence dépassant toutes les bornes, il se montrait, quand c'était l'inverse, d'une sévérité excessive et d'une révoltante partialité. D'autre part le jury constituait pour les Européens une charge écrasante. Les quatre cours d'Assises d'Algérie tenaient en moyenne quatre cent-cinquante audiences par an ; et pour fournir ce service de jury, on comptait 350.000 Français : c'était donc sur une population inférieure en nombre à celle d'un département français, que devait se recruter le jury pour juger un nombre d'affaires comparable à celui de seize ou dix-sept départements métropolitains. Aussi dans certaines régions, les colons

avaient-ils fondé des associations mutuelles pour subvenir aux pertes et dépenses occasionnées par le service du jury, d'autant plus que la rémunération allouée à ses membres était très insuffisante. A tous les points de vue donc, une réforme était souhaitable ; ce fut l'œuvre de la loi du 30 décembre 1902, qui institua les cours criminelles dont les deux caractéristiques sont les suivantes : une juridiction criminelle dans chaque arrondissement et les magistrats et les jurés, ceux-ci composés par moitié de Français et d'indigènes, statuant ensemble tant sur la culpabilité que sur la peine. Ce n'était du reste une innovation qu'en Algérie ; en Tunisie lorsque les tribunaux criminels de Tunis et de Sousse jugent un indigène, ils sont composés de trois magistrats, de trois assesseurs français et de trois assesseurs indigènes ; et les cours criminelles de l'Indochine se composent de trois magistrats français et de deux assesseurs indigènes, quand c'est un indigène qui est en cause.

Déjà, en 1891, Burdeau exprimait l'avis qu'il serait sage d'admettre dans le jury, lorsque l'accusé est musulman une minorité de ses coréligionnaires, afin de rendre ce service moins lourd pour les Français et d'écarter les soupçons de partialité ; et en 1892 lorsque la Commission sénatoriale des Dix-Huit adressa un questionnaire sur ce point particulier aux notables indigènes de la Province d'Oran, sur 370 réponses, 223 demandèrent le maintien des Cours d'Assises ; mais en exprimant le désir, les unes que

le jury fût supprimé et les autres qu'il fût composé d'Européens et d'Indigènes. Voici donc quelle est l'économie de la loi du 30 décembre 1902, complétée par celle du 29 juillet 1910. Il y a au chef-lieu de chaque arrondissement judiciaire une Cour Criminelle, composée, d'un Conseiller à la Cour, Président, de deux autres magistrats (conseillers ou juges du tribunal à Alger ; juges dans les autres arrondissements) et de quatre assesseurs-jurés, deux Français tirés au sort, sur la liste des jurés de l'arrondissement et deux indigènes, tirés au sort sur une liste dressée de la même façon. Au début de chaque session, quatre assesseurs de chaque catégorie sont ainsi tirés au sort ; et, pour chaque affaire, quatre d'entre eux, deux Français et deux indigènes, sont également désignés par la voie du sort. Les fonctions du ministère public sont remplies, à Alger, par le procureur général ; et dans les autres arrondissements par le Procureur de la République. Chaque trimestre, il est tenu une session ordinaire d'une durée de quinze jours au maximum ; et des sessions extraordinaires, si le nombre des affaires l'exige, ce qui est fréquent. La procédure d'instruction, de renvoi et de jugement est exactement la même que devant la Cour d'Assises ; si ce n'est que magistrats et assesseurs-jurés délibèrent et statuent ensemble, tant sur la culpabilité, que sur l'application de la peine. Les cours criminelles connaissent des crimes commis par les indigènes non-naturalisés en territoire civil ; s'il y a des complices ou co-auteurs européens, c'est la Cour

d'Assises qui est compétente à l'égard de tous. Comme les tribunaux répressifs, les cours criminelles ont été très vivement critiquées ; mais quelle institution ne l'est pas ? On leur a reproché d'être des tribunaux d'exception, en se basant sur le même raisonnement enfantin qui doit être désapprouvé : les institutions de la métropole doivent être appliquées à tout le monde. Certains ont déclaré que les Cours criminelles avaient été créées « en haine du droit commun » ou « en haine de l'indigène ». En réalité, il n'est pas exact de dire que les Cours criminelles sont très dures pour les indigènes : elles acquittent 20 % des accusés : et à l'égard de ceux qu'elles condamnent, elles font preuve, le plus souvent, d'une équitable et louable modération dans l'application de la peine. Si l'on établit une comparaison entre les résultats des Cours criminelles et ceux des Cours d'Assises, ce n'est pas pour ces dernières que la comparaison est flatteuse ; car la différence essentielle, entre les deux juridictions, c'est que, le plus souvent, quand la preuve de la culpabilité est faite, la Cour d'Assises acquitte, tandis que la cour criminelle condamne.

En ce qui concerne les prétendus dangers de la cour criminelle, où les voit-on ? Serait-ce dans l'instruction préparatoire ? Elle est effectuée exactement selon les mêmes formes que pour les Européens, et avec les mêmes garanties. Serait-ce dans la procédure du jugement ? Elle est la même que devant la Cour d'assises. Serait-ce dans la composition de la Cour ?

Elle est constituée, comme la Cour d'assises, par des magistrats et par des jurés. Serait-ce dans le fait que, par moitié, ces jurés sont indigènes? Mais c'est en vertu du grand principe du jugement par les pairs : et puis, il nous faut bien associer peu à peu les musulmans au fonctionnement de nos divers organismes, si nous voulons faire leur éducation sociale. Et puis encore, si ceux qui critiquent, par intérêt pour les indigènes, l'institution des cours criminelles, les tiennent en suspicion précisément parce qu'elles comprennent, parmi leurs jurés, des indigènes, quel mépris ne marquent-ils pas pour ceux-ci? Serait-ce, enfin, parce que jurés et magistrats délibèrent ensemble? Mais c'est précisément ce que, depuis nombre d'années, on réclame en vain pour les Cours d'assises ; et cette collaboration donne en fait les meilleurs résultats. Alors ? Oui, sans doute ; les cours criminelles sont plus sévères que les Cours d'assises, mais c'est là un grief qui ne se comprend que de la part des avocats, professionnellement portés à préférer les juridictions indulgentes ; et qui goûtent peu celle-ci « trop sourde à l'éloquence ». On pouvait adresser des critiques aux tribunaux répressifs aujourd'hui supprimés et estimer que leur composition et leur procédure ne présentaient pas toujours des garanties suffisantes : on n'en saurait dire autant des cours criminelles, qui fonctionnent comme les Cours d'assises. On peut dire, sans aucune exagération, que dans 80 % des procédures déferées aux juridictions criminelles, la culpabilité de l'accusé est établie : il est donc

tout à fait normal qu'il y ait, en cours criminelle, une forte proportion de condamnations ; et on peut dire trop souvent des Cours d'assises, où au contraire les acquittements sont en majorité, qu'elles sont, aussi bien en France qu'en Algérie, la négation de la justice.

§ 4. — **La Juridiction administrative.**

Par une remarquable dérogation aux règles du droit pénal moderne et au principe de la séparation des pouvoirs, le gouverneur général, autorité administrative, exerce à l'égard des indigènes une juridiction pénale, qui lui permet de prononcer trois peines, sans similaires dans notre droit : *la mise en surveillance spéciale* ; *l'amende collective* et *le séquestre*. Le caractère commun de ces trois peines est d'être une survivance du passé : aussi le Gouverneur général apparaît-il, lorsqu'il exerce ses attributions, comme l'héritier du Dey et des généraux en chef qui rendaient une justice sommaire. Ajoutons d'ailleurs que ces peines sont assez rarement prononcées.

La mise en surveillance spéciale. — Pendant longtemps, tout indigène a pu être frappé de la peine de l'internement par le gouverneur général ; mais les faits pour lesquels cette pénalité était encourue n'étaient définis par aucun texte : c'étaient surtout des actes d'hostilité contre la souveraineté française ; ou des infractions de droit commun quand elles

n'étaient pas suffisamment caractérisées ; ou que la preuve restait douteuse. La peine d'une durée indéterminée était subie, soit dans un pénitencier indigène, soit au dépôt de Calvi, en Corse, soit encore dans une localité ou un douar, que l'interné ne pouvait quitter. Enfin une commission composée d'un conseiller de gouvernement, d'un substitut du Procureur général et de quatre fonctionnaires était chargée de l'Instruction des affaires.

La loi du 15 juillet 1914 a réglementé l'institution en l'entourant de garanties ; en lui donnant une existence légale et en ne laissant subsister que l'une des formes de cette répression administrative.

La mise en surveillance spéciale. — Cette peine, applicable uniquement dans l'Algérie du Nord et non dans les territoires du Sud, consiste pour l'indigène qui en est frappé à être astreint à résider dans un douar ou dans une localité déterminée. Elle peut être prononcée au maximum pour *deux ans*. Les faits susceptibles de la motiver, sont, aux termes de l'article 3 de la Loi : les actes d'hostilité contre la souveraineté française ; toute prédication politique ou religieuse ; toutes menées de nature à porter atteinte à la sécurité générale ; et enfin tous actes qui, en dehors des cas de complicité limitativement déterminés par le code pénal favorisent manifestement les vols de récoltes ou de bestiaux. La première catégorie ne soulève pas de difficultés. La troisième vise essentiellement les faits de « béchara » (ou vol de bétail) qui ne tombent

pas sous le coup de la législation pénale; et c'est surtout en cette matière, que la mise en surveillance spéciale donne d'appréciable résultats; quant à la seconde catégorie, elle peut donner lieu à discussion; quand il s'agit de déterminer ce que la loi a voulu entendre par des « menées de nature à porter atteinte à la sécurité générale ». L'interprétation de la haute administration algérienne, c'est qu'il y a lieu de considérer comme tombant sous le coup de cet alinéa les voleurs de profession, notoirement connus comme tels; mais contre lesquels il n'a pu être réuni de preuves suffisantes, pour permettre de les traduire devant les juridictions de répression de l'ordre judiciaire; cas qui est assez fréquent. Mais le commentaire de la loi se trouve dans le rapport présenté au Sénat par M. Etienne Flandin et ne permet pas cette interprétation; il en résulte nettement que la mise en surveillance ne peut pas être prononcée pour des faits prévus par le code pénal (escroquerie)? Souvent, il faut le reconnaître, à la suite de la mise en surveillance de malfaiteurs réputés, mais qui avaient toujours réussi à dépister la justice, les vols ont cessé et la sécurité est revenue dans une région, et la jurisprudence du conseil de gouvernement est délibérément en faveur de l'application, à ce cas particulier, de la mise en surveillance: cette manière de voir peut être opportune et salutaire; mais nous ne le croyons pas juridique.

Procédure. — Lorsque la mise en surveillance d'un

indigène paraît justifiée, il est établi, par les soins de l'autorité administrative, un véritable dossier d'informations comportant notamment un interrogatoire par un officier de police judiciaire. Puis l'affaire est soumise au conseil du gouvernement, devant lequel comparaît l'intéressé, qui peut être assisté d'un avocat ; ou s'en faire désigner un d'office. Le conseil entend le rapport fait par un conseiller sur l'affaire ; puis les explications du prévenu et peut ordonner un supplément d'information ; ainsi que la libération provisoire de l'inculpé. Il doit statuer dans le délai de deux mois. S'il le juge utile, il peut entendre des témoins. Il formule son avis, transmis dans les trois jours, avec le dossier, au gouverneur général, qui statue. Il a le droit d'atténuer la peine proposée à son agrément, mais il ne peut prononcer la mise en surveillance, que sur l'avis conforme du conseil de gouvernement. Sa décision peut être l'objet d'un recours soit au ministre de l'Intérieur, soit devant le conseil d'Etat.

Le séquestre. — Le séquestre paraît assez rapproché de la « confiscation générale » de notre ancien droit ; il n'est pas entouré des mêmes garanties que la mise en surveillance spéciale ; mais c'est une pénalité qui n'est que fort rarement prononcée ; et dans des cas tout à fait exceptionnels (incendie de forêts). Il a été usité, mais d'une façon plus ou moins arbitraire, dès les premiers temps de la conquête, et a été réglementé par l'arrêté du 11 juillet 1831, par l'or-

donnance du 31 octobre 1845, complétée par la loi du 17 juillet 1874 et l'article 130 de la Loi du 21 février 1903. Les faits pour lesquels il peut être prononcé sont les actes d'assistance à l'ennemi ou l'intelligence avec lui ; et les incendies de forêts dénotant un concert préalable et assimilables à des faits insurrectionnels. L'individu frappé de séquestre a un délai d'un an pour en obtenir la main-levée, s'il réussit à justifier qu'il n'est réellement coupable d'aucun des faits qu'on lui prête. Au bout de deux ans, faute de main-levée, les biens sur lesquels porte le séquestre sont acquis à l'Etat. Le séquestre est prononcé par arrêté motivé du gouverneur général, pris en conseil de gouvernement. Il en a été largement fait application en Kabylie, à la suite de l'insurrection de 1871, mais l'administration a usé ensuite de bienveillance, en autorisant le rachat des terres séquestrées, moyennant un cinquième de leur valeur.

L'amende collective. — L'amende collective, enfin, est une des modalités de la responsabilité collective, qui était appliquée par les Turcs ; et qui est dans les mœurs musulmanes ; le principe pourtant si contraire à celui de la personnalité des peines usité dans notre droit criminel métropolitain, en a été consacré en 1844 par Bugeaud dans une circulaire célèbre, que nous avons précédemment analysée. Actuellement, dans la pratique, elle n'est plus usitée qu'en cas d'incendie de forêts (loi du 17 juillet 1874 et Loi forestière algérienne du 21 février 1903, article 130). Elle

est prononcée par le gouverneur général, en conseil de gouvernement, sur le vu des procès verbaux, rapports et propositions de l'autorité administrative. Habituellement, elle est appliquée sous forme d'une majoration d'impôts. Il en est fait usage assez fréquemment et c'est une mesure indispensable pour la conservation et la sauvegarde du massif forestier de la colonie (Voir arrêté du gouverneur général de l'Algérie, 24 juillet 1916, R. A. 207, p. 396).

§ 5. — La justice répressive dans les Territoires du Sud.

On sait que ce sont ceux d'Aïn Sefra ; de Ghardaïa ; des oasis et de Touggourt.

L'ordonnance du 26 septembre 1842 avait attribué aux Conseils de guerre la connaissance des crimes et délits commis en dehors des limites assignées à la compétence des tribunaux civils, autrement dit, en territoire militaire. Le décret du 15 mars 1860 leur retira pour le remettre aux cours d'assises et aux tribunaux correctionnels le jugement des crimes et délits commis, dans cette région, par les Européens et les Israélites ; en ce qui concerne les indigènes, qui demeuraient justiciables des conseils de guerre, comme il n'était pas possible de les déférer, pour tous les crimes et délits, sans exception, à cette juridiction éloignée, un arrêté du ministre de l'Algérie et des colonies du 5 avril 1860 créa des commissions disciplinaires chargées de juger les moins graves de

ces infractions ; enfin les autorités militaires et les chefs indigènes sont investis de certaines attributions de police.

Autorités militaires et chefs indigènes. — La matière est régie par un arrêté du gouverneur général du 14 novembre 1874, toujours en vigueur. Les commandants militaires ou leurs délégués peuvent infliger aux indigènes non naturalisés résidant sur le territoire des peines d'amende et d'emprisonnement dont le maximum varie entre deux mois et 300 francs pour le commandant de la division, à huit jours et 30 francs, pour les chefs de poste. Ces condamnations peuvent être prononcées pour contraventions de police ; fautes commises dans le service militaire ou administratif, « méfaits » dont l'importance ne dépasse pas une valeur de 50 francs. Les chefs indigènes peuvent infliger des amendes 20 francs au maximum, elles ne sont recouvrées qu'après visa de l'autorité militaire.

Commissions disciplinaires. — A côté des conseils de guerre, l'arrêté du 20 avril 1860 crée, sous la dénomination de Commissions disciplinaires, une autre juridiction destinée à juger les actes d'hostilité, crimes et délits commis par les indigènes en territoire militaire et qu'il est impossible de déférer aux tribunaux civils et aux Conseils de guerre. Elles se réunissent dans chaque chef-lieu de subdivision et de cercle et sont composées : à Alger, du commandant

supérieur, président ; du procureur général et de 2 officiers ; dans la subdivision du commandant de la subdivision, Président ; du Procureur de la République, ou à défaut, du juge de paix et de deux officiers ; dans les cercles du commandant supérieur, président et également de deux officiers. Les affaires sont instruites par l'officier des affaires arabes du cercle. Les dossiers sont ensuite transmis au général commandant la Division qui renvoie les prévenus selon le cas, soit devant le Conseil de guerre, soit, s'il y a impossibilité devant la Commission disciplinaire ; pratiquement, on faisait résulter cette impossibilité du peu de gravité de l'infraction. Le maximum des peines à infliger était de deux mois de détention et 200 francs d'amende pour les Commissions de cercle ; un an et 1.000 pour celles de subdivision. Si la commission est d'avis que la peine qu'il faudrait prononcer excède les limites de sa compétence ; elle rend compte à l'autorité supérieure. Cette organisation avait de graves défauts. Les Commissions disciplinaires étant compétentes pour juger les crimes et les délits, les généraux de Division leur renvoyaient souvent des faits graves, qu'elles ne pouvaient réprimer suffisamment ; d'autre part, elles jugeaient sur pièce et sans entendre de témoins ; sinon à titre exceptionnel et discrétionnaire, le texte se bornant à dire que les prévenus pourraient être autorisés à faire entendre des témoins. Aussi furent-elles successivement réorganisées par arrêtés du gouverneur général du 26 février 1872 ; puis du 14 novembre 1874, modifié le

29 octobre 1913, qui régit actuellement la matière. Les commissions sont de trois degrés : une commission supérieure siégeant à Alger et qui, en fait, n'a jamais été réunie ; des commissions de subdivisions, composées du commandant de la subdivision, président ; d'un membre du Parquet ou du juge de Paix et de deux officiers supérieurs ; Commissions qui se sont trouvées implicitement supprimées du fait même de la suppression des subdivisions dans les territoires du sud ; enfin les commissions de cercle ou d'annexe composées du commandant de cercle ou chef d'annexe, président ; du juge de Paix ou à défaut, d'un officier, et d'un capitaine.

Pratiquement, donc, ces dernières continuent seules à fonctionner à l'heure actuelle. Aux termes du décret de 1874, elles connaissent des actes d'hostilités, crimes et délits « qu'il est impossible de déférer aux tribunaux civils et militaires » selon la terminologie, que nous avons déjà critiquée, et ce qu'il faut traduire en fait par les infractions les moins graves. Elles ne prononcent pas les peines prévues par le code pénal ; mais, selon leur appréciation, l'emprisonnement au maximum d'un an et l'amende au maximum de mille francs ; sauf à saisir le gouverneur général, qui prononce alors la peine qu'il juge convenable ; si elles estiment que cette limitation ne permet pas une sanction suffisante. Les condamnations ne deviennent définitives qu'après l'approbation du chef de la colonie. Dans le dernier état de la législation, la compétence des Commissions

disciplinaires a été considérablement réduite par le décret du 18 juillet 1929, qui ne leur réserve plus, au moins théoriquement, que les faits à caractère disciplinaire ou politique non prévus par le code pénal.

Tribunaux militaires (anciens conseils de guerre). — Aux termes de l'article 42 de l'ordonnance du 26 septembre 1842, modifiée par le décret du 14 mars 1860, les conseils de guerre étaient compétents pour juger tous les crimes et délits commis par les indigènes en territoire militaire ; nous avons vu que, pratiquement, en raison de leur éloignement, on ne leur déférait que les faits les plus graves. La composition du conseil est la même que pour les sous-officiers et soldats. La procédure, tant celle d'instruction que de jugement, est celle des conseils de guerre. Les peines prononcées sont celles édictées, non par le code de justice militaire ; mais par le code pénal ; toutefois les condamnés à mort, au lieu d'avoir la tête tranchée, sont passés par les armes.

La loi du 9 mars 1928 portant révision du code de justice militaire a supprimé les conseils de guerre et les a remplacés par des *tribunaux militaires permanents* ; dont trois en Algérie (Alger-Oran et Constantine). Ni cette loi, ni le décret du 16 octobre suivant, rendu pour son exécution, et qui fixe le siège des tribunaux militaires permanents tant de l'Algérie que de la métropole, ne se prononçaient sur le point de savoir si les juridictions nouvelles conservaient les

pouvoirs et attributions des conseils de guerre ; en ce qui concerne les crimes et délits commis par les indigènes des territoires du Sud. La question était douteuse, elle a été tranchée par un décret du 18 juillet 1929 ; mais provisoirement seulement ; il dispose en effet que « les crimes et délits commis en territoire militaire, par les indigènes non naturalisés » et qui, aux termes de l'article 42 de l'Ordonnance du 26 septembre 1842 étaient de la compétence des conseils de guerre, seront « jusqu'à l'intervention d'une législation spéciale » déférés aux tribunaux militaires permanents. D'autre part, le rapport qui précède ce décret s'exprime dans les termes suivants : « Comme les tribunaux répressifs dont la création est envisagée pour le jugement des crimes et délits commis en territoire militaire par les indigènes musulmans ne peuvent être institués que par une loi (il ne s'agissait que d'un simple projet, abandonné depuis la suppression des T. R. I. en 1930 en territoire civil), il est nécessaire de prévoir que jusqu'à la mise en vigueur des dispositions législatives, qui détermineront les juridictions compétentes pour statuer sur ces crimes et délits, les tribunaux militaires continueront à être saisis desdits faits ». Il résulte de ces textes, d'une part, que les tribunaux militaires sont compétents, jusqu'à nouvel ordre, pour juger tous les crimes et délits, sans exception, commis par les indigènes des territoires du sud, alors que, jusqu'à ce jour, les conseils de guerre n'avaient connu que des faits présentant un sérieux caractère de gravité ; et en second

lieu, que les intentions du gouvernement sont de retirer incessamment toute compétence aux tribunaux militaires à l'égard des indigènes du sud et de déférer ceux-ci à des tribunaux de l'ordre judiciaire. Ce projet ne peut être qu'approuvé. La juridiction des Conseils de guerre et des tribunaux militaires qui leur ont succédé, à l'égard d'indigènes civils est exorbitante du droit commun et ne se justifiait qu'à l'époque où le régime militaire était dominant en Algérie ; elle charge ces tribunaux et leurs parquets d'une tâche qui est tout à fait en dehors de leurs attributions normales : elle a enfin un inconvénient capital ; c'est que les tribunaux militaires siégeant à une telle distance des régions sahariennes, on ne peut pas songer, à moins de cas tout à fait exceptionnels, à citer des témoins devant eux, et que les correspondances, communications et transfèrements, sont extrêmement lents : la conséquence, c'est que, en fait, on défère à ces juridictions non pas tous les crimes, ni surtout tous les délits comme le voudrait le décret du 18 juillet 1929 ; mais seulement et essentiellement les attentats d'une réelle gravité, sous peine de les submerger. C'est donc une organisation désuète qui a fait son temps, qu'il n'est plus possible, ni pratique de maintenir, et dont on ne peut qu'approuver l'imminente transformation.

Actuellement les conseils de guerre sont dotés d'un président de carrière civil ; c'est la Chambre des Mises en accusation qui a le soin de décider de la mise en jugement, et la licence en droit est exigée des membres du Parquet militaire.

CHAPITRE II

Organisation des Tribunaux répressifs indigènes.

§ 1. — But de leur création.

L'institution des Tribunaux Répressifs Indigènes était la solution que le pouvoir exécutif avait donnée au problème si inquiétant de la sécurité, au lendemain de la pénible affaire de Margueritte (avril 1901). Nous ne pouvons résister au désir de donner un résumé de ces événements (extraits du Bulletin du Comité de l'Afrique Française de 1901. Page 141), qui suffiront à recréer l'ambiance qui régnait alors, et constituent une illustration vraiment typique de notre précédent jugement sur la mentalité indigène.

Le 26 avril au matin, l'Administrateur des affaires indigènes d'Hammam Rirha, M. Morel était prévenu par le Caïd des Rirhas que, bravant ses ordres, 6 cavaliers de son douar s'étaient résolus à rejoindre un bandit de la région, Bou Amama. Le Caïd lui demandait d'envoyer 2 cavaliers pour soutenir son autorité et lui permettre d'arrêter les rebelles. Immédiatement M. Morel envoya son adjoint M. Monteil,

suivi de 2 cavaliers. M. Monteil croyait si peu à la gravité de l'incident, qu'il partait sans armes. Arrivé à la maison forestière de Tizi Enchir, où le Caïd lui avait donné rendez-vous, M. Monteil se trouvait inopinément en présence de 30 ou 40 indigènes, qui, se précipitant sur lui, le jettent à bas de sa monture. Les cavaliers essayent de se défendre. L'un d'eux tombe blessé, le second doit prendre la fuite, et M. Monteil reste aux mains des rebelles qui l'obligent, sous peine de mort, à revêtir le burnous, à se coiffer d'une chéchia, et à prononcer la formule sacramentelle de conversion à l'Islam « La Allah il Allah, Mohammed Rassoul Allah ». (Il n'y a de Dieu que Dieu, et Mohammed est le prophète de Dieu). C'est que les 6 cavaliers que signalait le caïd, avaient fait boule de neige, recrutant partout les adhérents.

En route, ils avaient assassiné le garde champêtre, qui essayait de résister. Et les indigènes proclamaient pour Sultan l'instigateur de la révolte, Taalabi Mohammed Bel Hadj ben Aïcha. Il avait suffi à cet individu, employé la veille encore chez un colon, M. Jenoudet, de se dire inspiré du souffle d'Allah, et de soutenir son imposture avec cette belle éloquence qu'ont d'ordinaire les Arabes, pour prendre un ascendant remarquable sur ses coréligionnaires. Il faut dire d'ailleurs que la tribu des Rirhas s'est toujours distinguée pendant les insurrections, et est réputée pour ses instincts pillards.

La troupe de Taalabi s'accroît à chaque instant, tout à l'heure il étaient soixante, maintenant ils sont

plus d'une centaine, et les voilà qui, armés de quelques mauvais fusils, de couteaux et de matraques partent à la suite de leur sultan improvisé, pour assurer le règne d'Allah sur leur passage. Margueritte est à 5 kilomètres à peine ; c'est vers ce centre qu'ils se dirigent. En chemin, ils rencontrent 2 journaliers espagnols. Ils les somment de se convertir à l'Islam.

Les malheureux ne comprennent ce qu'exige d'eux la tourbe hurlante qui les enveloppe. Ils sont impitoyablement massacrés.

Quelques minutes après, grossie de tous les indigènes qu'elle rencontre et qui, de gré ou de force, sont entraînés par elle, la bande arrive devant la ferme Jenoudet, ferme isolée, à cheval sur la route à 2 kilomètres de Margueritte. La ferme est habitée par M. Jenoudet, sa femme, sa mère et quelques domestiques. La première personne qui s'offre aux rebelles est un vieillard de 70 ans. C'est le père du caviste de M. Jenoudet ; il est arrivé de France depuis quelques jours à peine. On l'entoure, on veut le coiffer d'un chéchia et le revêtir d'un burnous, en le sommant de prononcer la formule sacramentelle « La Allah il Allah ». Le malheureux se débat, ignorant ce que lui demandent les forcenés qui l'ont saisi, et bientôt il tombe, frappé à mort, d'un coup de couteau qui lui a tranché la gorge. Des indigènes le tiennent d'ailleurs, la tête tournée vers l'Orient, pendant que le sang s'écoule de sa blessure, pour qu'il meure suivant le rituel musulman. Puis,

c'est le tour du cuisinier de M. Jenoudet ; pas plus que la précédente victime, il ne comprend ce qu'on exige de lui, et il tombe à son tour, perdant son sang par une horrible blessure.

Le malheureux est frappé sous les yeux même de Mme Jenoudet que les bandits se bornent à repousser, car ils n'ont pas à faire de croyantes. C'est alors seulement que survient M. Jenoudet. Dès qu'il se présente, un coup de matraque le renverse, et quand il se relève, c'est pour se voir mis en demeure de confesser la foi musulmane.

Parlant fort bien l'Arabe, connaissant le fanatisme des indigènes qui le pressent, M. Jenoudet n'hésite pas. Il passe un burnous, coiffe la chéchia qu'on lui présente, et prononce la formule du croyant.

Il est sauvé, mais il lui faut assister, impassible, au pillage de sa maison. Puis, la bande se reforme et marche sur le village, entraînant avec elle M. Jenoudet que du reste Taalabi, son employé de la veille, vient ironiquement peut-être de désigner comme son lieutenant.

En un clin d'œil, le village est envahi, surpris, les habitants ne peuvent organiser la résistance : quelques-uns parviennent à s'enfuir ; d'autres, moins heureux, tombent aux mains des indigènes, et toujours c'est, pour les hommes au moins, la même alternative : la conversion ou la mort. M. Jenoudet se multiplie pour faire comprendre aux malheureux ce qu'on exige d'eux, il réussit à les sauver à peu près tous. Cependant un sourd est égorgé, ne comprenant pas ce

qu'on lui demande, et un vieil Italien périt pour la même raison. Il a commencé par rire, croyant à une fantasia. Puis c'est le pillage des maisons qui commence, sans que, d'ailleurs les pillards songent à violenter les femmes et les enfants. Ces derniers ont d'ailleurs été protégés par Mme Goublet, institutrice, qui s'est mise en travers de la porte de l'école, la barrant aux Arabes en les sommant de respecter les enfants. Devant son attitude, les indigènes sont allés piller ailleurs. Une fois le pillage de Margueritte achevé, les insurgés à ce moment au nombre de 300, et qui avaient enlevé toutes les armes et toutes les munitions trouvées chez les colons, ont été conviés par leur prophète à marcher sur Miliana. A ce moment se présentait à l'entrée du village, prévenu par le télégraphe qui n'avait pas été coupé, M. Bougier, Administrateur-adjoint, faisant fonction de Sous-Préfet à Miliana, accompagné de trois gendarmes et d'un lieutenant de gendarmerie, qui précédaient, de 6 kilomètres une compagnie de tirailleurs partie de Miliana, aux premières nouvelles. Ils ne connaissaient pas la gravité de la situation et s'avancent au grand trot ; ils sont immédiatement entourés et convertis à l'Islam. Seul, le lieutenant de gendarmerie, M. Dupuy, peut se dégager ; il essuie une décharge, et reçoit des chevrotines à la jambe ; mais il va néanmoins avertir les officiers de la compagnie des tirailleurs de ce qui se passe, et des précautions qu'ils doivent prendre pendant la marche. Les insurgés ayant achevé le sac de Margueritte prennent le chemin de Miliana ;

mais ils rencontrent la compagnie des tirailleurs, qui mit fin immédiatement à leurs exploits.

Cet événement, quoique assez grave par lui-même n'était d'ailleurs point le seul ; l'insécurité régnait dans les campagnes algériennes. Par exemple, le 10 juin 1901, le courrier de Saint-Charles, à Jemmapes, dans l'arrondissement de Philippeville, avait été attaqué par des maraudeurs indigènes. La même aventure était arrivée le 19 juin, au courrier qui faisait le service entre Aumale et Sidi Aïssa. De plus, nos enquêtes nous faisaient découvrir des cachettes de poudre chez les indigènes.

Les 21 et 30 avril, des magasins avaient été pillés à Alger même, des batailles rangées à coups de revolver avaient eu lieu un peu partout. La presse et les colons accusaient la politique d'assimilation contre laquelle s'élevait M. Waldeck-Rousseau, alors président du Conseil, et que le Bulletin du Comité de l'Afrique française qualifiait d' « énorme folie ». M. Jonnart, Gouverneur Général de l'Algérie, n'hésitait pas à déclarer que, « la meilleure administration pour les indigènes, sujets musulmans, est la plus simple et la plus prompte, comme la meilleure justice est la plus expéditive. Il faudrait généraliser le système des Commissions disciplinaires qui, en territoire militaire, continue à fonctionner à la satisfaction des Administrateurs et des Administrés. ». D'ailleurs, M. Jonnart était bientôt remplacé par M. Revoil, partisan de mesures énergiques, auquel de plus importants pouvoirs étaient conférés par décrets.

M. Revoil, d'abord adjoint au résident général de Tunis, puis nommé en 1900 à Tanger, connaissait admirablement les gens et les choses de l'Islam ; il fut en 1902 « the right man in the right place ». On réalise aisément l'état d'esprit de l'Algérie, placée en pleine crise d'insécurité, après l'insurrection de Margueritte. M. Revoil se rendit compte aussitôt du sérieux de la situation, et ce fut lui pour une bonne part, qui prit l'initiative de la création rapide des Tribunaux répressifs. Et le professeur Larcher lui même, qui devait plus tard attaquer les tribunaux répressifs avec tant de violence, écrivait dans la revue pénitentiaire (*Bulletin de la Société générale des prisons de 1901*, t. 25) un magnifique article sur les causes de l'insécurité, évoquant à la fois les faits insurrectionnels et la « piraterie agricole ». Il disait, entre autres : la criminalité en Algérie est au moins triple de ce qu'elle est en France... La sécurité des personnes est menacée par le fanatisme, la haine du Roumi, les instincts violents des foules mélangées de toutes sortes d'éléments : Arabes, Espagnols, Italiens, les haines entre çofs ; la sécurité des biens est menacée par le vol, surtout de bestiaux, suivi de la pratique de la béchara (restitution, moyennant un prix débattu), par l'usure...

Durieu de Leyritz, après avoir cité de curieux exemples de crimes algériens, écrivait : Familles entières égorgées dans les fermes, parfois à quelques cents mètres des villes ; assassinats horribles, précédés de viols hideux ! La malfaisance sous toutes ses formes ! Les instincts d'homicide, de luxure, de pil-

lage dans un furieux déchaînement ! Voilà le contraste formidable de l'état respectif de la criminalité en Algérie et en France...

Jules Ferry, lui, dans un mémorable rapport au Sénat, n'exagérait rien en disant que l'insécurité était en Algérie une plaie sociale. Cette plaie sociale, comment la cicatriser ? Le terme même que l'on avait voulu donner à cette nouvelle juridiction « Tribunal cantonal de sécurité » expliquait suffisamment les motifs de sa création. Que fallait-il ? Rapprocher la justice du justiciable, donner à l'élément indigène une part et une responsabilité dans le jugement indigène ; abrégé la procédure ; réduire la faculté d'appel et ses effets.

Les Tribunaux répressifs n'avaient pas été accueillis avec la même faveur par tous les esprits. Certains ne désiraient point une réforme aussi profonde ; l'augmentation de la compétence correctionnelle (1) des juges de paix, pensaient-ils, aurait suffi. D'autres réclamaient en territoire civil des commissions disciplinaires analogues à celles qui donnaient de si beaux résultats en territoire militaire ; ce projet qui semblait avoir la préférence de l'administration, fit l'objet d'un décret préparé par le gouvernement général ; mais qui ne fut jamais signé. C'est qu'en effet un autre système avait été consacré par les Délégations financières dans leurs délibérations du mois de décembre 1898 ; il comportait l'organisation d'une

1. Larcher, *Tr. El. de Légis. Algé.*, t. 11, p. 310, II et article paru dans la *Revue pénitentiaire* de 1901, t. 25, p. 1216 et 1217.

juridiction spéciale composée du juge de paix et de deux assesseurs, dont un indigène.

C'est sous l'influence de cette importante assemblée algérienne et celle de M. Révoil, personnellement, que soudain, le 22 mars 1902, un décret créait les tribunaux répressifs indigènes ; rompant ainsi par cette brusque mesure presque complètement avec l'assimilation, et donnant en tout cas satisfaction aux administrateurs et aux colons avides d'ordre et de sécurité.

Quel était le but de la nouvelle institution ? Si l'on cherche à consulter les rapports du Ministre de l'Intérieur et du garde des Sceaux qui devaient, suivant les usages, préciser l'important document législatif qu'était le décret de mars 1902, nous ne trouvons rien. Pourtant, lorsqu'il s'agit de décrets, les rapports des ministres compétents jouent le même rôle, que les travaux préparatoires pour les lois. Il eût été extrêmement instructif, en même temps que fort utile, pour la solution des difficultés que pouvait rencontrer l'application de la nouvelle institution de savoir quels furent les motifs, qui déterminèrent, sinon la création, du moins l'organisation de cette juridiction.

Tout au plus, trouvons-nous dans le préambule du décret le bref considérant suivant : « Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité, d'instituer dans toute l'étendue du territoire civil, un mode rapide de répression pour les délits commis par les indigènes ». Nous n'avons donc pas pour nous gui-

der dans l'examen de la création ou de la suppression des T. R. I. toute cette procédure compliquée usitée pour les Lois, présentation, rapport, discussion, à la Chambre des Députés et au Sénat et parfois « navette » entre les deux Assemblées. Ici, c'est bref et catégorique, c'est par un décret que les T. R. I. ont été tirés du néant et y furent replongés plus tard.

De ce court motif et des précédents que nous connaissons (1) nous pouvons déduire que les tribunaux répressifs avaient été créés dans le but de donner une plus grande sécurité au pays. Il fallait assurer une répression plus rapide et plus efficace des nombreux délits commis par les indigènes. Pour cela, une réforme s'imposait : c'était la décentralisation de la justice ; rapprocher le juge du justiciable. De même que, quelques mois plus tard, en décembre, on allait mettre la justice criminelle au chef-lieu d'arrondissement, il fallait mettre la justice correctionnelle au chef-lieu de canton.

Nous ne nous attarderons pas sur l'importance de ce problème de la sécurité : la simple citation d'une phrase extraite du discours de M. le Gouverneur général Révoil à la séance d'ouverture de la session des délégations Financières du 14 mai 1902 nous donnera une idée du prix que l'on attachait à la paix générale. « De tous les vœux dont j'ai été saisi au cours de mon voyage en Oranie, les plus pressants se rapportaient au manque de sécurité, si préjudiciable à nos populations laborieuses. En parcourant les travaux des

1. Voir partie historique.

assemblées départementales du Conseil supérieur et des vôtres, j'ai pu constater que cette question de la sécurité était l'une des plus étudiées... »

La création des tribunaux répressifs indigènes avait soulevé une vive émotion et avait amené d'énergiques protestations ; pour y mettre fin, un décret du 28 mai 1902, complétant sur quelques points celui du 29 mars de la même année, et un décret du 9 août 1903 furent rendus. En ce qui concerne ce dernier, nous possédons le rapport adressé au Président de la République par la Commission extra-parlementaire créée en vue d'étudier les modifications à apporter aux deux premiers décrets. Le voici *in extenso* :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902, qui ont organisé la juridiction des tribunaux répressifs indigènes en Algérie, répondaient à un besoin de sécurité dont se préoccupaient depuis longtemps ceux qui ont la charge d'administrer ou la mission de représenter notre grande colonie. Mais dans la pratique, leur application a soulevé des difficultés sérieuses que la jurisprudence était parfois impuissante à résoudre. Elle a aussi révélé certaines imperfections qui ont frappé le gouvernement lui-même, puisque, à la séance de la Chambre des Députés du 4 avril 1903, il a pris l'engagement de charger une Commission d'élaborer un projet de révision des décrets sus-visés.

Cette Commission composée de parlementaires pour la plupart représentants de l'Algérie, de Magistrats, de jurisconsultes particulièrement qualifiés, a préparé un projet de décrets que nous avons l'honneur de vous soumettre, tel qu'il résulte de ces délibérations, à part quelques modifications de détail.

L'organisation des Tribunaux répressifs indigènes est maintenue dans son principe. Leur composition n'est pas modifiée ; mais le choix et la nomination de leurs membres font l'objet des dispositions qui entourent le recrutement des magistrats de toutes les garanties désirables, d'impartialité et de discernement.

La compétence *ratione-materiae* et *ratione-personae* a été plus exactement définie et précisée.

Enfin et surtout, sans que la rapidité et l'efficacité de la répression qui sont en quelque sorte la raison d'être de la nouvelle institution se trouvent en rien compromises, le projet de décret fortifie singulièrement les droits de l'inculpé et par là même, augmentent l'autorité et la portée des décisions qui seront rendues.

La liberté de la défense est assurée et organisée, les voies de recours, consacrées par nos lois ordinaires sont restituées aux condamnés. Toutefois, les précautions nécessaires sont prises pour que leur exercice ne devienne pas un moyen habituel de reculer indéfiniment l'exécution des sentences, au grand détriment de l'effet qu'elles doivent produire pour la protection des personnes et des propriétés. Enfin, les pouvoirs de révision accordés à la cour d'Alger sont supprimés, afin que la cour de cassation, conformément à une des règles primordiales de notre droit, demeure la seule juridiction souveraine, chargée d'assurer l'unité de la jurisprudence.

Nous avons la conviction que les tribunaux répressifs indigènes ainsi constitués, atteindront sûrement le but que le gouvernement s'était proposé en les créant, c'est-à-dire assurer aux indigènes une justice digne de ce nom, qui sera rapide sans être sommaire, et grâce à laquelle les habitants de l'Algérie se sentiront en plus grande sécurité.

Si vous partager notre avis, nous vous prions Monsieur le Président de la République de vouloir bien revêtir de votre signature le projet du décret qui accompagne le présent rapport ».

L'émotion ne se calma pas tout de même, car on avait encore de nombreuses critiques à adresser à la nouvelle institution. On lui reprochait d'être illégale, d'être composée de membres manquant pour la plupart d'indépendance et de connaissances, de suivre une procédure caractérisée par un manque absolu de garanties, qui sont pourtant la raison d'être du formalisme.

§ 2. — Légalité ou illégalité des décrets de 1902 et de 1903.

Du fait de leur suppression, nous n'avons pas à nous étendre ici sur les controverses passionnées et parfois violentes que la création des tribunaux répressifs indigènes suscita en son temps. Il semble d'ailleurs que le problème ait été alors obscurci à plaisir. Ne suffisait-il point, sans même parler de l'urgence et du caractère pratique de la mesure, de dire que le code d'instruction criminelle était applicable de plein droit, par le fait de l'annexion opérée, ou du moins constatée par l'ordonnance du 22 juillet 1834 ? que, conformément au principe de la délégation du pouvoir législatif donné par nos établissements d'Afrique, au chef du pouvoir exécutif, par la loi du 24 avril 1833, des décrets présidentiels peuvent modifier l'application en Algérie de ce code et des lois modificatives qu'un article particulier n'a point spécialement déclaré applicable à cette colonie ? que le décret de 1902 était donc régulier ?

Au surplus, bien avant 1930 d'ailleurs, cette question de la légalité des décrets instituant ces tribunaux, ne présentait plus qu'un intérêt minime. En effet, le 28 août 1902, la Chambre criminelle de la Cour de Cassation avait rejeté le pourvoi d'un Arabe qui désirait faire déclarer la nouvelle juridiction illégale, et obliger par là indirectement à rapporter les décrets qui l'avaient instituée. En outre, en faisant mention dans le nouveau texte qu'elle donnait de l'article 2 de la loi du 27 mai 1885 (sur la Rélégation) des condamnations prononcées « par les tribunaux institués en Algérie par le décret du 9 août 1903 », la loi du 31 mars 1904 avait reconnu l'existence de ces tribunaux. Elle venait, après coup, leur donner la légalité, qui leur manquait. Ils y étaient donc, peut-on dire, entrés un peu par raccroc depuis cette date.

§ 3. — Etendue de la juridiction des Tribunaux répressifs.

Ce qui caractérisait la nouvelle juridiction correctionnelle indigène, c'était la décentralisation de la justice. En effet, c'est au chef-lieu de canton qu'étaient institués des tribunaux répressifs indigènes, et il en était ainsi, sans qu'il y eût à distinguer suivant que la justice de paix était à compétence étendue ou compétence restreinte.

Cette réforme logique n'avait été établie que par le décret du 28 mai 1902. Le premier décret instituant les tribunaux répressifs, celui du 29 mars 1902, n'avait

créé des tribunaux spéciaux pour les indigènes qu'au chef-lieu de chaque justice de paix à compétence étendue et laissait subsister pour le canton du chef-lieu d'arrondissement la compétence du tribunal correctionnel. Il en résultait une véritable anomalie : entre 2 indigènes, prévenus du même délit, l'un à Boufarik, l'autre à Blida, il y avait une différence de traitement difficilement justifiable. Le premier jugé par le tribunal répressif, était soumis à une procédure sommaire, à un jugement rigoureux, sans aucune voie de recours ; le second connaissait une procédure régulière, le jugement éclairé de véritables magistrats, la garantie de l'appel.

Par le décret de mai 1902, le régime était devenu le même dans tout le territoire civil. L'unité de juridiction était ainsi assurée pour tous les délits indigènes.

Donc, en principe, au siège de toute justice de paix, il y avait un tribunal répressif. Toutefois, le décret d'août 1903 permettait de réunir, par décret, deux ou plusieurs circonscriptions cantonales sous la juridiction d'un seul tribunal répressif. Conformément à ce texte, avaient été réunis sous la juridiction d'un seul tribunal répressif indigène, les cantons nord et sud d'Alger (1) par le décret du 26 décembre 1904 ; les cantons de Boumedfa et de Miliana, ceux d'Aïn-Mokra et de Bône, par le décret du 26 mars 1904. Le

1. Un décret du 21 mai 1921 avait créé à Alger un poste de juge de paix dont le titulaire était exclusivement chargé du tribunal répressif et du tribunal de simple police.

canton de Mercier-Lacombe, après avoir été réuni par le même décret au canton de Sidi-Bel-Abbès, en avait été depuis détaché et doté de son tribunal répressif propre par le décret du 13 décembre 1909.

D'autre part, étant donné que la création des tribunaux répressifs devait répondre à un besoin de célérité dans l'exercice de la justice, un décret du 1^{er} février 1911, avait autorisé, dans tous les cantons vastes, le sectionnement, par décret de plusieurs circonscriptions de tribunaux répressifs indigènes. C'était, en somme, réaliser dans le domaine répressif ce qui existait déjà dans le domaine civil : les audiences foraines.

Il n'avait été fait application de ce texte qu'une seule fois, par le décret du 17 septembre 1911, qui avait créé un tribunal répressif indigène à Sidi-Aïssa. Lorsqu'il existait plusieurs tribunaux répressifs dans un même canton, chacun d'eux avait son personnel propre de juges et d'officiers du Ministère public, titulaires et suppléants : mais chacun, d'autre part, restait présidé par le juge de paix du canton ou par l'un de ses suppléants assistés du greffier ou commis assermentés de la justice de paix. Des droits et indemnités (1) qui étaient prévus pour les audiences foraines étaient accordés pour leur déplacement aux juges et aux greffiers ou commis-greffiers.

Le juge de paix étant le président de tous les tribunaux répressifs du canton, il en résultait, qu'ils ne pouvaient siéger en même temps.

1. Art. 15, décret du 10 août 1875.

§ 4. — Composition.

Le tribunal répressif était composé du juge de paix, président et de deux assesseurs, l'un Français, l'autre indigène. En principe, la présidence appartenait au juge de paix titulaire ; mais, en cas d'absence ou d'empêchement de ce magistrat, il était remplacé par un de ses suppléants. Mais de quels suppléants s'agissait-il ? Le décret de 1903 ne précisant pas, nous sommes obligés de conclure, qu'il s'agissait des suppléants aussi bien non rétribués que rétribués. Et, en fait, il en était ainsi. Les juges de paix suppléants non rétribués exerçaient la fonction de président du tribunal répressif, qui était certainement la fonction la plus importante et la plus grave des attributions du Juge de paix algérien. Pourtant, il semblait qu'on eût dû, autant que possible, s'abstenir de faire présider le tribunal, dans les localités de peu d'importance, par le suppléant non rétribué. Cette juridiction avait souvent des questions de droit délicates à trancher ; et il était nécessaire que le président eût des connaissances juridiques, que le plus souvent les suppléants non-rétribués ne possédaient pas (1). En cas d'absence ou d'empêchement du Juge de paix et de ses suppléants, le tribunal était présidé par un magistrat délégué par le premier président.

Les assesseurs devaient être âgés de 25 ans au moins

1. Thèse Benichou (Montpellier 1928). La justice répressive des infractions de droit commun commises par les indigènes en territoire civil de l'Algérie.

et étaient choisis parmi les fonctionnaires ou notables citoyens français et indigènes musulmans ; l'assesseur musulman devait être capable de comprendre la langue française. Remarquons que pour le juge français une seule condition de capacité était requise : avoir 25 ans d'âge. C'était vraiment peu. Quant au juge indigène, c'était le décret d'août 1903 qui avait exigé, qu'il fut capable de comprendre la langue française. L'énonciation de cette condition pourrait paraître enfantine et superflue. A-t-on jamais pensé à mentionner comme condition du statut de nos magistrats, de « savoir lire et écrire » ? Pouvait-on prétendre rendre la justice « au nom du peuple français » quand on ne savait même pas ce que ces mots signifiaient ? Tel fut cependant le singulier spectacle qui fut offert pendant deux ans aux Algériens ; les avocats plaidaient devant des indigènes ne comprenant pas un mot de français ; et ceux-ci condamnaient leurs clients. Si bien qu'on devait considérer comme un progrès cette minime exigence, qui, d'ailleurs, n'était pas en pratique, observée, malgré les termes formels du décret de 1903. La plupart du temps, en fait, le juge musulman ne comprenait pas le français ; et il lui était impossible, dans ces conditions, de suivre les débats.

Le décret de 1903, en dehors des conditions d'âge et de connaissance de la langue française, exigeait du juge musulman qu'il fût indigène. Le texte disait « indigène musulman » ce qui semblait signifier que le musulman, qui avait accédé à la qualité de citoyen

français n'était plus apte à exercer les fonctions de juge assesseur indigène dans un tribunal répressif, puisqu'il cessait d'être indigène ; et n'avait donc plus le double caractère marqué par l'expression « indigène musulman ».

Cependant, consulté par le gouverneur général sur la question de savoir, si les indigènes musulmans naturalisés français pouvaient être admis aux fonctions de juges indigènes, dans les tribunaux répressifs, le Garde des Sceaux avait déclaré « que l'article 2 du décret du 9 août 1903 portait que les assesseurs indigènes seraient choisis parmi les fonctionnaires ou notables indigènes musulmans sans ajouter les mots « non naturalisés » ; dans ces conditions il estimait que les indigènes musulmans naturalisés pouvaient être admis comme juges dans les tribunaux répressifs » (1).

Cette solution était critiquable. Remarquons cependant qu'elle cadrerait avec celle admise par le rapporteur de la loi du 30 décembre 1902, qui déclarait que les assesseurs musulmans des cours criminelles pouvaient être choisis parmi les indigènes musulmans naturalisés, comme parmi les indigènes non naturalisés. Les deux juges étaient nommés pour un an, au début de chaque année, par arrêté du gouverneur général, qui pouvait, selon les besoins du service, nommer en outre un ou plusieurs suppléants. Depuis

1. Avis du Ministre de la Justice, 11 août 1903. Estoublon et Lefébure. Supplément 1902-1903. La question était dénuée d'importance pratique, vu le chiffre infime des Naturalisations,

le décret de 1903, les candidats lui étaient présentés en nombre double au moins du nombre des sièges à pourvoir, par les chefs de la Cour; et son choix devait s'exercer sur leur présentation.

On avait voulu ainsi mettre fin à la critique, qui avait été dirigée contre l'organisation donnée par le décret du 29 mars 1902 : la désignation des juges assesseurs était purement administrative. Il était, en effet, singulier que, dans la nomination de ces juges assesseurs, le Premier Président et le Procureur général de la Cour d'Alger, chefs du service judiciaire de la colonie ne fussent même pas consultés.

Les juges assesseurs étaient, en cas d'empêchement, remplacés par des suppléants nommés, dans les mêmes conditions qu'eux, et même lorsque le tribunal se trouvait dans l'impossibilité de se constituer par suite de l'absence ou de l'empêchement de ceux-ci, par des juges ou juges suppléants d'un autre canton, spécialement délégués par le Premier Président. De même que ces magistrats étaient à la nomination du gouverneur général, ils étaient à sa révocation. « Ils ne peuvent être suspendus, remplacés ou révoqués, que par arrêtés du gouverneur général, pris sur la demande ou l'avis conforme des chefs de la Cour. »

Quel était leur caractère? Devait-on les considérer comme de véritables magistrats? En présence de l'article 19 du décret de 1903, qui disposait qu'« en cas de crime ou de délit, imputé soit aux juges du tribunal répressif, soit à l'officier du ministère public, la poursuite était exercée conformément aux prescrip-

tions des articles 479 et suivants du C. I. C. « on aurait été tenté de répondre par l'affirmative ; mais la négative s'impose, car, quoi qu'ait dit le décret du 9 août 1903, il était impossible de considérer, comme de véritables magistrats, des personnes qui ne se rattachaient que partiellement à la hiérarchie judiciaire ; puisqu'elles recevaient leur investiture de l'autorité administrative, et qui ne prêtaient à l'œuvre de la justice, qu'un concours temporaire.

Mais comme d'une part le décret n'avait posé aucune règle ; et comme d'autre part, il était impossible d'appliquer ici la récusation non motivée à l'égard des jurés, il fallait bien, tant pour les causes que pour les formes de cette récusation, recourir au droit commun (C. Pro. Civile ; art. 378 et suiv.). Il en était de même pour les demandes en Renvoi pour cause de suspicion légitime ou de sûreté publique, dirigées contre le tribunal lui-même (C.I.C., article 542 et suivants).

Les deux juges assesseurs étaient tenus, avant d'entrer en fonctions, de prêter, devant le juge de paix, président, le serment de « bien et fidèlement remplir leurs fonctions et de garder religieusement le secret des délibérations ». Il y avait là un progrès ; car auparavant ni serment, ni installation ne marquaient l'entrée en fonction de ces personnages. Mais la rédaction de l'article 3, qui prescrivait la prestation du serment, était telle, qu'on pouvait se demander si cette prestation était imposée également aux juges suppléants. Le serment était reçu par le prési-

dent du tribunal répressif en la salle d'audience, avant l'ouverture des portes ; et l'introduction du public Les portes étaient ensuite ouvertes ; et il était donné lecture du procès-verbal constatant le serment ; et procédé à l'installation des deux juges et de l'officier du ministère public (1).

Les fonctions d'officier du ministère public, sous l'empire des décrets de 1902, étaient confiées à un administrateur ou à un administrateur-adjoint ; et à leur défaut, à un fonctionnaire, ou à un notable français. Les nominations étaient faites, au début de chaque année par arrêté du gouverneur général. Celui-ci pourvoyait en même temps au cas d'empêchement du titulaire.

Ce système n'allait pas sans difficulté. Il n'y avait pas d'administrateur dans tous les cantons. Qui allait-on désigner ? Quel autre fonctionnaire, quel notable pourrait-on charger de la fonction d'organe du ministère public, d'autant plus astreignante, qu'elle se doublait de celle de magistrat instructeur ? Même dans les justices de paix près desquelles existait un administrateur, ce fonctionnaire, qui avait sous son autorité une circonscription, souvent très vaste, toujours très peuplée, ne pouvait guère ajouter aux occupations qui l'absorbaient déjà, les travaux judiciaires, dont les décrets le chargeaient.

De plus, il convient de remarquer que les connaissances exigées des administrateurs de communes

1. Circulaire du Proc. gén. du 6 février 1907. Est, et Léf, suppl., 1907, p. 141.

mixtes n'étaient pas précisément celles que devait posséder le chef d'un Parquet. D'autre part, le décret du 29 mars 1902 ne plaçait pas expressément l'officier du ministère public sous le contrôle et la direction du procureur de la République.

A l'effet de rendre le contrôle possible, une circulaire du procureur général, en date du 30 mai 1902, prescrivait que les officiers du ministère public, établis près les Tribunaux Répressifs, devaient envoyer tous les 15 jours, au Procureur de la République, « une notice relatant les affaires survenues ; la suite donnée à chacune d'elles, ainsi que les décisions intervenues ».

Elle ajoutait que le Procureur de la République était investi des fonctions du ministère public près le tribunal correctionnel, qui jugeait en appel les délits prévus par les nouveaux décrets, il en résultait qu'il avait, par cela même, un devoir de surveillance sur le fonctionnement de ces tribunaux.

Ainsi on cherchait à combler les lacunes des décrets de 1902. Mais, en fait, trop souvent, les administrateurs désignés pour remplir les fonctions du Ministère public, accueillaient mal les conseils des Procureurs, prétendant relever exclusivement des préfets et des sous-préfets, qui sont, il faut bien le reconnaître, bien peu qualifiés, pour diriger l'exercice de l'action publique.

Enfin, le décret du 29 mars 1902, n'exigeait pas l'avis du procureur général, pour la désignation des officiers du Ministère public.

Avec le décret de 1903, l'organisation du Ministère public avait subi quelques améliorations de détail. Ce texte s'était efforcé de rétablir l'Unité du ministère public, complètement brisée par le décret du 29 mars 1902, et de donner au Procureur de la République l'autorité qui convenait, sur tous les parquets de son arrondissement. Il avait paré aussi aux autres inconvénients résultant de ce fait, qu'on avait confié les fonctions de Ministère public, exclusivement aux administrateurs ou à d'autres fonctionnaires ou notables français, nommés par le gouverneur.

Désormais, il fallait distinguer, suivant que le tribunal siégeait ou non au chef-lieu d'un arrondissement judiciaire. « Dans les villes où siège un tribunal de première instance, le service du ministère public près le tribunal répressif est assuré par le procureur de la République, dans les mêmes conditions, que devant le tribunal correctionnel. Dans les autres localités, l'officier du ministère public et son suppléant sont nommés au commencement de chaque année, par arrêté du gouverneur général sur la proposition du Procureur général (1). »

« Il exerce sa fonction sous la surveillance et l'autorité du Procureur de la République qui peut, en cas de besoin, agir à son défaut (2). »

Remarquons que le décret de 1903 ne mettait à la nomination aux fonctions complexes et délicates d'of-

1. Décret du 9 août 1903, art. 6.

2. Décret du 9 août 1903, art. 7.

ficier du ministère public près le tribunal répressif, aucune condition de capacité.

En second lieu, il n'indiquait pas les personnes qui pouvaient exercer ces fonctions. Il était muet sur cette question, alors que le décret du 29 mars 1902 précisait qu'on pouvait nommer un « administrateur ou administrateur-adjoint ou tout autre fonctionnaire ou notable français ».

En fait, sous l'empire du décret de 1903, on avait suivi les mêmes errements ; les fonctions du Ministère Public étaient confiées à des administrateurs ; à des administrateurs adjoints ; dans quelques cantons seulement, il avait été nommé un commissaire de Police ou un juge de Paix suppléant.

En ce qui concerne la désignation des officiers du Ministère Public, remarquons bien que la proposition du procureur général ne liait pas le gouvernement, qui pouvait, si les candidats ne lui agréaient pas, demander d'autres présentations. C'est ce qui avait été indiqué dans les travaux de la Commission, qui avait élaboré le décret de 1903.

Enfin, dans le silence du texte, devait-on accorder la qualité d'officier de police judiciaire à l'officier du ministère public près le tribunal répressif indigène, qui avait des pouvoirs analogues à ceux d'un Procureur de la République ? Il ne paraissait pas possible de la lui reconnaître, du moins, comme tel. En fait, il était difficile, cependant, de la lui refuser, car il était investi de toutes les attributions qui la caractérisaient. Le plus souvent, en effet, l'officier du Minis-

tère public était officier de police judiciaire, puisqu'il était administrateur ou administrateur-déjoint.

L'article 7 alinéa 2 du décret de 1903 plaçait bien l'officier du ministère public sous la surveillance et l'autorité du procureur de la République, mais ne donnait aucune sanction à cette prescription.

Cependant, comme tous les officiers de police judiciaire, l'officier du ministère public avait pour supérieur hiérarchique le procureur général qui, investi de la direction de l'action publique, dans le ressort de la Cour (art. 274. C. I. C.) avait certainement le droit de lui donner des instructions et des ordres et était armé à son égard des pouvoirs que lui conféraient les articles 280 et suivants du C. I. C. Mais du fait que l'officier du ministère public était nommé par le gouverneur général, il pouvait naître des difficultés et des conflits nuisibles à l'œuvre de la justice.

L'officier du ministère public prêtait devant le président du tribunal répressif serment « de bien et fidèlement remplir ses fonctions ». La procédure de cette prestation de serment était déterminée par une circulaire du procureur général.

Comme les juges assesseurs, l'officier du ministère public était nommé par arrêté du gouverneur général au commencement de chaque année. Cette annualité des fonctions avait soulevé une grave question. Il se pouvait que le Procureur général oubliât de proposer au gouverneur général des candidats aux fonctions de juges-assesseurs et d'officiers du Ministère public près le tribunal répressif indigène ; ou que le gou-

verneur général lui-même négligeât de les nommer en temps utile. Que se passait-il en pareil cas ? La question ayant été posée au Procureur général, en 1905, celui-ci estimant que « le service du tribunal répressif indigène ne saurait subir aucune interruption » avait déclaré que « les magistrats désignés par le gouverneur général au commencement de l'année étaient maintenus dans l'exercice de leurs fonctions respectives ; et devaient continuer à siéger comme juges ou procéder comme ministère public, jusqu'à prestation du serment des nouveaux magistrats désignés pour l'année courante » (1).

Cette solution avait reçu l'approbation du garde des Sceaux. Mais comme le disait M. Larcher (2) » il est de toute évidence que l'autorité du procureur général, voire celle du garde des Sceaux, ne sont point telles qu'elles rendent régulière une juridiction inexistante, licite ce que la loi nomme un délit ». Avec cet auteur, nous estimons que la seule raison invoquée pour justifier une dérogation aux principes les plus élémentaires du droit, à savoir « que le service du tribunal répressif indigène ne saurait subir aucune interruption » était insuffisante. Il fallait donc s'en tenir aux principes. Or, les principes veulent qu'avec l'année expirent les pouvoirs de ceux dont les fonctions sont annuelles. Les juges n'ont plus cette qualité de juger, qui ne leur était conférée que

1. *R. A.* 1906. 1, p. 39.

2. Larcher. Les tribunaux répressifs et l'annualité des fonctions de juge et d'officier du ministère public. *R. A.* 1906 10 p. page 37.

pour une année ; de même l'officier du Ministère Public n'avait plus aucun droit à ce titre. Et M. Lar-cher, prévoyant les conséquences qui résulteraient de l'omission de renouvellement en temps utile des juges, et des officiers du Ministère Public, disait : « Il est certain, dès lors, que si, croyant encore à un titre, qui ne leur appartient plus, ou confiant dans les affirmations téméraires du Procureur général, ils continuaient à siéger, tous les jugements auxquels ils concourent sont nuls, voire inexistants. Nuls, certainement, c'est-à-dire qu'attaqués dans les délais légaux, opposition, appel ou pourvoi, ils seraient infirmés ou cassés. Je les crois même inexistants, car la réunion qui statue n'est qu'un semblant de tribunal ; la décision rendue par des gens sans qualité, sans titre, ne saurait avoir l'autorité de la chose jugée ; donc, il appartiendra toujours à tous d'en faire valoir l'inexistence, soit en refusant de les exécuter, soit en leur déniaut les effets ordinaires des jugements (récidives, influence de la chose jugée au criminel sur le civil, etc...) Nuls, inexistants même, également, tous les actes d'instruction, mandats, perquisitions, et tous les actes de poursuite faits dans la même période par les officiers du ministère public. Ce qui pourra permettre à quelques prévenus d'invoquer une prescription inespérée ».

Bien plus le fait de continuer à siéger, alors que leur pouvoir de judicature était expiré rendait ces juges et ces ci-devant officiers du ministère public passibles des peines de l'article 258 du Code pénal.

Pour éviter ces inconvénients graves, un conseil simple pouvait être donné, c'était de prendre des arrêtés nommant ou renommant juges et officiers du Ministère Public en décembre, de façon à ce que le serment fût prêté aux premiers jours de janvier, le service continuant ainsi sans à coup.

La composition du tribunal répressif indigène se complétait par la présence d'un greffier et d'un interprète assermenté. C'était le greffier de la justice de paix, qui remplissait les fonctions de greffier au tribunal répressif indigène. Il pouvait être remplacé par un commis assermenté. Quant à l'interprète chargé d'assurer le service près de ce tribunal, il est nommé par le président.

L'officier du Ministère Public agissant comme juge d'instruction devait toujours être assisté d'un greffier ; et en outre d'un interprète quand l'inculpé ou les témoins ne s'exprimaient pas en français.

Sous l'empire des décrets de 1902, dans le silence des textes sur ce point, une circulaire du gouverneur général du 21 août 1902 décidait que les officiers du Ministère Public, près les tribunaux répressifs ne pouvaient réclamer le concours du greffier et d'un interprète attaché à la justice de Paix, pas plus pour les enquêtes officieuses, que pour les informations officielles auxquelles ils ont à procéder. Il leur appartenait, dans ces conditions, d'utiliser le personnel placé sous leurs ordres, ou de se pourvoir, quand les circonstances l'exigeaient, des auxiliaires dont le concours leur était nécessaire ; les indemnités dues à ces

auxiliaires devaient être imputées sur les frais de justice criminelle. Le Ministère Public pouvait, toutefois, recourir à l'assistance du greffier et d'un interprète de la justice de Paix, lorsqu'il s'agissait de commissions rogatoires, qui lui étaient confiées par le juge d'instruction.

§ 5. — **Compétence.**

La compétence des tribunaux répressifs indigènes était un problème intéressant, et qui devait être envisagé aux trois points de vue de l'infraction, de l'infracteur et du territoire, sur lequel l'infraction avait été commise. Nous indiquerons ensuite, si la compétence des tribunaux répressifs s'étendait à toutes les peines, ce qui nous obligera à établir leur caractère.

a) *COMPÉTENCE Ratione materiae.*

La compétence des tribunaux répressifs était déterminée par l'article 1^{er} du décret du 9 août 1903. D'après cet article, ils connaissaient des délits exclusivement imputables à des musulmans non naturalisés. Mais étant des tribunaux d'exception, nous devons dire que s'ils connaissaient des délits, ils ne connaissaient qu'eux seuls ; et ils ne les connaissaient pas tous. Ils ne connaissaient que les délits ; et cela entraînait les conséquences suivantes :

1^o Ils étaient incompétents pour statuer sur une contravention soit que l'infraction considérée comme

délit par la prévention eût été reconnue ne constituer qu'une infraction de simple police (1) ; soit que la contravention fût connexe au délits reproché au prévenu (2).

Cette catégorie d'infractions ne pouvait être retenue par les tribunaux répressifs, comme elle l'est par les tribunaux correctionnels dans les deux cas précités : la solution contraire aurait eu pour conséquence de priver les prévenus du droit d'appel, qu'ils avaient la faculté d'exercer dans les termes de droit, s'ils étaient jugés par le tribunal de simple police ; et il ne nous paraît pas qu'à défaut d'un texte formel, on pût ainsi aggraver leur situation. Les tribunaux répressifs saisis d'une contravention devaient donc se déclarer incompétents.

On avait essayé cependant de soutenir l'opinion contraire (3) en déclarant que les articles 226, 227 et 365 du C. I. C. posent implicitement cette règle qu'en cas d'infraction de nature différente, mais connexe, le fait le plus grave attire, au point de vue de la compétence le fait le moins grave ; d'un autre côté disait-on, l'article 540 alinéa 2 du même code, prouvait que la théorie de la connexité n'est pas étrangère aux contraventions. Puisqu'on appliquait ces règles en matière ordinaire, pourquoi n'en eût-il pas été de même ici, puisqu'il était admis qu'il y avait nombre de points,

1. T. R. I. Souk. Ahras., 15 nov. 1906. R. A. 1907.2.66.

2. Trib. Correct. Constantine 29 sep. 1905. R. A. 1906.2.269.
Cr. 16 mars 1907. D. P. 1909.5.34.

3. Massoné : en note sous Constantine, 29 septembre 1905 précité.

où le texte incomplet du décret du 9 août 1903 obligeait de recourir au droit commun ?

Nous rejetons cette explication en nous basant sur ce fait que les tribunaux répressifs indigènes étaient des juridictions d'exception ; qu'ils ne pouvaient donc avoir d'autre compétence, que celle qui leur avait été expressément attribuée par l'acte, qui les avait institués. Or cet acte, le décret du 9 août 1903, ne leur avait attribué que la connaissance des délits.

2^o Ils étaient également incompétents pour statuer sur des crimes ; le texte de l'article 1^{er} ne permettait pas l'hésitation, jamais cette catégorie d'infractions ne pouvait leur être déférée.

Donc, ils ne pouvaient connaître des crimes commis dans certains cas par les mineurs musulmans de seize ans. Nous savons qu'aux termes de l'article 68 du code pénal, l'individu âgé de moins de seize ans, qui n'a pas de complices présents au-dessus de cet âge, et, qui était prévenu de crimes autres que ceux que la loi punit de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité, de la peine de la déportation ou celle de la détention, était jugé par les tribunaux correctionnels. Les tribunaux répressifs étant la juridiction correctionnelle des musulmans, on aurait été tenté de dire qu'ils pouvaient connaître des crimes commis par les mineurs musulmans de 16 ans, dans certains cas, conformément à l'article 68 du Code pénal. Il n'en était rien. Les limites étroites dans lesquelles était renfermée leur compétence nous obligent à nous prononcer en sens contraire, l'article 1^{er} du

décret du 9 août 1903 ne leur attribuant que la connaissance des délits. La jurisprudence (1) était fixée dans le même sens.

Mais en 1912, une loi du 22 juillet est intervenue ; et a renversé, toute l'économie de l'article 68 du Code pénal. Désormais, le mineur de moins de treize ans, prévenu de crime ou de délit, n'est plus jugé par la juridiction répressive ; il est déféré devant le tribunal civil, statuant en chambre du conseil. Quant au mineur de 13 à 16 ans, prévenu des mêmes infractions il devient justiciable des Tribunaux pour enfants et adolescents. Devait-on appliquer cette loi en Algérie ? Et dans l'affirmative devait-on déférer, en certains cas, les mineurs musulmans aux nouvelles juridictions créées ?

La jurisprudence avait répondu par la négative (2). Et en tout cas, un fait était certain : malgré la loi du 22 juillet 1912, les tribunaux répressifs ne pouvaient jamais connaître des crimes commis par des mineurs musulmans de seize ans, dans les cas prévus par l'article 68 du Code pénal. Les tribunaux répressifs, en effet, ne pouvaient connaître que des délits. Mais ils ne les connaissaient pas tous. La connaissance de certains d'entre eux leur échappait :

1^o Ils étaient incompétents pour statuer sur les délits de presse et de parole (3) qui devaient être por-

1. Crim. régl. de J. du 5 novembre 1903. *R. A.*, 1904.2.56.

2. Alger, 20 mai 1914. *R. A.*, 1915.2.33. Crim. régl. de J., 22 mai 1914. *R. A.* 1914.2.249.

3. En sens contraire ; Tr. répr. Alger, 17 juin 1907. *R. A.*

tés, suivant les cas, à la cour d'Assises ou au tribunal correctionnel ; parce que la loi du 29 juillet 1881 était, par son article 69, applicable à l'Algérie. D'où il suivait que ses dispositions ne pouvaient être modifiées que par une loi, jamais par un décret.

C'était l'opinion de la doctrine (1) et de la majorité de la jurisprudence (2).

2° Ils étaient incompétents pour connaître des délits connexes à des crimes, qui devaient être déférés aux cours d'assises, saisies de la connaissance du fait le plus grave (3).

3° Ils ne pouvaient également connaître des délits de grande voirie, qui devaient rester de la compétence des conseils de préfecture, à cause du caractère particulier de ces infractions et de la procédure spéciale qu'elles comportent.

4° Que décider à l'égard des délits fiscaux ?

D'après M. Larcher les délits en matière d'octroi de mer et d'impôts sur les tabacs devaient être portés au tribunal correctionnel. Nous estimons qu'il y avait lieu d'adopter la thèse inverse. En ce qui concerne les premiers, ils étaient, aux termes de l'article 34 du décret du 27 juin 1887, de la compétence exclusive

1907.2.332. Tr. corr. Oran, 2 mai 1908. *J. des Trib. Alger*, 5 juillet 1908.

1. Larcher, *Tr. 21 de Législ.*, Alg., t. II, n° 546 ; Massoné, *R. A.*, 1904.1, p. 157.

2. Tr. corr. Constantine, 9 février 1906, *R. A.*, 6.2.233. Tr. corr. Alger 13 oct. 1907, *R. A.*, 7.2 334 ; Tr. repr. Alger, *J. des Trib.*, Alger 14 oct. 1907, n° du 30 octobre 1907 ; Trib. repr. Bordj-Menaïel. *J. Robe*, 8^e p. 393.

3. En sens contraire : Massoné, p. 157. *R. A.*, 1907. 1.

du tribunal correctionnel. Mais l'article 34, en qualifiant d'exclusive la compétence du tribunal correctionnel avait voulu exclure la compétence de la juridiction civile (1) pour les actions civiles naissant des procès-verbaux, non celle des juges de paix à compétence étendue en matière de contravention, ni par analogie celle des tribunaux répressifs.

50 Les tribunaux répressifs étaient-ils compétents pour statuer sur les délits forestiers ?

Il suffirait d'invoquer les termes généraux de l'article 1^{er} du décret du 9 août 1903. Ce texte en dessaisissant les tribunaux correctionnels des délits commis par les indigènes musulmans non naturalisés et les étrangers musulmans, afin de les faire juger par les tribunaux répressifs n'avait établi aucune distinction entre les différentes variétés de délits, sur lesquels les tribunaux correctionnels étaient appelés autrefois à statuer.

b) COMPÉTENCE *Ratione personae*.

Une controverse très violente s'était élevée sur le sens à donner au mot « indigène » entre les partisans de l'interprétation restrictive et ceux de l'interprétation extensive. Finalement, le décret du 9 août 1903, remplaçant les textes de 1902 spécifia nettement qu'il s'agissait non seulement « des indigènes musulmans non naturalisés » ; mais aussi des « étran-

1. Alger, 18 octobre 1904. R. A., 1894.477 [(Ass. 18 déc. 1894, R. A., 1897.2.433)].

gers musulmans », ce qui est d'accord avec le bon sens. La juridiction des tribunaux répressifs indigènes s'étendait donc aussi aux Musulmans tunisiens et marocains.

Par contre, les tribunaux répressifs indigènes ne pouvaient connaître des délits commis :

- a) Par des Musulmans algériens ayant accédé à la qualité de citoyen français et des Musulmans étrangers qui s'étaient fait naturaliser français ;
- b) Par des indigènes musulmans et des étrangers musulmans ayant abjuré l'islamisme (cas très rare).

Si, parmi les co-auteurs ou complices d'un délit commis par des indigènes, se trouvaient des justiciables du tribunal correctionnel, tous les prévenus devaient être traduits devant ce tribunal ; car en cas de conflit entre une juridiction d'exception et une juridiction ordinaire, la préférence devait être accordée à cette dernière.

Si un délit avait été commis par un indigène musulman, avec la participation d'un militaire agissant comme co-auteur ou comme complice, la connaissance de cette infraction appartenait encore au tribunal correctionnel.

Si un délit avait été commis entre un étranger musulman et un militaire, les deux prévenus étaient déférés au conseil de guerre. Cette attribution de compétence à la juridiction militaire est prévue par la loi (C. Just. milit., art. 77-2^o).

D'autre part, si le décret du 9 août 1903 posait dans son article 1^{er} qu'en principe les tribunaux répressifs indigènes connaissaient des délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés, ce texte et d'autres, survenus postérieurement, avaient apporté à ce principe des dérogations si nombreuses qu'on pouvait se demander aujourd'hui quel était du tribunal correctionnel ou du répressif celui qui avait la plus grosse clientèle de justiciables indigènes musulmans.

En effet, échappaient à la compétence des tribunaux répressifs :

1^o Les Juges-asseesseurs de ces tribunaux qui étaient, aux termes de l'article 19 du décret du 9 août 1903, poursuivis conformément aux articles 479 et suivants du C. I. C., c'est-à-dire que c'était la Cour d'appel d'Alger, qui était compétente pour les juger sans appel;

2^o Il en était de même, aux termes de l'article 75 du décret du 17 avril 1889, sur l'organisation de la Justice musulmane, des membres des tribunaux musulmans pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires;

3^o En ce qui concerne les garde-champêtres indigènes, comme ils ne sont pas officiers de police judiciaire (1) ils devaient être déférés aux tribunaux répressifs;

1. Décret 18 août 1868, art. 11. Circ. Proc. gén. 13 fév. 1885; Est et Lef., p. 357. Crim. rej., 1^{er} avril 1911. *R. A.* 1911.2.245.

4^o a) Les militaires et marins indigènes ;

b) Les anciens militaires indigènes justiciables, suivant le droit commun, des tribunaux correctionnels. Ce privilège de juridiction accordé par le décret du 19 septembre 1912 était soumis à certaines conditions. Il fallait qu'il s'agît d'indigènes musulmans algériens engagés, appelés, ou remplaçants, qui avaient accompli intégralement leur temps de service militaire ; ou qui ne l'avaient interrompu que pour des circonstances indépendantes de leur volonté ; qu'ils aient eu, au moment de leur libération, le certificat de bonne conduite réglementaire ; qu'enfin ils n'aient encouru depuis lors aucune condamnation à une peine privative de liberté pour crime et délit ;

5^o Les indigènes musulmans non citoyens français inscrits sur les listes électorales. Cette exemption résultait de la loi du 4 février 1919 qui disposait dans son article 14 « que ceux qui seront inscrits sur les listes électorales ne peuvent être condamnés, en ce qui concerne les contraventions et les délits que pour les mêmes faits et par les mêmes tribunaux que les citoyens français ». En d'autres termes, les indigènes électeurs ne pouvaient être jugés que par les tribunaux correctionnels et par les tribunaux de simple police et ne pouvaient être inculpés que des mêmes délits et des mêmes contraventions, que les citoyens français.

Cette loi avait restreint d'un seul coup, d'une manière très sensible, la compétence des tribunaux répressifs indigènes. Elle avait ainsi mis fin pour le

collège électoral indigène au régime spécial de l'indigénat. Cette suppression pouvait présenter des dangers pour la sécurité en Algérie, aussi la loi de 1919, elle-même, et d'autres lois postérieures avaient admis des restrictions au principe posé par l'article 14 *in fine*.

a) Tout d'abord, la loi du 4 février 1919 disposait que la suppression de l'indigénat ne serait accordée aux indigènes musulmans électeurs que « sous réserve des mesures spéciales édictées pour la protection et la conservation des forêts par la loi du 21 février 1903 ».

b) A cette réserve au principe posé par l'article 14 *in fine*, il faut en ajouter une autre admise par la loi du 4 août 1920. Cette loi a remis a vigueur le décret du 12 décembre 1851 sur l'achat, la vente et la détention des armes et munitions par des indigènes musulmans ; dont l'application pour le collège électoral indigène avait été suspendue par la loi du 4 février 1919. Bien que ses dispositions pénales ne soient pas applicables aux citoyens français, les musulmans, même électeurs, y restent soumis.

c) Enfin la loi du 4 août 1920, a apporté une dernière dérogation à l'article 14 de la loi du 4 février 1919, en déclarant applicable aux électeurs indigènes le paragraphe final de l'article 5 de la loi du 15 juillet 1914.

Par conséquent les membres du collège électoral indigène retombaient dans l'indigénat en cas de con-

damnation à une peine supérieure à trois mois d'emprisonnement pour crime ou délit.

Mais si la loi du 14 février 1919 avait diminué la clientèle des tribunaux répressifs, le décret du 9 août 1903 leur en avait donné une autre ; en effet, les juridictions correctionnelles indigènes pouvaient juger dans certains cas des Européens ;

a) L'article 18 leur accordait, pour la police de l'audience et pour la répression des délits d'audience, les mêmes droits que les tribunaux correctionnels. Par conséquent, quelle que fût la nationalité ou la religion de l'auteur d'un délit d'audience, celui-ci était justiciable des tribunaux répressifs. Il était fait cependant exception pour les défenseurs ; le Tribunal répressif ne pouvait, à leur égard, que dresser des faits un procès-verbal, qui était adressé au Procureur de la République ;

b) Conformément à l'article 13, les tribunaux répressifs jugeaient selon les règles établies par le Code d'Instruction criminelle ou la loi du 20 mai 1863. Ils avaient donc le droit de condamner à l'amende les témoins défaillants (C. I. C., art. 157 ; loi du 20 mai 1863, art. 3).

c) Ils pouvaient également citer devant eux toute personne civilement responsable d'un délit, dont la compétence leur appartenait (art. 17).

d) Enfin, ils pouvaient statuer sur des demandes en dommages-intérêts, même quand c'étaient des Européens, qui s'étaient portés partie civile (même art. 17). Ces divers cas où des Européens pouvaient devenir

justiciables des tribunaux répressifs indigènes avaient soulevé des critiques. Il était contraire aux principes du droit public français qu'un tribunal, dont le caractère était essentiellement musulman, un tribunal dans lequel figurait un indigène, condamnât, soit correctionnellement, soit civilement, un Européen. C'était la méconnaissance du principe le plus certain de l'organisation de la justice en Algérie ; les Indigènes peuvent se soumettre ou être soumis à la justice française, jamais un Européen ne peut se trouver soumis à la justice musulmane.

c) COMPÉTENCE *Ratione loci*.

La compétence des tribunaux répressifs quant au lieu où l'infraction avait été commise devait être examinée à deux points de vue. Il fallait envisager la compétence générale et la compétence spéciale.

Un premier principe en la matière était que les tribunaux répressifs ne pouvaient juger que les délits commis en territoire civil. L'article premier du décret du 9 août 1903 leur attribuait, en effet, la connaissance « des délits exclusivement imputables aux... Musulmans... dans l'étendue du territoire civil en Algérie ». C'était en somme la reproduction de la formule adoptée par la loi du 30 décembre 1902, pour les cours criminelles.

La compétence générale, que le décret de 1903 conférait aux tribunaux répressifs n'était que la contrepartie de celle des conseils de guerre, laquelle s'étendait aux délits commis en territoire militaire.

Les tribunaux répressifs étant des juridictions d'exception, leur compétence était limitée strictement par les termes des décrets, qui les avaient institués. Le décret de 1903 ne leur ayant réservé que la connaissance des délits commis en territoire civil, il résultait de là qu'un indigène, ayant commis un délit, soit dans les territoires du sud, soit en dehors de l'Algérie, à l'étranger ou en mer, ne pouvait pas être jugé par eux. C'était au tribunal correctionnel qu'il devait être déféré, ou au conseil de guerre.

Un second principe, c'était que la compétence de chaque tribunal répressif était limitée au territoire, qui constituait son ressort.

Le ressort d'un tribunal répressif était, en principe, le même que celui du *canton* au chef-lieu duquel il siégeait.

Toutefois, deux dérogations avaient été apportées à cette affirmation par les décrets des 9 août 1903 et 1^{er} février 1911. Aux termes du premier texte, deux ou plusieurs circonscriptions cantonales pouvaient être réunies par décret sous la juridiction d'un seul tribunal répressif. A l'inverse, le second texte, autorisait dans chaque canton la création d'un ou plusieurs tribunaux répressifs, en dehors de celui qui siégeait au chef-lieu de la justice de Paix et qui devaient être institués par un décret, délimitant en même temps les circonscriptions respectives de chacune de ces juridictions.

Conformément aux principes généraux qui s'appliquaient en l'absence d'un texte contraire, trois tribu-

naux pouvaient être compétents pour connaître d'un délit ;

1^o Le tribunal du lieu sur le territoire duquel il avait été commis ;

2^o Celui du lieu où le prévenu avait sa résidence ;

3^o Celui du lieu où le prévenu avait été arrêté.

Ces tribunaux étaient également compétents tous les trois ; c'est-à-dire qu'aucun n'avait un rang privilégié ; au cas où par hasard, ils venaient à être saisis tous les trois, c'était celui devant lequel la citation était la première en date qui devait rester saisi. Mais, en général, en cas de concours, il fallait surtout tenir compte des circonstances de la cause et il convenait, dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice d'attribuer compétence à celui des tribunaux devant lequel l'instruction se faisait le plus facilement et avec le moins de frais possible. D'ordinaire, c'était le tribunal du lieu du délit, car c'était dans son ressort que se trouvaient les témoins ; et que tous les constats pouvaient être faits.

§ 6. — Caractères.

Les tribunaux répressifs indigènes étaient des juridictions *d'exception*. En effet, il suffisait d'examiner leur composition, leur compétence et la procédure suivie devant eux pour s'en rendre compte.

Remarquons d'abord la facilité avec laquelle on avait méconnu le principe de la séparation des autorités administratives et judiciaires : deux juges sur

trois étaient nommés par le gouverneur général, chef de l'administration algérienne et étaient parfois des fonctionnaires de l'ordre administratif ; l'officier du ministère public appartenait presque toujours à cette catégorie. D'autre part, on ne pouvait considérer comme une juridiction de droit commun un tribunal, dans lequel l'élément appartenant à l'ordre judiciaire ne constituait qu'une minorité. Le système de l'assessorat, qui caractérisait les tribunaux répressifs comme les cours criminelles était inconnu de la législation française.

Quant à la compétence, elle nous révélait d'une manière décisive le caractère d'exception de la juridiction correctionnelle indigène. M. Garraud (1) dans son *Précis de droit criminel* considère que les tribunaux « qui n'exercent leur juridiction que par rapport à certains faits distraits de la juridiction ordinaire par les dispositions expresses de la loi, ou par rapport à certaines personnes sont spéciaux ou exceptionnels ». Telle était bien la situation des tribunaux répressifs indigènes, qui jugeaient exclusivement les Musulmans. Et cette affirmation était d'autant plus vraie que non seulement les tribunaux répressifs ne jugeaient qu'une partie de la population, les musulmans ; mais encore ils ne les jugeaient pas tous. La loi du 4 février 1919, en enlevant à la juridiction correctionnelle indigène tous les indigènes musulmans algériens inscrits sur les listes électorales avait aggravé encore le caractère d'exception que l'on devait lui

1. *Précis de droit criminel* (13^e édition).

attribuer. Enfin l'étude de la procédure indiquait que sur d'autres points les décrets créateurs dérogeaient au droit commun. C'était ainsi que les pouvoirs d'instruction et ceux de poursuite étaient réunis dans les mêmes mains. L'officier du ministère public jouait à la fois le rôle du Procureur de la République et du juge d'instruction. Il pouvait décerner des mandats d'amener, de dépôt, ou d'arrêt. L'instruction devant les tribunaux répressifs était secrète. Le défenseur de l'inculpé n'y était pas admis. En effet, l'article 10 du décret du 9 août 1903 disposait que « l'officier du Ministère public, agissant comme juge d'instruction, n'était pas tenu de se conformer aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 ; en ce qui concernait la présence du conseil aux interrogatoires et aux confrontations et la communication de la procédure ».

Quant aux voies de recours, elles étaient soumises à des conditions telles que leur utilisation était presque impossible en pratique.

L'appel ne pouvait être interjeté par le condamné passé le délai de *deux jours*. Il n'était pas suspensif, et le condamné subissait immédiatement l'emprisonnement.

L'opposition était restreinte. Tous les jugements par défaut n'étaient pas susceptibles d'être réformés par cette voie de recours.

A coup sûr, donc, une pareille institution si différente sur des points multiples des juridictions de droit commun ne pouvait être qualifiée que

d'exceptionnelle, c'était l'opinion de la doctrine (1).

Quant à la jurisprudence (2) elle avait estimé que les tribunaux répressifs indigènes, institués par les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 étaient des juridictions exceptionnelles ; mais elle s'était refusée à continuer à leur reconnaître ce caractère, quand le décret du 9 août 1903 était intervenu pour opérer quelques modifications. La cour d'Alger (3) avait soutenu que le décret de 1903 avait réglementé de telle sorte les tribunaux répressifs indigènes, qu'on ne pouvait plus les considérer comme des tribunaux d'exception, notamment, disait-elle, parce qu'ils jugeaient l'immense majorité de la population algérienne.

C'était là une exagération manifeste. Le décret de 1903 a atténué, mais n'a pas assurément supprimé toutes les particularités qui caractérisaient l'organisation des tribunaux répressifs indigènes et qui les distinguaient des tribunaux de droit commun. On y trouvait encore une compétence limitée à une certaine catégorie de justiciables.

1. J. Appleton, *La juridiction répressive en Algérie. Deux décrets illégaux* (Publication de la Ligue des Droits de l'Homme) ; Girault, *Principes de législ.*, col., t. 3 ; Larcher, *Tr. El. de Législ. alg.*, t. 2, p. 319 ; Massonnié, *R. A.*, 1904 ; Tilloy, J. de Robbe, 1902.

2. Cr. 5 fév. 1903. *D. P.*, 1903.1.281. Cr. 24 décembre 1903. *D. P.* 1904.1.153. Cr. 8 janvier 1904. *R. A.*, 1904.2.41 ; Cr. 16 janvier 1904. *R. A.*, 1904.2.112. Cr. 16 mars 1907. *R. A.*, 1907.2.184. Alger 18 décembre 1902 ; sous Cr., 5 févr. 1903, précité *D. P.*, 1903.1.283.

3. Alger 22 octobre 1903. *D. P.* 1904.1.154. Alger, 5 novembre 1903. *R. A.* 1904.2.25. Alger, 23 janv. 1904. *R. A.*, 1904.2.33.

Or, il suffit qu'il en soit ainsi pour qu'une juridiction ait le caractère d'exception, quel que soit le chiffre auquel s'élève le nombre d'individus qu'elle est appelée à juger ; la procédure des tribunaux répressifs indigènes était absolument dérogatoire au droit commun ; elle continuait à être caractérisée par la méconnaissance des droits de la défense ; les voies de recours étaient difficilement utilisables ; car elles étaient soumises à de graves restrictions.

Ces arguments avaient d'ailleurs retenu l'attention de la grande majorité de la jurisprudence, puisqu'elle avait reconnu que même sous l'empire du décret du 9 août 1903, les tribunaux répressifs indigènes étaient une juridiction d'exception. En effet, la plupart des tribunaux correctionnels (1) et la Cour de Cassation elle-même avaient refusé de voir dans la nouvelle juridiction correctionnelle indigène un tribunal de droit commun. La cour suprême (2) en cassant la décision de la Cour d'Alger, qui avait affirmé le caractère ordinaire des tribunaux répressifs, avait consacré d'une manière définitive la thèse admise par la doctrine que les tribunaux répressifs indigènes même sous l'empire du décret du 9 août 1903, avaient conservé leur caractère de juridiction d'exception.

1. Orléansville, 9 septembre 1903. *R. A.*, 4.246. Bône, 30 sept. 1903. *R. A.*, 1904.2.48, Alger 15 octobre 1903. *J. de Robe*, 1903.339. Bougie, 10 octobre 1903. *J. de Robe*, 1903.423. Alger, 29 octobre 1903. *R. A.*, 1904.2.50.

2. Cass., 24 décembre 1903. *R. A.*, 1904.2.40.

§ 7. — **Les tribunaux répressifs indigènes
pouvaient-ils prononcer la rélégalion
et les condamnations
comptant pour son application ?**

Cette question qui avait passionné les esprits en raison de la difficulté qu'il y avait de concilier deux textes : la loi du 27 mai 1885 sur les Récidivistes ; et les décrets de 1902 et de 1903, créant les tribunaux répressifs indigènes a actuellement perdu tout son intérêt du fait de la suppression de 1930. Notons toutefois, en passant, qu'une loi, celle du 31 mars 1904, avait résolu la difficulté en disposant que les tribunaux répressifs indigènes ne pouvaient certes pas prononcer la rélégalion ; mais qu'ils pouvaient connaître des délits spéciaux spécifiés à l'article 4 de la loi du 27 mai 1885 et qu'ils pouvaient prononcer des condamnations dont les Cours et tribunaux ordinaires pouvaient tenir compte pour prononcer la rélégalion contre les Musulmans non naturalisés, quand ceux-ci venaient à leur être déferés.

§ 8. — **Procédure.**

La procédure des tribunaux répressifs indigènes était l'un des points, qui choquaient le plus, quand on examinait l'organisation de cette juridiction indigène. Malgré les améliorations apportées par le décret du 9 août 1903, de nombreuses atteintes avaient été

portées aux principes posés par le C. I. C. ; et qui sont un minimum de garanties pour l'inculpé. Nous grouperons tous les problèmes relatifs à la procédure sous les deux rubriques suivantes : procédure antérieure à l'audience ; procédure de l'audience.

a) PROCÉDURE ANTÉRIEURE A L'AUDIENCE.

Ce qui caractérise la procédure d'instruction criminelle en droit français, c'est le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction. Le droit de poursuivre et celui d'instruire sont deux pouvoirs nettement séparés. L'un est confié au procureur de la République, l'autre au juge d'Instruction. Les conséquences de ce principe sont les suivantes : le procureur de la République doit requérir du juge d'Instruction qu'il informe contre tel individu soupçonné d'être l'auteur d'une infraction ; il peut lui enjoindre d'entendre tel témoin, de faire telle vérification ; mais lui-même ne peut faire aucun acte d'instruction ; il ne peut pas interroger l'inculpé, entendre les témoins, faire les perquisitions ; lancer un mandat d'arrêt ; ou tout autre mandat, contre une personne. De son côté, le juge d'instruction ne peut pas se saisir lui-même d'une affaire. Il faut qu'il ait reçu du procureur de la République l'ordre d'informer pour telle ou telle infraction ; sauf le droit de saisine appartenant à la partie lésée, qui se constitue partie civile.

Ce principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction a été établi pour la garantie des libertés

individuelles. Il faut que le juge dont doit dépendre la liberté et l'honneur des particuliers soit un juge impartial, ce que ne peut être le procureur de la République, puisqu'il est l'adversaire de l'inculpé, le demandeur au procès contre lui, à peu près comme un créancier poursuivant son débiteur.

Il est donc, en fait, naturellement partial : tout son effort consistant à accumuler les preuves de nature à établir sa culpabilité.

Ce principe de la séparation des deux pouvoirs reçoit une atteinte en cas de flagrant délit. Le procureur de la République doit, en effet, en pareil cas, interroger l'inculpé et peut décerner un mandat de dépôt.

Toutes ces règles avaient été entièrement mécon nues par les décrets créateurs des tribunaux répressifs indigènes. Ce qui ressort nettement de la lecture des décrets de 1902 et 1903, c'est qu'on était parti de principes qui étaient précisément l'inverse de ceux posés par notre code d'Instruction criminelle. L'exception est devenue ici la règle.

En effet, sous la dénomination d'officier du Ministère public, près le tribunal répressif, un seul magistrat était chargé des attributions appartenant au procureur de la République et au juge d'Instruction. « L'officier du ministère public, disait l'article 8 du décret du 9 août 1903, recherche les délits, en rassemble les preuves et en poursuit la répression. » Il cumulait donc les deux fonctions dont la dissociation a été reconnue pourtant comme une garantie

nécessaire pour l'inculpé. Nous étudierons cependant séparément ces deux pouvoirs.

1^o *La poursuite.* — L'officier du ministère public avait tout d'abord l'exercice de l'action publique. C'était lui qui était chargé de la mettre en mouvement.

Il était saisi par la dénonciation de ses auxiliaires ou d'un autre officier de la police judiciaire. Il pouvait poursuivre d'office tout délit commis par un indigène, de quelque façon que les faits qui motivaient la poursuite fussent parvenus à sa connaissance ; sans qu'il fût nécessaire que l'exercice de son action fût provoquée par une plainte des parties lésées. Ce principe souffrait cependant certaines exceptions. Il en était ainsi :

1^o au cas d'adultère. Ce délit ne pouvait être poursuivi que sur la plainte de l'époux offensé (C. P. art. 336).

2^o au cas de diffamation (1).

3^o au cas de chasse (2).

4^o au cas de délits forestiers.

5^o Au cas de rapt. Lorsque le ravisseur épousait la fille qu'il a enlevée, il ne peut être poursuivi que sur la plainte de ceux qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage (art. 357 C. P.).

Le décret de 1902 accordait à la société des garanties, lorsque l'officier du ministère public ne poursui-

1. Loi du 29 juillet 1881, art. 26.

2. Loi du 3 mai 1844, art. 26.

vait pas d'office, ou lorsque, ayant été saisi par la dénonciation de ses auxiliaires, ou d'un autre officier de police judiciaire, il restait volontairement inactif.

L'article 7, § 2 disposait, en effet, que l'officier du ministère public « exerçait ses fonctions sous la surveillance et l'autorité du procureur de la République, qui pouvait, en cas de besoin, agir à son défaut. » Cette disposition aurait pu être une mesure de sauvegarde des intérêts sociaux ; malheureusement, les travaux préparatoires du décret du 9 août, en nous indiquant le sens qu'il fallait donner aux mots « agir à son défaut » nous montraient que le texte de 1903 n'avait pas assuré à la société les garanties désirées. En effet, il a été déclaré, au cours des travaux préparatoires, que ces mots visaient seulement le cas d'empêchement ; le procureur de la République ne pouvait donc se substituer à l'officier du ministère public en cas d'inaction de sa part, solution regrettable, car il n'y avait aucun moyen de le contraindre à intenter l'action publique, puisqu'il était, la plupart du temps, un fonctionnaire de l'ordre administratif, placé en dehors de la hiérarchie judiciaire. Une autre garantie était assurée aux particuliers contre son inaction. Quand une personne avait été lésée par un délit de la compétence du tribunal répressif, elle pouvait en poursuivre la réparation en intervenant devant l'officier du Ministère public, à charge par elle de consigner une somme suffisante pour répondre des frais éventuels (art. 16). C'était tout simplement la constitution de partie civile, conforme au droit commun.

Cette mesure n'était pas plus efficace que la première, car il n'existait, ici aussi, aucune sanction contre l'inaction de l'officier du Ministère Public : l'article 9 du décret du 9 août 1903 disposait que « ses actes et décisions ne pouvaient être l'objet d'aucun recours ».

2^o *L'instruction.* — En droit commun, une fois la poursuite opérée, le juge d'instruction est saisi par le procureur de la République ou la partie civile, exceptionnellement par le renvoi d'une autre juridiction : il peut aussi se saisir d'office en cas de flagrant délit.

Dans les tribunaux répressifs indigènes, l'instruction préparatoire était assez originale ; un grand nombre de dispositions exceptionnelles caractérisait cette phase. L'« officier du ministère public agissant comme juge d'instruction n'avait pas à être saisi de la poursuite par le procureur de la République, puisque c'était lui-même qui était chargé de cette fonction. Il était inutile qu'il se saisît.

La procédure d'instruction était en principe sommaire. Il était des cas même où elle n'existait pas, quand il y avait arrestation en flagrant délit ; ou citation directe à l'audience.

Au cas de flagrant délit, l'article 8 disposait que l'officier du ministère public pouvait procéder conformément à la loi du 20 mai 1863.

Il y avait là un emprunt à la loi de 1863 qui était parfaitement admissible ; mais ce que l'on ne pouvait admettre, c'était la grave erreur commise par les

décrets de 1902. Ceux-ci faisaient une application exclusive de la procédure des flagrants délits. On avait cru que les délits de la compétence des tribunaux répressifs ne devaient donner lieu qu'à des informations sommaires et rapides. C'était faire preuve d'une ignorance complète des affaires criminelles de l'Algérie. L'application exclusive de la procédure des flagrants délits se heurtait à des impossibilités matérielles et légales. Comment supposer son emploi quand le fait remontait à plusieurs mois ou à plusieurs années ? ou quand l'infraction, d'abord considérée comme crime, avait été l'objet d'un arrêt de la chambre des Mises en accusation ou d'une ordonnance du juge d'instruction, renvoyant devant le Tribunal indigène ? L'arrestation préalable en flagrant délit est une des conditions nécessaires pour que cette procédure soit possible. D'autre part, on se heurtait à une illégalité évidente quand le prévenu était relégable.

Aux termes de l'article 11 de la Loi du 27 mai 1885, « lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation, il ne pourra jamais être procédé dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863, sur les flagrants délits ». Comme cette loi de 1885 avait été expressément déclarée applicable à l'Algérie par son article 20, il n'appartenait pas au chef de l'Etat d'en écarter l'application. Sur ce point, l'illégalité des décrets de 1902 ne pouvait être sérieusement contestée. Les rédacteurs du décret du 9 août 1903 avaient

réparé heureusement la faute que les décrets de 1902 avaient commise. Ils s'étaient aperçus que la procédure de flagrant délit n'était possible qu'au cas de... flagrant délit; et ils avaient fait la distinction nécessaire que les décrets de 1902 avaient complètement méconnue. Il n'y avait qu'en cas d'arrestation en flagrant délit que l'officier du Ministère Public près le Tribunal répressif pouvait procéder, conformément à la loi du 20 mai 1863. Mais comme il n'était pas toujours possible de réunir le Tribunal le jour même, le lendemain ou le surlendemain de l'arrestation, l'inculpé devait être mis sous mandat de dépôt. En pareil cas, ce mandat décerné par l'officier du ministère public ne tenait que s'il était confirmé le troisième jour, par une décision du Président du Tribunal répressif, faute de quoi la mise en liberté était de droit le quatrième jour. Cette confirmation était une garantie qui faisait entièrement défaut sous l'empire des décrets de 1902. On avait compris en 1903 qu'il était dangereux de laisser souverainement à l'officier du Ministère public la faculté de mettre sous mandat de dépôt un individu pour une durée indéterminée. Lorsque l'officier du Ministère public estimait qu'une instruction était inutile, parce qu'il se croyait suffisamment éclairé par les déclarations mêmes de l'inculpé, il pouvait user de la procédure de citation directe (art. 8, § 2). S'il estimait, au contraire, qu'il y avait lieu d'ouvrir une information, il y procédait lui-même en se saisissant; puisqu'il était juge d'instruction. Il exerçait, dans ce but, tous les droits que

le code d'instruction criminelle confère au juge d'instruction.

C'est ainsi qu'en agissant en cette qualité, il décernait tous mandats, procédait à tous interrogatoires, opérait toutes perquisitions ou saisies.

Ce droit général de décerner des mandats lui permettait d'arrêter un individu et de le mettre sous mandat de dépôt. La crainte d'abus qui auraient pu être commis, et qui sans doute avaient été déjà commis par l'officier du Ministère public, relativement à la détention préventive avait poussé la Commission extra-parlementaire, à décider « que le mandat de dépôt ou d'arrêt par lui décerné, ne serait maintenu, qu'autant qu'il aurait été confirmé au plus tard le troisième jour à partir de l'écrou par le président du tribunal répressif, sinon le prévenu serait mis en liberté le quatrième jour ». Une circulaire du procureur général (1) contenant à ce sujet des instructions, recommandait à l'officier du Ministère public et au Président du tribunal répressif, d'agir par les voies les plus rapides, afin d'éviter toute détention illégale. L'officier du ministère public, agissant comme juge d'Instruction pouvait aussi entendre tous témoins, sous la foi du serment. Pouvait-il condamner à l'amende l'un d'eux, qui aurait refusé de comparaître ou de déposer ? Etant donnés les termes de l'article 8, § 4 qui lui reconnaissaient tous les droits que le code d'instruction criminelle conférait au juge d'Instruc-

tion, on eût été tenté de lui accorder ce droit : mais, au fond, il n'en était rien ; on ne pouvait, en effet, en l'absence d'une disposition formelle, lui reconnaître une juridiction répressive, qui eût été sans contrôle.

Le juge d'Instruction constitue une véritable juridiction, statuant sur les conclusions du ministère public ; et si sa décision est en dernier ressort, elle est susceptible, néanmoins, de pourvoi en cassation ; au contraire, les décisions de l'officier du Ministère public agissant comme juge d'Instruction, ne pouvaient être l'objet d'aucun recours. Si l'officier du Ministère public avait dans l'ensemble les mêmes pouvoirs que le juge d'Instruction, il avait également les mêmes obligations, et notamment, il devait toujours, disait l'article 20, § 3, être assisté d'un greffier et en outre d'un interprète quand l'inculpé et les témoins ne s'exprimaient pas en français. Comme dans le chef-lieu d'arrondissement, c'était le greffier du tribunal répressif, ou son commis assermenté, qui devait assurer le service du cabinet d'instruction ; de même pour l'interprète. A leur défaut, l'officier du ministère public pouvait assermenter une personne réunissant les conditions d'âge et de capacité pour faire acte de greffier ou d'interprète (1).

L'instruction à laquelle procédait l'officier du Ministère public était toujours *écrite* ; mais elle était *secrète* et *non contradictoire*. C'est sur ces deux points qu'elle

1. Circul. du Pr. gén. du 13 octobre 1903.

présentait des caractères très différents de ceux que nous révèle l'instruction prescrite par la loi du 8 décembre 1897. Ce texte permet à l'inculpé de se tenir au courant de la procédure et d'en contrôler tous les actes. Les mesures édictées dans ce but peuvent se résumer dans les trois idées suivantes :

L'inculpé est, dès le début de l'instruction, mis à même de recourir à l'assistance d'un conseil, s'il ne croit pas devoir ou s'il ne peut pas exercer son choix, il peut demander qu'il lui soit désigné d'office un conseil.

Ce conseil a le droit d'assister à certains actes de l'information et d'être tenu au courant de la procédure.

Enfin l'inculpé ne doit jamais, au cours de l'information, être privé de l'assistance de son conseil. Il peut librement communiquer avec lui.

Toutes ces garanties avaient été refusées aux inculpés indigènes, sous l'empire des décrets de 1902. La pratique avait admis malgré l'absence d'une disposition formelle interdisant l'application de la loi du 8 décembre 1897 que celle-ci ne s'appliquait pas aux instructions faites par les officiers du Ministère public, puisque l'information n'existait pas en principe, la procédure des flagrants délits devant être exclusivement appliquée.

Le décret du 9 août 1903 voulant assurer aux inculpés musulmans certaines garanties prescrites par la loi de 1897 décida que l'officier du Ministère public « devait, lors de son premier interrogatoire, prévenir

l'inculpé de son droit de choisir un conseil, lequel pouvait être un avocat, un avoué et dans les lieux où il n'en existait pas, un « oukil ». Il ajoutait que « pendant toute l'instruction, l'inculpé pouvait librement communiquer avec son conseil ».

Bien que le décret de 1903 ne le dît pas, on devait décider que le défaut d'avis à l'inculpé entraînait la nullité de la procédure : la loi du 8 décembre 1897 était, en effet, également muette sur la sanction à donner à cette prescription. Or la jurisprudence a admis que son inobservation emportait nullité (1).

Le législateur de 1903 avait donc accordé aux justiciables des tribunaux répressifs indigènes deux des mesures prévues par la loi de 1897. Mais pourquoi ne pas accorder au conseil de l'inculpé le droit d'assister aux interrogatoires ? Si le texte avait été muet sur ce point, on aurait pu, peut-être, par voie d'analogie, lui donner ce droit ; mais le décret de 1903 (art. 10) était formel. Il disposait que « l'officier du Ministère public, agissant comme juge d'Instruction, n'était pas tenu de se conformer aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 ; en ce qui concernait la présence du conseil aux interrogatoires et aux confrontations et la communication de la procédure ». En fait, cela dépendait des cas d'espèces. D'ailleurs, une telle garantie aurait été purement illusoire, étant donnée la rareté des défenseurs, près les tribunaux

1. Cr. 4 fév. 1898. D. P. 1898. 1.229 et la note. En ce sens, Massonnié.

répressifs indigènes autres que ceux siégeant dans les chefs-lieux d'arrondissement judiciaire.

En ce qui concernait les causes de récusation, quelles règles devait-on appliquer ? Le juge de paix qui, sur commission rogatoire, avait procédé à une information dans une affaire qui était ensuite renvoyée devant un tribunal répressif, pouvait-il siéger dans cette affaire comme Président de ce Tribunal ? L'affirmative fut d'abord décidée (1) mais la jurisprudence se ravisa et jugea le contraire (2). L'officier du ministère public pouvait ordonner la mise au secret du prévenu ; mais il devait, à cet égard, observer les règles de l'article 613 du C. I. C. modifié par la loi du 8 décembre 1897 ; car ses pouvoirs, égaux à ceux du juge d'Instruction, ne pouvaient les dépasser.

En droit commun, les ordonnances du juge d'Instruction sont généralement susceptibles d'une sorte d'appel, l'opposition devant la chambre des Mises en Accusation. Ici, l'officier du Ministère public, agissant en qualité de juge d'instruction avait des pouvoirs exagérément étendus. Ils étaient à peu près sans contrôle. Ses actes et ses décisions ne pouvaient être en effet, l'objet d'aucun recours (art. 9).

Au principe de l'absence de recours contre les décisions de l'officier du ministère public, le décret de 1903 avait apporté heureusement une restriction. Il accorda au prévenu détenu le droit de former à tout

1. Trib. cor. de Mostaganem, 15 avril 1910. *R. A.* 2^e p. p. 347.

2. Trib. d'Alger, ch. correct. 29 sept. 1910. *R. A.* 2^e p. p. 26.

moment une demande de mise en liberté provisoire.

C'était l'officier du Ministère public, qui avait qualité pour donner main-levée d'un mandat d'arrêt ou de dépôt : et il devait le faire toutes les fois qu'il estimait ne pas devoir prolonger inutilement la détention préventive ; par exemple s'il s'agissait d'un délit reconnu peu grave après enquête : et pour la preuve duquel l'audition d'un témoin, difficile à retrouver, était indispensable. Il pouvait très bien mettre le prévenu en liberté provisoire de sa propre initiative sans attendre que ce dernier formât une demande. Lorsqu'elle avait été formée et rejetée par l'officier du ministère public, le prévenu pouvait se pourvoir devant le Président du tribunal répressif, qui statuait définitivement (art. 9). Ce recours n'était soumis à aucune forme.

Dans certains cas, la mise en liberté provisoire s'imposait. C'était ainsi que, conformément aux principes posés par le code d'Instruction criminelle (art. 113 § 2 et 3) en matière correctionnelle, nous devons dire que la mise en liberté était de droit, cinq jours après l'interrogatoire, quand le maximum de la peine prononcée par la loi était inférieur à deux ans de prison ; mais pour que le prévenu pût invoquer ce droit, il fallait qu'il eût un domicile certain et qu'il n'eût pas de condamnation antérieure pour crime ou de condamnation à l'emprisonnement d'une durée de plus d'un an.

D'autre part, si après l'information par l'officier du ministère public, il y avait conformément à l'article 11

du décret du 9 août 1903, renvoi devant le tribunal pour un délit n'entraînant pas la peine de l'emprisonnement, le prévenu devait être mis en liberté (art. 131 du C. I. C.).

La mise en liberté provisoire pouvait être pure et simple ou être subordonnée au versement d'un cautionnement. C'était là un point qui était laissé complètement à l'appréciation de l'officier du ministère public ou au tribunal ; quand celui-ci était subsidiairement saisi d'une demande de mise en liberté ; de même que celui de la fixation du montant de ce cautionnement.

Le cautionnement était fourni en espèces, soit par un tiers, soit par l'inculpé (art. 120 du C. I. C.). La loi admettait même toute personne solvable à se porter caution pour l'inculpé de sa comparution à toute réquisition de justice ; ou, à défaut, du versement d'une certaine somme. Les formalités de la mise en liberté sous caution sont déterminées par les articles 120 et 125 du C. I. C. Cette procédure, peu compatible la plupart du temps, avec le souci d'une répression rapide, qui avait inspiré l'institution des tribunaux répressifs, était sans doute, bien rarement employée devant eux. Lorsque l'instruction était terminée, il ne pouvait être question ici du règlement de la procédure, (c'est-à-dire communication du dossier au Procureur de la République ; réquisition de ce dernier et ordonnance définitive du juge d'instruction), puisque le principe de la séparation de la poursuite et de l'instruction n'était pas observé. L'officier

du Ministère public était à la fois Procureur de la République et juge d'Instruction.

Conformément au décret du 9 août 1903, s'il estimait qu'il y avait lieu à poursuite, il citait directement le prévenu devant le Tribunal répressif (art. 11). Si, au contraire, il estimait qu'il n'y avait pas lieu à poursuite, ou que le Tribunal répressif était incompétent, il transmettait dans le plus bref délai, les pièces au Procureur de la République. Celui-ci, investi d'un véritable droit de juridiction, pouvait par décision motivée, prendre tel parti que de droit. Il fallait souligner en passant, cette disposition curieuse, qui faisait que les classements sans suite, ou les non-lieu n'émanaient pas du magistrat, qui avait fait l'instruction, mais bien du Procureur de la République.

Ce dernier pouvait aussi saisir le juge d'Instruction aux fins d'une information, laquelle se poursuivait alors, suivant les formes du droit commun (D. du 9 août 1903) (art. 11, *in fine*). Ici, l'intérêt de la société était en jeu ; et l'on avait voulu assurer un recours contre les erreurs et les défaillances possibles de l'officier du ministère public. Malgré les termes généraux de l'article 11, cette transmission du dossier ne pouvait être exigée que des officiers du Ministère public autres que ceux des chefs-lieux d'arrondissement ; car le Ministère public près ceux-ci n'était autre que le Procureur de la République lui-même.

Les officiers du Ministère public près les tribunaux répressifs ne siégeant pas dans les chefs-lieux d'arron-

dissement n'avaient donc ni pouvoir, ni qualité pour rendre les décisions de non-lieu : une telle décision de leur part ne pouvait produire aucun effet et ne faisait pas obstacle à la continuation des poursuites (1).

Une fois que le délit avait été constaté, le délinquant recherché et arrêté : une fois que l'instruction préparatoire avait été close, il fallait, s'il y avait lieu, procéder à la répression.

b) PROCÉDURE DE L'AUDIENCE.

Nous arrivons ainsi à la procédure de l'audience. L'étude de cette phase comporte l'examen des trois questions suivantes :

1^o Par qui, comment et de quels faits le Tribunal répressif est-il saisi ?

2^o Quelle est la procédure proprement dite, suivie à l'audience ?

3^o Comment les jugements sont-ils rendus et quels sont-ils ?

1. Saisine.

Il y avait plusieurs modes de saisine du tribunal répressif. Celui-ci peut être saisi : par la citation directe donnée à la requête du ministère public, du Procureur de la République dans le cas de l'article 11, d'une administration publique ou de la partie civile.

Lorsque l'affaire était portée à l'audience, sur cita-

1. Cr., 9 mars 1906. *R. A.*, 1906.2.308.

tion du ministère public, les formalités à accomplir variaient. Deux hypothèses bien distinctes devaient être envisagées.

a) l'inculpé avait comparu et avait été interrogé ;
ou

b) il n'avait pas comparu, soit que cela fût impossible, soit que cela ne fût pas jugé utile.

a) Quand l'inculpé avait comparu, l'article 12, § 2, disposait que « la citation lui était donnée (à l'inculpé) verbalement, détenu ou non, lors de sa dernière comparution devant le Ministère public et confirmée par la remise d'une cédule rédigée en français et en arabe. Il en était fait mention au procès-verbal ». Par conséquent, quand un prévenu avait comparu devant l'officier du Ministère public, soit que celui-ci l'eût placé sous mandat de dépôt, soit qu'il l'eût laissé en liberté, après l'avoir interrogé, aucune citation n'était nécessaire, si l'officier du Ministère public avait soin d'indiquer au prévenu, verbalement et par la remise d'une cédule en français et en arabe, le jour et l'heure de l'audience ; et si mention de cet avertissement, ainsi que la remise de la cédule était faite au bas du procès-verbal d'interrogatoire ;

b) Quand l'inculpé n'avait pas comparu devant l'officier du Ministère public, « il était cité, disait l'article 12, § 3, dans la forme ordinaire, par un agent assermenté, qui constatait, en l'original, si la citation avait bien été remise à personne ».

1^o Le prévenu ne pouvait pas comparaître, s'il était en fuite ; et n'avait pu être appréhendé. En ce cas, des mandats d'amener ou des mandats d'arrêt étaient décernés contre lui ; mais si les recherches prescrites demeuraient infructueuses, il fallait le citer régulièrement, si l'on voulait pouvoir le juger par défaut.

2^o Si le prévenu avait déjà été interrogé au cours d'un procès-verbal de gendarmerie, par exemple, ou si, pour un motif ou pour un autre, l'officier du Ministère public n'avait pas jugé à propos de le faire comparaître, il y avait lieu de le citer régulièrement et de recourir à la procédure de citation directe prévue par l'article 182 du C. I. C. Rigoureusement parlant, il fallait, toujours en ce cas, faire citer par un agent assermenté ; mais une autre pratique recommandée d'ailleurs par une circulaire du garde des Sceaux était en usage dans les parquets ; les officiers du ministère public avaient tout intérêt à l'observer également. C'était la suivante : en vue d'éviter les frais de citation, chaque fois que l'affaire à soumettre au tribunal ne nécessitait pas la présence de témoins, on envoyait au prévenu un simple avertissement à comparaître. C'est seulement si le prévenu ne comparait pas après cet avertissement, qu'il était nécessaire de le faire citer dans la forme ordinaire pour pouvoir requérir défaut contre lui.

La citation directe pouvait être utilisée aussi par le ministère public en cas de flagrant délit, quand la comparution du prévenu n'avait lieu que le lendemain de l'arrestation.

Le procureur de la République avait également le droit de citation directe à l'audience. L'article 11 lui reconnaissait le pouvoir de statuer définitivement par décision motivée sur une affaire qui lui avait été transmise par un officier du Ministère public, qui avait estimé qu'il n'y avait pas lieu à suivre, ou que le tribunal répressif était incompétent. Il pouvait donc confirmer son non-lieu tacite ou l'infirmer et ordonner la citation du prévenu devant le tribunal répressif.

Les administrations publiques pouvaient aussi saisir le tribunal répressif par la voie de la citation directe. Elles avaient, relativement à l'exercice de l'action publique, les mêmes droits devant les tribunaux répressifs, que devant les autres juridictions. C'est ce que déclarait, en ce qui concernait l'administration des forêts, l'article 139 de la loi du 21 février 1903.

Enfin, toute personne lésée par un délit pouvait citer directement le prévenu devant le tribunal répressif. Elle devait en pareil cas consigner une somme suffisante pour répondre des frais éventuels. Ce droit de citation directe ne pouvait, depuis le décret de 1903, lui être contesté, puisque l'article 16 était formel sur ce point. Sous l'empire des décrets de 1902 en l'absence d'une disposition expresse, certains tribunaux (1) s'appuyant sur la prohibition devant les tribunaux répressifs de toute procédure autre que celle du flagrant délit, refusaient cette faculté à la

1. Tr. repr. Koléa, 9 janv. 1903. *R. A.*, 1903.2.142. 1^{re} espèce ; Tr. repr. Alger Nord, 15 juillet 1902. *R. A.*, 1902.2.293.

partie civile ; elle était cependant admise par la doctrine (1) et la cour d'Alger (2).

Le tribunal répressif pouvait être aussi saisi :

Par la comparation volontaire. — Pour qu'il pût être saisi par ce mode de saisine, il fallait qu'il y eût accord entre la partie poursuivante et le prévenu. Le Ministère public en usait fréquemment pour les délits légers à l'égard des prévenus domiciliés. Ils pouvaient consentir à comparaître sur simple avertissement verbal ou écrit.

Par la conduite immédiate à la barre. — Ce mode de saisine se présentait en cas de *flagrant délit*. Il n'était possible que si le prévenu était conduit à la barre le jour même de son arrestation.

Enfin, par le renvoi d'une autre juridiction. — Ce renvoi pouvait résulter d'une ordonnance du juge d'Instruction ou d'un arrêt de la Chambre des Mises en accusation. Le juge d'Instruction, saisi de faits, qui étaient reconnus, par la suite, être de la compétence des tribunaux répressifs, rendait une ordonnance dans la forme indiquée par le Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire renvoyait devant le tribunal répressif indigène, comme il aurait renvoyé devant le tribunal correctionnel. L'ordonnance du magistrat instructeur saisissait donc, dans cette hypothèse, directement la juridiction répressive, sans le concours de l'officier du Ministère public qui n'aurait pas eu com-

1. Larcher, *Tr. de législ. alg.*, t. 1, n° 549.

2. Alger, 1^{er} janvier 1903. 2. 142, 2^e espèce.

pétence pour faire opposition aux ordonnances du juge d'Instruction ; ce droit n'appartenant qu'aux procureurs de la République et au Procureur général.

Le renvoi pouvait aussi émaner de la Cour de cassation, en cas de règlement des juges ; ou en cas de renvoi pour cause de suspicion légitime ; ou encore après admission de pourvoi en révision.

Etendue et effet de la saisine. — C'était l'acte opérant la saisine qui déterminait et limitait les pouvoirs du tribunal. Il ne pouvait juger que les faits et les personnes qui y étaient visés. Etant saisi du fait lui-même et non de la qualification que lui donnait la citation, il pouvait rejeter cette qualification ; et restituer à ce fait sa véritable qualification. C'était au Ministère public qu'incombait le soin d'établir le rôle de l'audience. Dès qu'une affaire était en état d'être jugée, que le dossier était complété par l'adjonction d'une feuille de renseignements et d'un bulletin n° 2, il fixait la date de l'audience pour laquelle citation était donnée, en ne perdant pas de vue que les affaires dans lesquelles il y avait des détenus devaient être jugées dans le délai le plus bref. Il était recommandé, d'autre part, par une circulaire du parquet général du 12 avril 1905, rappelée par une circulaire du 5 juillet 1923, de ne convoquer aucun plaideur, aucun prévenu ou témoin musulman pour une date quelconque coïncidant avec l'une des trois grandes fêtes annuelles de la religion musulmane : l'Aïd el Kébir ; l'Aïd el Seghir et le Mouloud.

L'officier du Ministère public inscrivait sur la chemise du dossier les noms des témoins, qu'il désirait faire entendre et leur faisait parvenir un avertissement sans frais, avant de les faire citer par huissier.

2. Procédure à l'audience.

La procédure à l'audience ne se caractérisait pas par un grand nombre de dispositions exceptionnelles. L'article 13 du décret du 9 août 1903 disposait d'ailleurs « que l'affaire était jugée, suivant le cas selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863, ou d'après les prescriptions du Code d'instruction criminelle ».

L'instruction à l'audience était publique à peine de nullité. Elle était aussi orale et contradictoire. L'inculpé avait le droit, aux termes de l'article 14 du décret du 9 août 1903, de se faire assister à l'audience d'un avocat ou d'un avoué, ou s'il n'y en avait pas, près le Tribunal répressif, d'un oukil. Il ne pouvait se faire défendre par un parent ou par toute autre personne, notamment par un agent d'affaires, que s'il était autorisé par le tribunal (art. 14).

Sous l'empire des décrets de 1902, le droit pour le prévenu de se faire assister d'un avocat lui avait été contesté. En effet, l'article 10 du décret du 29 mars 1902 se bornait à dire que « le tribunal pouvait autoriser l'inculpé à se faire assister d'un parent ; ou d'un membre de sa tribu ». Cette disposition paraissait, pensait-on, exclure le ministère de l'avocat. Et alors

un prévenu pouvait encourir cinq années d'emprisonnement, sans qu'il fût institué un débat réellement contradictoire. Il y avait là une atteinte inadmissible aux principes fondamentaux de notre droit public et de notre organisation judiciaire. Et puis, une autre objection devait s'élever contre cette pratique. Que se passait-il si le prévenu était rélégable ? Le prévenu qui encourt la rélévation, a droit à un défenseur d'office, à peine de nullité (1). Il y avait manifestement un conflit entre le décret et la loi, et, évidemment, la loi devait l'emporter.

Au surplus, nous estimons que les avocats tiennent de leur titre même le droit de plaider devant toutes les juridictions : et il faut un texte bien formel pour le leur enlever. Il était regrettable que dès l'apparition du décret du 29 mars 1902, on avait pu songer à éloigner les avocats des tribunaux répressifs ; car laisser seulement à un parent, à un membre de la tribu du prévenu la faculté de l'assister, c'était lui donner un droit de défense illusoire. Comment en effet, ce parent, ce membre de la tribu, pouvait-il présenter une défense utile ; alors qu'il ne s'exprimait qu'en arabe ou en berbère ? Le décret du 9 août 1903 parlant du droit pour les avocats et les avoués d'assister les prévenus devant les tribunaux répressifs avait mis fin à cette difficulté.

Lorsque le défenseur choisi était un avocat, un avoué ou un oukil et qu'avant l'audience, il deman-

1. Art. 11, alinéa 2, de la loi du 27 mai 1885.

dait communication d'un dossier, on ne pouvait la lui refuser. Cette communication se faisait conformément aux règles suivies dans les tribunaux correctionnels.

Si, au contraire, le défenseur était un parent ou tout autre personne, il était difficile que cette communication fût faite avant l'audience ; en effet le décret du 9 août 1903 subordonnait l'assistance d'un défenseur de cette catégorie à l'autorisation du tribunal, c'est-à-dire qu'elle ne pouvait avoir lieu qu'à l'audience elle-même. Une hypothèse cependant pouvait se présenter ; c'est celle où, à une première audience, le prévenu avait sollicité et obtenu l'autorisation de se faire défendre et que le défenseur ainsi choisi et agréé ait demandé un renvoi à une prochaine audience pour examiner le dossier ; il semblait que rien alors ne pouvait s'opposer à ce qu'il jouît des mêmes droits qu'un avocat.

Remarquons en terminant cette question du droit pour le prévenu de se faire assister d'un parent ou d'un membre de sa tribu, que les indigènes n'en usaient que rarement. Ils préféraient s'adresser aux avocats et aux avoués, en qui ils avaient une plus grande confiance.

Le Président avait la police de l'audience et la direction des débats. L'article 270 du C. I. C., aux termes duquel le Président doit rejeter tout ce qui tend à prolonger les débats, sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats, était applicable. Comme les présidents des tribunaux répressifs

n'avaient pas, comme les présidents des cours d'Assises ou des cours criminelles de pouvoirs discrétionnaires, c'était au tribunal tout entier qu'il appartenait de statuer, en cas de difficultés survenues en cours d'audience, relativement aux débats ou à l'ordre de l'audience. Et ce droit pour les tribunaux répressifs d'assurer la police de l'audience et de réprimer les délits d'audience leur était reconnu formellement par l'article 18 du décret du 9 août 1903, avec les mêmes droits que les Tribunaux correctionnels. Ils étaient donc, par exception, compétents vis-à-vis des Européens qui commettaient des délits d'audience. Mais le texte avait retiré formellement aux tribunaux répressifs le droit de connaître des délits commis par les défenseurs en cours d'audience. Ils ne pouvaient prononcer ni mesure disciplinaire, ni peine contre eux ; le cas échéant, ils dressaient seulement des faits un procès-verbal, qui était envoyé au Procureur de la République (art. 18), la généralité du terme « défenseur » employé par l'article 18 en même temps que les travaux indiquait que ces tribunaux ne pouvaient pas juger même les conseils des prévenus autres que les avocats et les avoués ; c'est-à-dire les oukils et les personnes exceptionnellement admises à plaider.

En ce qui concernait la comparution du prévenu, il fallait faire application ici de l'article 185 du C. I. C., aux termes duquel « dans les affaires relatives à des délits qui n'entraînaient pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pouvait se faire représenter par un

avoué ; le tribunal pouvait néanmoins ordonner sa comparution en personne ». Cet article 185 n'excluait pas tout autre mandataire qu'un avoué ; ainsi un parent, un ami, un simple particulier et à plus forte raison un avocat, comparaissaient valablement pour le prévenu ; il y avait seulement cette différence entre l'avoué ou l'avocat d'une part et tout autre mandataire choisi par le prévenu, d'autre part, que les premiers n'avaient pas besoin de procuration (1).

La partie civile pouvait, à son gré, ou se faire représenter ou comparaître personnellement. L'action de la partie civile était restreinte à ses intérêts civils.

Les personnes civilement responsables, jamais tenues de comparaître en personne, avaient toujours le droit de se faire représenter par un mandataire régulier ; ne pouvant encourir qu'une condamnation civile, elles devaient suivre les formes, qui étaient communes à toutes les parties en matière civile et un oukil judiciaire nanti d'une procuration régulière pouvait valablement les représenter. La procédure des débats ne présentait aucune particularité. L'huisier de service à l'audience appelait la cause, qui devait être jugée, le prévenu et toutes les parties en cause, ainsi que tous les témoins. Tous étaient entendus ou interrogés dans l'ordre et suivant les formes du droit commun. Après l'audition des témoins et l'interrogatoire du ou des prévenus, et de la personne civilement responsable, la parole était donnée à la

1. C. Cr., 2 juillet 1886.

partie civile qui parlait la première, au ministère public, enfin au défenseur.

Le tribunal rendait son jugement, après en avoir délibéré, ou il renvoyait à huitaine la cause pour jugement, s'il l'estimait utile.

Nous ne dirons rien des règles concernant le prévenu défaillant et le détenu refusant de comparaître à l'audience ; ni des règles générales sur la preuve, c'est le droit commun qui devait ici s'appliquer.

La procédure à l'audience pouvait se compliquer par suite d'exceptions ou d'incidents.

Toutes parties avaient le droit de présenter devant un tribunal telles conclusions écrites ou verbales, qu'elles jugeaient utiles à la manifestation de la vérité ; et le tribunal était tenu d'y répondre, à peine de nullité ; il pouvait, soit rendre un jugement distinct, soit joindre l'incident au fond et statuer par un seul et même jugement (art. 338, § 2 du code proc. civile).

1^o Une demande de renvoi pouvait être formée en tout état de cause et le tribunal appréciait souverainement s'il devait y faire droit, sauf dans trois cas, où il *devait* faire droit à la demande :

- a) Quand était soulevée une question préjudicielle nécessitant le renvoi de la cause devant une autre juridiction ;
- b) Quand il était nécessaire de mettre en cause un tiers ;
- c) Au cas de présomption de faux témoignages.

2° Des questions préjudicielles pouvaient être soulevées devant le tribunal répressif.

En droit commun, la catégorie des questions préjudicielles est assez restreinte. Ici elle était plus étendue à raison du caractère d'exception de la juridiction (par exemple, questions préjudicielles de droit administratif ou civil, relatives aux droits réels ; personnels, ou aux questions d'Etat).

3° La jonction ou la disjonction des procédures pouvait être demandée ;

4° Un supplément d'information pouvait être ordonné. En effet, si le tribunal répressif ne se trouvait pas suffisamment éclairé, il pouvait et devait ordonner un supplément d'informations et déléguer un de ses membres pour y procéder. Le président du tribunal répressif était généralement désigné. Selon M. Massonié le tribunal pouvait charger de ce supplément d'information, non seulement, un de ses membres, mais aussi l'officier du Ministère public. Nous ne le pensons pas. Avec M. Larcher (1) nous estimons, au contraire, que le tribunal pouvait seulement en charger un de ses membres ; il y avait lieu, en effet, de s'écarter le moins possible des règles du droit commun, auxquelles renvoyait l'article 13 du décret de 1903 ; en outre, il était impossible que l'officier du Ministère public procédât à ce supplément d'informations, car, en tant que juge d'Instruc-

1. Des instructions complémentaires ordonnées par les tribunaux répressifs. R. A. 1905.1.85 et suiv.

tion, il était dessaisi, et en tant que ministère public, il était partie au procès.

Après avoir procédé aux opérations précisées par jugement, le magistrat délégué aux fins d'enquête transmettait le dossier à l'officier du Ministère public, qui faisait revenir l'affaire au rôle, comme une affaire nouvelle, citant le prévenu, le civilement responsable, et la partie civile, ainsi que les témoins, si besoin était.

Le juge délégué n'avait pas les pouvoirs d'un juge d'Instruction ; mais seulement ceux qu'avait le tribunal. Il pouvait interroger le prévenu ; entendre les témoins ; procéder à des confrontations ; descendre sur les lieux ; ordonner une expertise ;

5^o Les plaignants pouvaient se constituer partie civile. L'article 16 du décret du 9 août 1903 permettait, en effet, à toute personne lésée par un délit de la compétence des tribunaux répressifs, d'en poursuivre la réparation en intervenant à l'audience avant la clôture des débats. Elle pouvait prendre des conclusions tendant à ce qu'il lui fût donné acte de ce qu'elle se constituait partie civile et qu'elle réclamait des dommages et intérêts pour le préjudice causé.

Sous l'empire des décrets de 1902, en l'absence d'une disposition formelle, on admettait (1) qu'un Français ou un Européen ne pouvait se porter partie civile devant un tribunal répressif où siégeait un juge indigène.

1. Tr. répressif Koléa 9 janv. 1903. *R. A.*, 31.2.142, 1^{re} espèce.

Le décret de 1903 avait adopté la solution contraire. En effet, la partie civile peut, non seulement être condamnée aux frais ; mais encore est soumise aux responsabilités déterminées par le Code d'Instruction criminelle (art. 16 *in fine*) (1) et, par suite, peut notamment être condamnée à des dommages-intérêts envers le prévenu acquitté (art. 191. C. I. C.).

Le droit de se constituer partie civile était subordonné à l'obligation pour la personne lésée de consigner une somme suffisante pour répondre des frais éventuels (article 16). Cette consignation se faisait au greffe du tribunal répressif (2). Lorsque la constitution de partie civile se produisait au cours des débats ; elle ne devait être admise que s'il était justifié au préalable de la consignation des frais. Une circulaire du procureur général du 24 mai 1904 attirait l'attention des présidents des tribunaux répressifs sur ces prescriptions ; elle spécifiait, en outre, qu'en cas d'appel, le greffier, après avoir relevé sur la somme consignée les frais afférents à la procédure devant les juges du premier degré, devait transmettre le reliquat au greffier du tribunal correctionnel. Celui-ci, ainsi avisé, avait le temps ; avant le jugement de l'appel, de réclamer, s'il y avait lieu, à la partie civile, un supplément de consignation.

Si l'on pouvait être demandeur en réparation du préjudice causé devant un Tribunal répressif, l'on

1. Décret du 9 août 1903.

2. Art. 151 du décret du 4 avril 1921 sur les frais de justice criminelle.

pouvait aussi être défendeur. Toute personne, même non justiciable, au point de vue pénal, des tribunaux répressifs, pouvait être impliquée, comme civilement responsable, dans une poursuite contre un justiciable de ces tribunaux ; sa présence n'était pas un obstacle à leur compétence. C'était ce qui résultait des termes de l'article 17 du décret du 9 août 1903.

Pour qu'une condamnation pût être prononcée contre elle, il fallait qu'elle eût été appelée en cause en même temps que le prévenu, soit par un avertissement, soit par une citation verbale ou par huissier.

La citation était indispensable, pour qu'une condamnation par défaut pût intervenir ; mais il n'était pas indispensable, que le responsable eût été compris dans l'information par le magistrat instructeur (1).

Les débats, une fois clos, il y avait lieu de rendre une sentence.

3. Jugement.

Toute affaire commencée par un tribunal doit se terminer par un jugement : toutes demandes, toutes conclusions présentées au tribunal doivent faire l'objet d'un examen, et d'une décision.

Le jugement doit émaner d'un tribunal légalement constitué, composé, à peine de nullité, de juges, qui ont assisté à toutes les audiences de la cause, en présence du Ministère public et du greffier, et, selon les cas, de l'interprète.

En l'absence de dispositions spéciales, il fallait décider, qu'il y avait lieu d'appliquer les règles du

1. Cass. 5 janvier 1878.

droit commun, en ce qui concernait les récusations tant pour les causes que pour les formes (C. Pr. Civ. art. 378 et suivants).

Il pouvait se faire que, parmi les juges assesseurs, indigènes, siégeassent des caïds ou adjoints indigènes ; et que les tribunaux répressifs fussent saisis de faits que ces caïds avaient dû dénoncer, ou au sujet desquels, ils avaient pu faire quelque acte d'instruction. Dans cette hypothèse, ces adjoints indigènes devaient s'abstenir de siéger, comme juges, et de participer aux jugements. Une circulaire du procureur général, du 30 janvier 1905, prescrivait aux officiers du Ministère public et aux juges de paix, présidents, de veiller à ce qu'il ne fût porté aucune atteinte à cette règle de bonne administration qui s'inspirait du principe énoncé dans l'article 1^{er} de la loi du 8 décembre 1897.

Le tribunal devait délibérer secrètement. Il pouvait se réunir dans une salle spéciale, ou délibérer sur le siège, mais toujours, les délibérations devaient présenter un caractère secret.

Or, en pratique, cette exigence de la loi était difficilement réalisable dans les tribunaux répressifs, où siégeait, parmi les trois juges, un Musulman. Celui-ci ignorait très généralement la langue française ou ne la comprenait et ne la parlait que très peu ; de sorte qu'il était incapable de participer au jugement. Fallait-il alors faire appel à l'interprète pour lui permettre d'exercer sa fonction ? Une telle intervention violait la loi, qui voulait que les juges délibérassent en

secret : aussi tout jugement rendu dans ces circonstances devait être considéré comme entaché de nullité.

Pour concilier la loi et les faits, il n'y avait qu'une solution possible, qui était d'ailleurs prévue par le décret du 9 août 1903, c'était d'exiger des candidats aux fonctions de juges-asseesseurs indigènes, une connaissance plus approfondie de la langue française.

Le jugement, une fois préparé et motivé en fait et droit, devait être rendu en audience publique. Il devait être lu, soit le jour même des débats, soit à la prochaine audience.

§ 9. — Voies de recours.

Ce qui caractérisait les voies de recours contre les décisions des tribunaux répressifs indigènes, *c'était qu'elles avaient été accordées avec une grande parcimonie* ; elles étaient, en effet, subordonnées à de nombreuses conditions, qui rendaient parfois leur emploi impossible en pratique. Ce que l'on avait voulu, avant tout, c'était éviter un usage inutile des voies de recours ; l'indigène a l'esprit très processif ; quand il a perdu un procès, il espère toujours le gagner devant la juridiction supérieure à celle qui l'a condamné, même si, en première instance, une décision saine et impartiale a été rendue.

C'était justement contre cet esprit, que la Commission extra-parlementaire de 1903 avait voulu réagir.

Elle avait accordé aux justiciables des tribunaux répressifs toutes les garanties, qui existaient contre

les sentences des tribunaux chargés de la répression des délits pour les Européens, c'est-à-dire des tribunaux correctionnels ; mais en subordonnant leur emploi à l'accomplissement de nombreuses conditions.

On pouvait classer les voies de recours, contre les jugements des tribunaux répressifs en deux catégories : les voies de recours ordinaires ; qui étaient l'opposition et l'appel ; et les voies de recours extraordinaires ; qui étaient le pourvoi en cassation et le pourvoi en révision.

Nous les examinerons successivement, en insistant plus particulièrement sur les caractères spéciaux qu'elles comportaient.

a) VOIES DE RECOURS ORDINAIRES.

1. L'opposition

Le décret du 29 mars 1902 n'avait pas songé à l'opposition, comme si les prévenus poursuivis devant les tribunaux répressifs devaient être toujours présents. A la vérité, étant donné qu'il instituait la procédure des flagrants délits, qui devait être exclusivement appliquée, il ne pouvait songer ni au défaut, ni à l'opposition. On avait eu tort de croire que tous les délits commis par des indigènes ne donnaient lieu qu'à des informations sommaires et rapides. Dans le plus grand nombre de cas, en présence d'indigènes, il fallait procéder à une instruction. D'autre part, l'inculpé pouvait être en fuite.

Le décret du 28 mai 1902 avait si bien compris l'erreur, qu'il avait essayé de la réparer. Il disposait que « l'indigène condamné par défaut ne pouvait faire opposition au jugement qui l'avait condamné, que s'il était établi qu'il n'avait pas eu connaissance de la citation ; ou qu'il avait été empêché de comparaître par un fait de force majeure ». Il créait donc l'opposition ; mais subordonnait son exercice à une condition de preuve. Il mettait à la charge du condamné l'établissement d'un fait négatif, chose toujours très difficile à réaliser. Comment, en effet, prouver que l'on n'avait pas eu connaissance de la citation ?

Dans le décret du 9 août 1903, l'opposition, bien que moins restreinte que sous l'empire des décrets de 1902, l'était encore considérablement.

Jugements susceptibles d'opposition. — Ce n'étaient pas, en effet, tous les jugements par défaut, qui étaient susceptibles d'opposition.

Devant les tribunaux correctionnels, on distingue deux sortes de défaut : le défaut faute de comparaître et le défaut faute de plaider. Il y a défaut faute de comparaître, lorsque le prévenu ne se présente pas à l'audience et ne se fait pas représenter ; il y a, au contraire, défaut faute de plaider, lorsque la partie tout en comparissant devant le tribunal refuse de se défendre ; ou lorsque après avoir élevé des exceptions préjudicielles, elle ne se présente pas pour débattre le fond.

A ces deux catégories de défaut, il est possible de faire opposition.

Au contraire, devant les tribunaux répressifs, le décret du 9 août 1903 ne permettait pas de faire opposition à tous les jugements de défaut. Il faisait une distinction, suivant que l'inculpé avait été ou non cité personnellement. « L'inculpé, qui, cité personnellement, ne comparaît pas, ne peut former opposition au jugement, qu'autant qu'il établit qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité, de se présenter. S'il n'a pas été cité personnellement, il a les droits d'opposition, déterminés par le Code d'Instruction criminelle (art. 12, § 4 et 5) (1). C'était donc la suppression pure et simple de l'opposition sur défaut, faute de se défendre ; c'était souvent aussi la suppression de l'opposition sur défaut de comparaître. Or, en dehors du cas de force majeure, il était bien des cas où un prévenu avait un légitime intérêt à ne pas se laisser juger, avec l'autorité attachée à un jugement contradictoire, par un tribunal qu'il savait composé de juges qui lui étaient personnellement hostiles ; ou sur une information insuffisante qu'il n'avait pas eu le temps de compléter ; dans ce cas, le défaut permettait d'attendre. C'était ce que les auteurs du décret de 1903 n'avaient pas voulu : la rapidité de la procédure importait à leurs yeux plus que la vérité des jugements.

Les restrictions apportées à l'exercice du droit d'opposition par l'article 12 devaient être strictement

1. Décret du 9 août 1903.

maintenues dans la limite du droit qui les édictait (1).

En matière forestière, conformément aux articles 166 et 168, de la loi du 21 février 1903, il y avait lieu de décider, que le droit d'opposition était admis dans les termes du code d'Instruction criminelle.

En ce qui concernait la signification des jugements par défaut, nous relevons, dans le décret du 9 août 1903, une autre preuve du souci exagéré de la rapidité.

Signification des jugements par défaut.

En matière correctionnelle, un jugement rendu par défaut, et non signifié reste à l'état de simple acte de procédure et ne peut acquérir l'autorité de la chose jugée. Il en résulte qu'un pareil jugement ne peut substituer la prescription de la peine à celle plus courte de l'action publique, et que, n'étant pas définitif, même après acquiescement et exécution volontaire, il ne peut être tenu ultérieurement compte des condamnations prononcées, ni au point de vue de la relégation, ni au point de vue de l'état de récidive. Aussi, le Ministre de la Justice, par une circulaire du 27 décembre 1893, prescrivait-il de faire signifier, sans exception, tous les jugements correctionnels rendus par défaut et prononçant une peine d'emprisonnement.

Quant aux jugements de défaut prononçant une amende, il n'y a lieu, en vue d'économiser les frais

1. Cr. 8 juin 1907, *Bull. Crim.*, n° 260, p. 407.

de justice, de ne les faire signifier que quand ils peuvent l'être à personne.

La signification se fait par huissier, à la requête du Ministère Public.

Tels sont les principes du droit commun ; mais aux termes de l'article 4 du décret du 9 août 1903 sur les tribunaux répressifs, « les jugements par défaut étaient immédiatement exécutoires, même sans significations. Ils devenaient définitifs par l'exécution volontaire, ou faute par le condamné d'avoir fait opposition, dans un délai *de cinq jours*, à partir du premier acte d'exécution, dont il aura eu connaissance ». Ce texte, qui était clair et précis, avait été rappelé par une circulaire du procureur général du 31 mars 1908, énonçant qu'il était inutile de requérir, aux fins de signification, les expéditions des jugements rendus par défaut. Si le jugement prononçait une peine d'emprisonnement, le ministère public procédait, en vue de l'arrestation du condamné, comme il procède en matière correctionnelle ordinaire, après la signification des jugements de défaut. Si le jugement prononçait une amende, l'extrait pouvait être adressé sans délai à l'administration des contributions directes. Le bulletin numéro 1 était donné par le greffier et expédié au Parquet du lieu de naissance du condamné.

A qui appartenait le droit d'opposition ?

Le droit de faire opposition appartenait tout d'abord au condamné.

DÉLAI : L'opposition devait être formée dans un délai de *cinq* jours, non pas, comme le disait l'article 15 du décret de 1903, dans une forme vicieuse, à partir du premier acte dont le condamné avait eu connaissance ; mais à partir de la connaissance qu'il avait acquise de cet acte (1). Dans le cas où, notamment en matière forestière, le jugement avait été signifié, il y avait lieu de suivre les mêmes règles qu'en matière correctionnelle ordinaire (art. 187 et 188 du C. I. C.).

Si le jugement avait été signifié à la personne du prévenu, l'opposition devait être faite dans les cinq jours de la signification (art. 187, § 1, C. I. C.). Le jour où cette signification était faite n'était pas compris dans le délai, quand bien même ce jour-là était un jour férié (2).

Le délai de cinq jours était augmenté, suivant les distances d'un jour par cinq myriamètres (art. 187, § 1^{er}).

Si la signification n'avait pas été faite à personne, où s'il ne résultait pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu avait eu connaissance de cette signification, l'opposition était valable, jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine (art. 187, § 3, C. I. C.).

La partie civile ne devait pas être admise à former opposition. Cette solution découlait de l'article 12 du décret de 1903, car la partie civile connaît tou-

1. Massonnie, *R. A.*, 1904.1, p. 224.

2. Cass., 26 juillet 1895. *D. P.*, 99.1.577. Cass., 10 nov. 1922.

jours la citation et, pour elle, le cas de force majeure n'était pas un empêchement, puisqu'elle pouvait se faire représenter.

Le droit d'opposition devait, au contraire, être reconnu à la partie civilement responsable, malgré le silence du texte ; mais sous les mêmes conditions que pour le prévenu (1).

FORMES : Au point de vue des formes, le Code d'instruction criminelle (art. 187) exige simplement que l'opposition soit notifiée au Ministère public ; et à la partie civile ; mais il ne prescrit aucune formalité spéciale pour cette notification. Aussi est-il admis que l'opposition peut être faite, soit lorsque le jugement aura été exceptionnellement signifié, entre les mains de l'huissier, qui la consignera alors sur son exploit de signification ; soit par lettre missive ; soit verbalement devant l'officier du Ministère public.

Dans la pratique, les choses se passaient de la manière suivante : l'agent de l'administration des Finances ou l'officier du Ministère public, nanti de l'extrait du jugement rendu par défaut, délivré par le greffier, convoquait, à fin d'exécution, l'intéressé. Celui-ci, mis au courant, acquiesçait au jugement et s'exécutait ; ou il déclarait vouloir faire opposition.

Plus spécialement, en ce qui concerne les peines d'emprisonnement, l'officier du ministère public, chargé de l'exécution du jugement, interpellait le condamné sur ses intentions, et, selon sa réponse,

1. Massonîé, *R. A.*, 1904.2.223.

dressait, soit un *procès-verbal d'acquiescement* (celui-ci rendant l'opposition non recevable ; et le condamné était alors immédiatement écroué, après que mention de l'acquiescement avait été faite sur l'extrait du jugement, destiné au gardien chef de la prison), soit un *procès-verbal d'opposition à jugement de défaut*.

Les procès-verbaux d'opposition ou d'acquiescement étaient joints au Dossier et le greffier devait faire mention de l'opposition ou de l'acquiescement en marge de la minute du jugement.

L'officier du Ministère public qui recevait une opposition n'était pas juge de sa recevabilité ; eût-elle été manifestement irrecevable, il n'en avait pas moins l'obligation de traduire le prévenu devant le tribunal répressif.

Aux termes d'une circulaire du Procureur général, du 14 novembre 1907 (1), lorsqu'à la suite d'une condamnation par défaut, le condamné fait opposition, il y avait lieu pour l'officier du Ministère public, soit d'office, soit sur avis du greffier, d'en donner sans retard avis à M. le Receveur des Contributions diverses chargé du recouvrement de l'amende ou de l'exercice de la contrainte par corps. Cette mesure, acceptée par les trois Directeurs des Contributions diverses de l'Algérie, avait pour effet d'empêcher qu'il y eût double poursuite, en vertu du jugement de défaut et du jugement définitif. Il y a lieu de remarquer cependant que cette circulaire, bien qu'elle eût une extrême

1. Cura. Répertoire formulaire, p. 574.

importance, semblait être perdue de vue par les officiers du Ministère public et les juges de paix.

EFFETS : L'opposition produit un double effet : suspensif et extinctif. L'exécution d'un jugement par défaut est suspendue par l'opposition ; et même pendant le délai ordinaire, où l'opposition est recevable.

L'opposition anéantit, en outre, les jugements contre lesquels elle est formée. L'article 187 porte, en effet, « que la condamnation par défaut sera comme non avenue si le prévenu forme opposition, à l'exécution du jugement ». Et alors se pose une question importante ; l'individu arrêté en vertu d'un jugement par défaut doit-il, s'il fait opposition, être mis immédiatement en liberté ? S'il y a mandat d'arrêt, l'arrestation sera maintenue dans tous les cas. S'il n'y a pas de mandat, ou s'il n'a été décerné qu'un mandat d'amener ou de comparution, une distinction est nécessaire.

1^o Si l'opposition est recevable, il y a lieu de mettre immédiatement le prévenu en liberté ;

2^o Si les délais d'opposition sont expirés, mais si le jugement est encore susceptible d'appel, la solution est la même ;

3^o Si les délais d'opposition et d'appel sont expirés, l'arrestation doit être maintenue ;

Telles sont les règles (1) à suivre en matière correctionnelle ordinaire, et qu'il y avait lieu de suivre,

1. Le Poittevin. Dictionnaire des Parquets. Tome 2 Jugements et arrêts n^o 10. Pages 922 et 3.

en principe, même en ce qui concernait les jugements de défaut rendus par les tribunaux répressifs.

JUGEMENTS SUR OPPOSITION : L'opposition emporte de droit citation à la prochaine audience ; dans la pratique, on fixe toujours à l'opposant l'audience à laquelle il doit comparaître.

L'opposition est non avenue, si l'opposant n'y comparaît pas (art. 188. C. I. C.). Il est débouté de son opposition et le jugement de débouté ne pourra lui-même être frappé d'opposition. C'est ce qui exprime l'ancien adage « opposition sur opposition ne vaut ». La seule voie de recours dont il est susceptible, alors, c'est l'appel (art. 188, C. I. C.).

En matière correctionnelle ordinaire, un jugement de débouté d'opposition ; par suite de la non-comparution de l'opposant, n'est pas un jugement contradictoire ; par suite, il doit être signifié et les délais d'appel ne courent que du jour de la signification.

En matière répressive (1) il y a lieu de penser que, par analogie avec ce qui se passe pour les jugements de défaut, un jugement de débouté d'opposition, par non-comparution de l'opposant, doit être réputé contradictoire ; si la date de l'audience à laquelle l'opposant devait comparaître, a été notifiée à la personne même de cet opposant. Dans ce cas, les délais d'appel courent du jour du prononcé du jugement. Si l'opposant n'a pas été averti en personne, et que, par suite, sans sa faute, il n'a pu avoir connaissance du juge-

1. **Cura, Répertoire formulaire. Voir : défaut.**

ment, ou comparaître à l'audience, il est procédé comme pour les jugements de défaut et les délais d'appel ne courent que du jour du premier acte d'exécution, qui remplace ici la signification ; il ne court notamment, et le plus souvent, que du jour de la notification de la décision rendue, faite à l'intéressé par l'officier du ministère public ; ou par l'administration financière, chargée du recouvrement de l'amende.

Lorsqu'il a été régulièrement formé, l'appel remet en question toute la cause ; non seulement le jugement de débouté ; mais encore, ce qui a été jugé par le premier jugement rendu par défaut.

Si l'opposant comparait ; et si l'opposition a été formée dans les délais et les formes légales, la condamnation prononcée est anéantie ; la cause est reprise en son entier. Le tribunal peut acquitter, confirmer le jugement frappé d'opposition, aggraver ou réduire la peine, qui a été prononcée.

Le jugement rendu sur opposition, le prévenu comparaissant, est un jugement contradictoire, susceptible d'appel, selon les règles ordinaires.

2. L'Appel.

L'appel était la seule voie de recours qui avait été organisée par le décret du 29 mars 1902 contre la décision des tribunaux répressifs ; mais son exercice était soumis à de graves restrictions. Il suffit de reproduire l'article 11 qui le prévoyait, pour s'en rendre

compte. « La faculté d'appel appartient au condamné, lorsque le jugement prononce un emprisonnement de plus de six mois, ou lorsque les amendes, restitutions ou autres réparations civiles excéderont la somme de 500 francs. La faculté d'appel appartient au Ministère Public, quelle que soit la décision ». Ainsi un indigène condamné à six mois d'emprisonnement, ou à 500 francs d'amende ne pouvait interjeter appel.

Au point de vue des formes et des délais, l'article 12 renvoyait au droit commun ; il disposait que « L'appel est interjeté, suivi et jugé dans les mêmes formes que les appels des sentences correctionnelles du juge de paix à compétence étendue. Il est porté devant le tribunal correctionnel dans la circonscription duquel est situé le tribunal répressif indigène ».

Ainsi l'appel, tel qu'il était institué par le décret du 29 mars 1902, était tout à fait arbitraire et illogique. Il faut se rappeler qu'à ce moment, il n'existait de tribunaux répressifs qu'aux chefs-lieux des justices de paix à compétence étendue. Au chef-lieu d'arrondissement, c'était le tribunal correctionnel ; et non le tribunal répressif, qui connaissait des délits commis par les indigènes. On arrivait alors à cette conséquence que le même prévenu, ayant commis le même fait dans le canton du chef-lieu d'arrondissement était jugé par le tribunal correctionnel et pouvait interjeter appel, quelque minime que fût la peine prononcée ; mais dans tout autre canton, jugé par un

tribunal offrant de moindres garanties, l'indigène ne pouvait former appel, que si l'emprisonnement excédait six mois ; ou encore s'il avait commis une simple contravention, une peine de 6 francs d'amende ou d'un jour d'emprisonnement était susceptible d'appel ; mais quand il s'agissait d'un délit, une amende de 500 francs ou six mois d'emprisonnement étaient prononcés sans recours.

Aussi le décret du 9 août 1903 vint-il réorganiser l'appel ; mais préoccupée d'assurer avant tout la rapidité de la répression, la Commission extra-parlementaire avait encore maintenu de graves restrictions à l'exercice de ce droit. Néanmoins, le décret avait le mérite de rétablir intégralement le droit d'appel, quelle que fût la peine prononcée. Au profit de qui l'appel était-il ouvert ? La faculté d'appeler appartenait :

- 1^o Au prévenu et aux personnes civilement responsables ;
- 2^o A la partie civile, quant à ses intérêts civils, seulement ;
- 3^o Aux administrations publiques ;
- 4^o A l'officier du Ministère public ; et de plus, au Procureur de la République.

Tout d'abord, aux termes de l'article 21 du décret du 9 août 1903, le droit d'appel appartenait au condamné. De la différence de rédaction entre ce texte et celui de l'article 202 du C. I. C., décidant que la faculté d'appeler appartient au « prévenu », il fallait

tirer la conséquence que l'individu acquitté ne pouvait pas faire appel ; le cas pouvait se présenter pour un individu acquitté ; mais ayant déposé des conclusions, rejetées par le tribunal ; tendant à ce que des dommages-intérêts lui fussent accordés. L'appel interjeté par un condamné ne profitait pas à ses co-inculpés ; chacun d'eux devait interjeter appel nominativement dans les délais de la loi. Le prévenu avait le droit d'appel, même s'il avait acquiescé au jugement et l'avait exécuté volontairement.

Malgré le silence du texte, il fallait reconnaître aussi aux personnes civilement responsables la faculté d'appel, mais dans les mêmes limites qu'au condamné lui-même ; leur appel portait sur les condamnations pécuniaires mises à sa charge. A la différence du prévenu, elles pouvaient valablement acquiescer au jugement et renoncer ainsi à faire usage de leur droit d'appel.

La partie civile avait le droit d'appeler, en vertu de l'article 21. Cette faculté était restreinte à ses intérêts civils.

Quant aux administrations publiques, elles n'étaient pas prévues à l'article 12 ; mais, comme devant les tribunaux correctionnels ordinaires, elles étaient assimilées aux parties civiles, il devait en être de même devant les tribunaux répressifs ; en conséquence, elles avaient le droit d'interjeter appel dans les affaires où elles étaient intervenues. L'officier du Ministère Public près le Tribunal répressif indigène avait aussi le droit d'interjeter appel.

Le Procureur de la République avait également la faculté d'appeler.

Quels étaient les jugements, dont on pouvait appeler ?

En matière correctionnelle ordinaire, l'article 199 du code d'Instruction Criminelle pose ce principe général que les jugements rendus en matière correctionnelle pourront être attaqués par la voie de l'appel. Le droit d'appel est donc général : il s'étend à tous les jugements définitifs ; mais pas à tous les jugements d'avant-faire droit. Il y a lieu de distinguer les jugements préparatoires proprement dits et les jugements d'instruction, qui préjugent le fond, auxquels a été réservée la qualification d'interlocutoires. L'appel des premiers ne peut être interjeté, qu'après le jugement définitif, et conjointement avec l'appel de ce jugement ; au contraire, l'appel des seconds est possible immédiatement dans les dix jours de leur prononciation.

En matière répressive, le décret du 9 août 1903, avait admis le principe posé par l'article 199 du Code d'Instruction criminelle ; mais il y avait apporté cette restriction que les jugements préparatoires, interlocutoires et de compétence ne pouvaient être attaqués qu'en même temps que le jugement sur le fond (art. 22).

DÉLAI : En ce qui concerne le délai de l'appel, on pouvait relever des dispositions encore plus déroga-toires au droit commun.

En matière correctionnelle ordinaire, le délai d'appel est de *dix* jours. Il court, pour les jugements contradictoires à compter de leur signification à personne ou à domicile. Ce délai n'est pas un délai franc.

En matière répressive, le décret du 9 août 1903 avait admis une disposition extraordinaire et trop restrictive. Il réduisait le délai d'appel à *deux* jours, à partir du jugement pour les parties privées et le Ministère public. Il établissait ainsi un des délais les plus courts de toute la procédure criminelle, alors qu'il s'agissait d'un des actes les plus importants. Souvent, la garantie de l'appel devenait en pratique, un droit illusoire, car ce délai de deux jours n'était même pas prolongé du fait de la survenance d'un jour férié à l'expiration du délai fixé. C'était ce que déclarait la Cour suprême (1).

Cette brièveté aboutissait même à la suppression du délai d'appel, quand il était formé par deux jours fériés consécutifs ; ainsi qu'il pouvait arriver à Pâques, à la Pentecôte ou lorsqu'une fête fixe tombait la veille ou le lendemain d'un dimanche.

Aussi le principe souvent affirmé par la jurisprudence (2) que le délai d'appel doit être prolongé toutes les fois que l'appelant a été empêché d'exercer son droit par une circonstance indépendante de sa volonté, recevait-il en Algérie une fréquente application

1. Cass. cr. 16 juin 1904, *R. A.* 4.2.277 et 2 juillet 1904, *R. A.*, cité en note sous le précédent.

2. Notamment Dijon, 2 janvier 1870, *D. P.* 264. Cass. 20 juillet 1880, *D. P.* 1881.1.1885.

pour les jugements des tribunaux répressifs indigènes frappés d'appel.

C'est ce qu'avait admis la Cour de Cassation (1). Elle déclarait qu'en cette matière la partie qui, ayant fait les diligences nécessaires, n'avait été mise dans l'impossibilité de former son recours dans le délai de droit qu'à raison d'une circonstance indépendante de sa volonté, n'était pas déchu de ce recours.

En ce qui concernait le point de départ du délai, le décret du 9 août 1903 le fixait à partir du jugement. Pour les jugements contradictoires, il courait donc du jour du prononcé du jugement, comme en matière correctionnelle ordinaire. Mais, pour les jugements de défaut, il ne commençait pas à courir du jour de leur signification : il avait le même point de départ que le délai d'opposition : du jour où le prévenu avait connaissance du premier acte d'exécution.

En droit commun, le délai d'appel n'est pas suspendu pendant les cinq jours à partir de la signification que la loi laisse au défaillant pour former opposition ; celui-ci a, pendant ce délai, le choix entre les deux voies de recours ; il peut négliger celle de l'opposition pour prendre immédiatement celle de l'appel.

En matière répressive, le même principe s'appliquait ; les délais d'opposition et d'appel étaient *parallèles* et non successifs. Mais il fallait remarquer ici, qu'à la différence du droit commun, le délai le plus court était celui de l'appel.

1. Cass. Cr. 3 décembre 1904. *Bull. crim.*, 1904.

Le délai de deux jours n'était pas un délai franc. L'appel ne pouvait donc être interjeté le troisième jour à partir du jugement. Mais le jour du prononcé du jugement n'était pas compris dans ce délai.

Tout appel interjeté le troisième jour après celui du prononcé du jugement était considéré comme tardif.

Si, en principe, le délai courait du jugement, il pouvait arriver qu'il fût retardé ; il en était ainsi lorsque sans sa faute, la partie n'avait pu avoir connaissance du jugement. Cette hypothèse se réalisait, quand le jugement était rendu, non pas le jour même des débats ; mais à une prochaine audience, non indiquée, et à laquelle la partie n'avait pas été appelée à assister.

Quant au Ministère Public, il devait faire appel dans les deux jours du jugement. Ce délai avait le même point de départ, quand il s'agissait de jugements par défaut ; car ces jugements étaient toujours à son égard, contradictoires ; puisqu'il était partie présente. La règle, qui fixait à deux jours le délai d'appel, admettait une exception. Elle concernait le Procureur de la République. Celui-ci qui, en matière de jugements des Tribunaux répressifs, avait les mêmes pouvoirs, que ceux que l'article 205 du Code d'Instruction Criminelle conférait au Procureur général en matière de jugements des Tribunaux correctionnels, avait un délai de *un mois* pour faire appel (art. 21). Ce délai courait toujours à dater du jugement. Il faut bien remarquer que le délai d'un

mois n'était accordé au Procureur de la République, que lorsqu'il exerçait le droit accordé au procureur général par l'article 205 du Code d'Instruction criminelle. Dans les villes où siège un Tribunal de première instance, le procureur de la République jouait deux rôles ; il était : 1^o Ministère public auprès du tribunal répressif indigène ; 2^o et ministère public auprès du Tribunal de première instance qui, comme tribunal correctionnel, était juge d'appel du tribunal répressif (art. 6).

Or, à ces deux titres, ses pouvoirs n'étaient pas identiques. En tant que ministère public près le tribunal répressif, il avait seulement un délai de deux jours pour interjeter appel.

Au contraire, en tant qu'exerçant le pouvoir du procureur général, il avait un mois pour faire appel.

FORMES : En ce qui concernait les formes de l'appel, il fallait se rapporter au droit commun ; par conséquent, conformément à l'article 203 du Code d'instruction criminelle, nous dirons que l'appel devait être formé par une déclaration faite au greffe du Tribunal qui avait rendu le jugement. Cette formalité était prescrite à peine de nullité, aussi bien aux prévenus qu'au Ministère public ; et la jurisprudence avait décidé qu'aucun autre acte, lettre ou télégramme ne pouvait y suppléer. Elle devait être faite par l'appelant lui-même ou par un mandataire muni d'un pouvoir spécial. Un avocat, s'il n'était nanti de ce pouvoir, n'avait pas qualité pour faire une déclaration

d'appel. La jurisprudence accordait cependant au père, ou s'il était mort, à la mère, et au tuteur le droit de former appel, lorsque le condamné était mineur. Au principe que tout appel devait être interjeté sous forme de déclaration au greffe, deux exceptions devaient être apportées.

La première concernait les prévenus détenus. Lorsque l'appelant était détenu, il faisait connaître, soit par lettre à l'officier du Ministère public ou au greffier, soit par l'intermédiaire du gardien-chef qu'il avait l'intention de faire appel. Il était d'usage, en ce cas, que le greffier se transportât au greffe de la prison et y reçut la déclaration d'appel. L'appel, bien qu'inscrit tardivement sur les registres du greffe, était recevable ; s'il était établi que le détenu avait manifesté en temps utile son intention d'appeler ; il ne pouvait, en effet, être rendu responsable d'un retard, qui ne lui était pas imputable.

Le greffier à qui l'on se présentait pour faire une déclaration d'appel, n'était pas juge de la recevabilité de l'appel ; qu'il fût tardif, qu'il fût fait par une personne sans qualité, il devait le recevoir. Le tribunal d'appel seul, avait qualité pour statuer sur la recevabilité.

La seconde exception au principe de la formalité de la déclaration d'appel au greffe concernait le Procureur de la République, agissant comme le fait le Procureur général ; en matière correctionnelle ordinaire.

Celui-ci n'avait à faire ou à faire faire aucune déclaration au greffe ; il devait faire notifier son appel

au condamné dans le délai légal. Cette notification remplaçait la déclaration au greffe du Tribunal. Elle n'était soumise d'ailleurs à aucune forme sacramentelle ; elle résultait suffisamment de tout acte faisant connaître sans doute, ni ambiguïté, à la partie intéressée l'appel formé contre elle.

Par conséquent, la notification n'avait pas besoin d'être faite par huissier ; elle pouvait être faite par voie de citation. Il était admis également, que le procureur de la République avait le droit d'appeler verbalement, à l'audience même, le prévenu étant présent ; et les délais n'étant pas expirés.

Quand le procureur de la République usait de la notification verbale, celle-ci devait être faite au prévenu ou bien, à son défenseur (1).

DÉSISTEMENT DE L'APPEL : Le Ministère public ne pouvait se désister de l'appel par lui formé contre un jugement du tribunal répressif.

Au contraire, la jurisprudence admettait que le prévenu eût le droit de se désister de son appel. Toutefois, il fallait que le tribunal donnât acte à l'appelant de son désistement pour que le jugement devint définitif.

Quels étaient les effets de l'appel ?

En matière correctionnelle ordinaire, l'appel produit deux effets : l'un qui est de son essence même, c'est d'être dévolutif, c'est-à-dire de porter la connais-

1. Cass. crim., 13 sept. 1906. *Bull. Crim.*, 1906, p. 664, et Cr. rej., 14 mars 1914. *Bull. Crim.*, p. 285.

sance de l'affaire au tribunal supérieur ; l'autre qui est en quelque sorte une sanction du premier effet, c'est d'être suspensif, c'est-à-dire d'arrêter l'exécution de la sentence, contre laquelle l'appel a été ou peut être formé.

En matière répressive, l'appel produisait aussi un effet dévolutif ; et cet effet dévolutif, comme en droit commun, était doublement limité. D'abord, la Cour suprême avait reconnu (1) que la juridiction supérieure n'étant saisie que par l'appel, sa compétence était circonscrite par les conclusions de l'appelant et elle ajoutait que la juridiction du premier degré ayant condamné le prévenu pour délit, la juridiction d'appel ne pouvait, à moins que l'appelant n'eût conclu dans ce sens, se déclarer incompétente, pour le motif, que le fait incriminé constituait un crime. C'est qu'en effet, sur le seul appel du prévenu, la juridiction d'appel ne pouvait aggraver son sort.

Par application du même principe, si la partie civile faisait appel, la juridiction d'appel ne pouvait statuer que sur ses intérêts civils.

Au contraire, l'appel du Ministère Public remettait en question tout ce qui avait été soumis aux premiers juges. Par conséquent, sur appel du Ministère public, le tribunal d'appel pouvait élever la peine prononcée par les premiers juges ; alors même qu'à l'audience, le Procureur de la République déclarait ne pas soutenir l'appel interjeté par l'officier du Ministère

1. Cass., 12 déc. 1903. *R. A.*, 1904. 2.37.

public près le tribunal répressif ; il pouvait prononcer des peines pour ceux des chefs de la prévention sur lesquels le prévenu avait été acquitté, réduire la peine infligée en première instance et même prononcer l'acquittement du prévenu.

C'est qu'en effet, la Société, au nom de laquelle l'appel était interjeté, dans ce cas, ne pouvait avoir qu'un but : faire rendre bonne justice au prévenu.

L'appel produisait donc, en matière répressive comme en matière correctionnelle ordinaire, un effet dévolutif ; mais produisait-il ici aussi un effet suspensif ?

L'appel était bien suspensif ; mais il ne l'était qu'en partie. S'il s'agissait d'un prévenu non détenu et condamné, l'appel était suspensif ; il ne l'était pas, au contraire, pour le prévenu détenu *et condamné*, qui subissait immédiatement l'emprisonnement pénal. S'il exécutait ainsi une peine que le tribunal correctionnel reconnaissait imméritée, on lui offrait pour toute indemnité le prix de son travail.

Lorsqu'il s'agissait d'un prévenu détenu et condamné à une peine d'emprisonnement, avec le bénéfice de la loi de sursis, il y avait lieu de décider qu'il devait être immédiatement remis en liberté, comme s'il avait été acquitté (1).

Devant quel tribunal l'appel était-il porté ?

L'appel était porté devant le tribunal correctionnel dans la circonscription duquel était situé le Tribunal répressif (art. 23).

1. Circ. proc. 19 janvier 1907. Est et Lef, 1907.

C'était au ministère public près le tribunal répressif qu'incombait le soin de faire mettre la procédure en état ; et de faire parvenir le dossier au parquet du Procureur de la République, quelle que fût la partie qui avait appelé. En conséquence, il devait demander au greffier les expéditions du jugement, des notes d'audience et de l'acte d'appel.

Les prévenus détenus, qui faisaient appel, n'étaient transférés, que si le tribunal l'ordonnait (art. 24, § 2). Ainsi le tribunal correctionnel pouvait statuer sur l'appel sans voir, ni entendre le prévenu. C'était une disposition assez bizarre.

Mais si le condamné détenu n'était pas transféré obligatoirement devant la juridiction d'appel, « il pouvait se faire représenter à l'audience par un avocat ou un avoué. A défaut de choix fait par lui, il lui était nommé un défenseur d'office. Le jugement rendu en présence de l'avocat ou de l'avoué, était réputé contradictoire (art. 24, § 2 et suiv. du décret du 9 août 1903). Cette disposition était exorbitante, en ce sens que d'une part, elle méconnaissait le principe de contradiction, fondamental dans notre droit criminel, qui suppose la présence aux débats de toutes les parties : on pouvait juger un prévenu sans le voir, ni l'entendre. D'autre part, c'était faire jouer à l'avocat un rôle, qui n'était pas conforme à son caractère professionnel ; l'avocat (et pas plus d'ailleurs l'avoué quand celui-ci plaide) ne représente pas les parties ; il n'y a de représentation que par l'avoué, en matière civile. De plus, on rendait difficile le rôle de ce défenseur

qui devait plaider, sans avoir vu son client, sans avoir conféré avec lui.

La procédure devant la juridiction d'appel n'avait pas été déterminée par le décret de 1903. Dans le silence du texte, nous devons appliquer en principe la procédure suivie devant la cour pour l'appel des jugements des tribunaux correctionnels.

La procédure à l'audience était donc réglée par les articles 209 à 211 du Code d'instruction criminelle. Parmi les actes de cette procédure, l'un d'eux apparaissait comme une formalité substantielle : *c'était le rapport fait à l'audience par l'un des juges*. La nécessité de ce rapport a été plusieurs fois affirmée par la cour suprême (1), et par des circulaires du procureur général. La Cour de Cassation (2) avait décidé que, non seulement l'examen par le tribunal correctionnel des appels des jugements des tribunaux répressifs indigènes, devait commencer par un rapport ; mais qu'il suffisait qu'un des juges n'eût pas assisté au rapport, pour que le jugement fût nul.

A la suite du rapport, il y avait lieu d'interroger le prévenu, s'il avait comparu ; d'entendre les témoins ; et enfin le réquisitoire du Procureur de la République et les plaidoeries, dans la forme et l'ordre prescrits par l'article 190 du Code d'Instruction Criminelle.

1. Circulaire du Proc. gén. du 19 février 1914 et Cass. Crim., 2 juin 1906 (2 arrêts). *R. A.*, 1907.2.84, 20 janvier 1912. *R. A.*, 1912.2.133. *S.* 1914.1 423, 1^{er} mars 1912. *R. A.*, 1913.2.354, 31 janvier 1918. *S.* 1920.1.390.

2. *Crim. Cass.*, 9 mars 1906. *R. A.*, 1906.2.308.

Le jugement était rendu en audience publique.

Lorsque le condamné détenu n'avait pas été transféré, l'officier du Ministère public devait, dès qu'il était avisé par le procureur de la République, de la décision rendue en appel par le tribunal, porter cette décision à sa connaissance. L'accomplissement de cette formalité devait être certifié, par l'officier du Ministère public, puisque la date à laquelle elle avait lieu était le point de départ du délai de trois jours imparti au condamné pour se pourvoir en cassation (Art. 26 du décret du 9 août 1903).

b) VOIES DE RECOURS EXTRAORDINAIRES.

1. Le pourvoi en cassation.

Le premier décret du 29 mars 1902 n'avait rien organisé et le second décret en date du 28 mai 1902 avait créé un recours extraordinaire, dénommé pourvoi en révision devant la Cour d'Alger ; ce qui n'avait pas manqué de provoquer une dualité de jurisprudence entre la Cour de Cassation pour les tribunaux de France et des Colonies, et la Cour d'Alger, pour les tribunaux répressifs. Ce pourvoi en révision fut aboli par la Commission extra-parlementaire chargée de réviser les décrets de 1902.

Le décret du 9 août 1903 admettait le pourvoi en Cassation.

Ce décret faisait un renvoi général au droit commun (art. 26). Aussi serons-nous bref dans l'exposé de cette voie de recours extraordinaire.

La voie du recours en cassation ne s'ouvre que contre les jugements et arrêts rendus en dernier ressort (art. 407 du C. I. C.) ; car cette voie n'étant pas un degré de juridiction, mais un recours contre les violations de la loi ne peut s'appliquer qu'aux jugements et arrêts, qui ne peuvent être attaqués, ni par l'opposition, ni par l'appel.

En droit commun, les jugements d'avant-faire droit rendus en dernier ressort sont susceptibles de pourvoi ; mais tandis que contre les jugements simplement préparatoires, le recours en cassation n'est ouvert qu'après le jugement définitif ; et à la condition qu'on attaquera en même temps le dit jugement, contre les jugements interlocutoires, le pourvoi est immédiatement ouvert.

En matière répressive, l'article 26 du décret du 9 août 1903 posait une règle différente. Il déclarait « que le pourvoi contre les décisions de compétence ou interlocutoires ne pouvait être formé qu'en même temps que le pourvoi contre le jugement sur le fond ». Cette disposition s'expliquait par le désir d'assurer le plus rapidement possible la répression des délits sans permettre aux parties de la retarder.

Le pourvoi en cassation était reconnu expressément aux parties en cause. Il appartenait donc au condamné, à la partie civile ; et au ministère public.

Pour éviter des pourvois mal fondés, le condamné devait produire une requête documentée et basée nettement sur une violation de la loi. La partie civile pouvait attaquer tous les arrêts et jugements défini-

tifs et en dernier ressort, qui lésaient ses intérêts (art. 177, 216 C. I. C.).

Quant aux officiers du ministère public, près les tribunaux répressifs, ils n'avaient jamais à se pourvoir en cassation, puisque les jugements des tribunaux répressifs n'étaient jamais en dernier ressort.

Seuls, ceux exerçant leurs fonctions près les tribunaux correctionnels pouvaient user de cette voie de recours.

En ce qui concernait les formes et les délais du pourvoi, nous renvoyons au droit commun, puisque l'article 26 disposait qu'il devait être formé dans les conditions déterminées par le Code d'Instruction criminelle. Le délai pour se pourvoir était de *trois jours francs* à partir de la prononciation du jugement en dernier ressort, et le pourvoi était introduit par une déclaration au greffe de la juridiction, qui avait rendu le jugement attaqué.

Pour le condamné qui n'avait pas été transféré au chef-lieu de l'arrondissement, lors de son appel, le décret du 9 août 1903 contenait une disposition particulière. Il pouvait former son pourvoi, disait l'article 26, au greffe du tribunal répressif; et le délai de trois jours ne courait que du jour où le jugement sur appel avait été porté à sa connaissance.

Conformément à la circulaire du Procureur général du 16 février 1907, le procureur de la République avisait de la décision du tribunal l'officier du Ministère public, à qui incombait le soin de la porter à la connaissance du prévenu. Il dressait procès-verbal de

cette notification et la transmettait dans les trois jours au parquet, en même temps, qu'une expédition de l'acte de pourvoi, que devait lui remettre le greffier du tribunal répressif.

Bien que le texte fût muet sur ce point, il y avait lieu de reconnaître au Procureur général près la Cour de Cassation, le droit de former, soit un pourvoi en cassation dans l'intérêt de la loi (C. I. C. article 442) soit un pourvoi en annulation, dans l'intérêt public, sur l'ordre formel du Garde des Sceaux (art. 441 C. I. C.).

2. Le pourvoi en révision.

Le pourvoi en révision, organisé par les articles 443 et suivants du Code d'Instruction Criminelle était possible en *cas d'erreur judiciaire*. En notre matière, la mise en mouvement de cette voie de recours extraordinaire pouvait sembler nécessaire pour corriger les erreurs éventuelles de la nouvelle juridiction correctionnelle indigène.

§ 10. — Appréciation.

Comment ces tribunaux exceptionnels, on pourrait presque dire ces tribunaux « de circonstance », dont on connaît maintenant le mécanisme, furent-ils accueillis dès le début ? Comme il fallait s'y attendre, en un pays où les passions sont vives, partisans et adversaires s'affrontaient avec ardeur, des querelles de personnes éclatèrent. Nous donnons la préférence à

un article sage et modéré du *Bulletin du Comité de l'Afrique française* (année 1902, p. 174) paru au lendemain du premier décret du 29 mars 1902 :

« Le nouveau régime est conçu dans un esprit qui satisfait tous les colons pour lesquels l'insécurité des biens dans les campagnes devenait une gêne insupportable ; mais d'un autre côté, on craint que certains détails de l'organisation nouvelle ne diminuent beaucoup son efficacité. D'une manière générale, on considère que l'institution d'une répression prompte et simple des délits indigènes est chose excellente. L'indigène ne comprend en pareille matière ni délais ni complications. Son imprévoyance l'empêche d'être arrêté par la perspective d'une répression éloignée. Il en arrive vite à oublier la cause de châtimens trop ajournés. Aussi, le jugement, suivant les règles établies pour les flagrants délits, est-il tout à fait de saison en Algérie, et on doit être satisfait de voir qu'il sera prononcé contre les délinquants indigènes. D'autre part, la promptitude de la répression sera assurée par l'attribution à l'administrateur ou à l'administrateur-adjoint, des fonctions d'Officier du Ministère public. Les administrateurs connaissent les indigènes, leurs fonctions constantes les mettent mieux à même que quiconque de découvrir les délinquants indigènes et de recueillir des preuves contre eux. Leur intervention constitue une amélioration très considérable. On aura sans doute, à l'avenir, moins d'affaires délictueuses indigènes classées, moins surtout de délinquants jugés après des délais infinis. On

s'explique la satisfaction inspirée par cette amélioration aux colons si l'on songe que réellement, dans une très grande partie de la colonie, tout objet restant aux champs, en dehors de la surveillance immédiate du propriétaire, était en danger. Dans beaucoup de régions, on n'osait pas confier à la terre un peu loin des maisons, des jeunes plants d'arbres, si nécessaires à ce pays généralement chauve, mais que les indigènes insoucieux de l'avenir convertissaient trop souvent en matraques. Un fait permettra de juger de ce qui se passait dans certaines régions : on nous a récemment montré sur la limite des Hauts-Plateaux, une étable isolée, située à 2 kilomètres environ de la ferme du colon et dont la toiture avait été enlevée en une nuit. Les charpentes ont été cachées dans des gourbis, où le juge de paix n'a manifesté aucun zèle à aller constater leur présence.

Cependant, comme nous l'avons dit en commençant, le décret du 29 mars soulève des critiques : on se plaint précisément qu'il fasse la part trop large au juge de paix. C'est un fait connu que dans la plupart des communes mixtes, le juge de paix et l'administrateur sont en opposition sourde ou même déclarée. Il y a là une différence de formation, de compétence, qui expliquerait cette malveillance si l'hostilité réciproque instinctive des divers compartiments de l'administration française ne suffisait pas pour la provoquer. Quoiqu'il en soit, on se demande comment collaboreront dans les nouveaux tribunaux répressifs, ces fonctionnaires, sans bonne volonté réciproque ; com-

ment les juges de paix présidents accueilleront les preuves, les démonstrations et les réquisitoires des administrateurs remplissant l'office du Ministère public. On a tant d'incertitude à cet égard que l'Algérie a fait tous ses efforts pour que l'administrateur présidât le tribunal. Mais à Paris, on a des principes... et la séparation des pouvoirs exigeait que l'administrateur ne pût à la fois administrer et juger. » En outre, l'article précité formulait des critiques :

1^o Contre la citation verbale des témoins et des accusés (art. VI et VII du décret du 29 mars), points de détails qui avaient été heureusement complétés par l'article XII du décret ultérieur du 9 août 1903 ;

2^o Contre la défense des indigènes, par un parent ou un membre de la tribu (art. 10 du décret du 29 mars 1902 complété dans un sens plus libéral par l'art. X du décret du 9 août 1903) ;

3^o Et surtout contre l'article XI du décret du 29 mars 1902 qui ne laissait pas aux indigènes la faculté d'appel, lorsqu'ils étaient condamnés à moins de six mois de prison ou de 500 francs d'amende et de réparation civile. Là encore la critique était fondée et l'article XXI du décret du 9 août 1903 était venu rétablir le droit d'appel illimité, comme dans la métropole. L'article terminait en insinuant que les agents d'affaire avaient intérêt à la lenteur et à la complication des procès, et que les simplifications du nouveau décret leur nuisaient, d'où leur inquiétude et leurs protestations. Un grand nombre de Conseils municipaux et d'autres corps élus adressèrent au Gouver-

neur, M. Revoil, des remerciements pour le service que rendait la création des tribunaux répressifs aux colons. La délégation des colons avait voté le 21 mai 1902 un vœu qui se terminait par les phrases suivantes : « Les colons insistent pour que le décret combattu par quelques intéressés soit maintenu intégralement. Il serait regrettable que dans une circonstance aussi grave, les délégués-colons qui sont les représentants des populations rurales ne s'élèvent pas vigoureusement contre les protestations intéressées de quelques avocats, et ne donnent à M. le Gouverneur général une approbation sans réserve. » Le Comice agricole du Sahel, dans une adresse au Gouverneur général, disait de son côté : « Le décret est fortement combattu par les agents d'affaire de la colonie, qui n'ont pas à souffrir des méfaits des indigènes. Il est donc du devoir et de l'intérêt des populations rurales, si éprouvées par les délits commis journellement par les indigènes de s'élever vigoureusement contre les protestations intéressées des gens de robe (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, année 1902, p. 296).

L'*Echo d'Oran* écrivait le 2 juillet 1902 : « L'institution des tribunaux répressifs, détestable au point de vue des principes juridiques, n'en a pas moins été bien accueillie par l'immense majorité de la colonie.

On constate déjà son effet bienfaisant : ce qui prouve que le droit pur peut n'être pas toujours d'accord avec les besoins pratiques des sociétés ».

Par contre, le parti des Arabophiles, et des juristes,

qui comptait d'éminentes personnalités comme M. Jean Appleton, M. Gilbert Massoné et surtout M. Larcher, et certains hommes politiques comme M. Albin Rozet ne ménagèrent pas leurs critiques et leurs attaques contre les tribunaux répressifs. M. Larcher critiquait surtout la composition de ces tribunaux, la procédure sommaire des flagrants délits, le refus du droit d'appel, toutes les fois que la peine n'excédait pas six mois d'emprisonnement, « qui donnaient, écrivait-il dans son Traité de législation algérienne, à la juridiction illégalement créée par le décret du 29 mars 1902 un aspect de rigueur et de haine. Haine et illégalité, tel est bien leur double caractère — dont les réformes ultérieures ne les ont pas entièrement dépouillés — des abominables tribunaux répressifs indigènes ». D'après M. Larcher il ne fallait pas un décret, mais bien une loi pour créer les nouveaux tribunaux.

Donc les trois décrets créateurs de 1902 et de 1903 étaient illégaux. Toutefois il fallut bien reconnaître que la loi du 31 mars 1904 (visant la relégation) avait donné aux tribunaux répressifs la légalité qui leur manquait. En outre, M. Larcher critiquait : 1° la nomination des juges et de l'Officier du Ministère public, par le Gouverneur général, agent administratif. Les tribunaux répressifs indigènes ressemblaient plus à des commissions administratives qu'à de véritables tribunaux ; 2° le fait que les tribunaux répressifs indigènes pouvaient dans certains cas être amenés à juger des Européens (voir chapitre 2, § 5, compé-

tence) ; 3^o Les incertitudes et les flottements du début concernant la peine de la relégation, dûs à l'impossibilité pratique de combiner la loi du 27 mai 1885 sur les récidivistes et les décrets créateurs des tribunaux répressifs, graves difficultés supprimées par la loi du 31 mars 1904 ; 4^o certaines dispositions de procédure, notamment la confusion des pouvoirs d'instruction et de poursuite aux mains du même fonctionnaire, les instructions trop sommaires de l'Officier du Ministère public ; 5^o les limites trop étroites de l'appel (que le décret de 1903 avaient rectifiées) ; 6^o Les restrictions aux droits d'opposition ; 7^o le caractère facultatif du transfèrement du condamné détenu devant le tribunal d'appel ; 8^o Enfin le pourvoi en révision devant la Cour d'Alger, supprimé par le décret de 1903.

M. Albin Rozet, lui aussi, avait joué un rôle important.

Il avait critiqué avec beaucoup d'acharnement les nouveaux tribunaux devant la Chambre, et avait obtenu la constitution d'une Commission extra-parlementaire qui finit par élaborer le décret de 1903 (Ch. des Dép. séances des 27 mars, 3 et 4 avril 1903, *J. O., Déb. parl.* p. 1370 et s., 1559 et s., 1589 et s.).

Notons que la création des Tribunaux répressifs Indigènes s'était accompagnée d'un ensemble de mesures favorables.

Heureux équilibre, balance des forces, notons-les au début de cette brève étude, nous les retrouverons plus loin, quand nous porterons une conclusion sur

les résultats d'une œuvre de trente ans. « Par un parallélisme, Note M. Peyerimhoff, dans la revue politique et parlementaire de 1930, qui n'avait rien d'ailleurs d'une manœuvre politique, M. Revoil faisait constituer en même temps par le décret du 11 novembre 1902, tout un budget d'œuvres d'assistance et d'utilité publique pour les indigènes. Il utilisait dans ce but des centimes caducs, appliqués à la constitution interrompue de la propriété indigène. Il en organisait l'application à l'assistance médicale gratuite, aux infirmeries indigènes, aux écoles professionnelles, aux coopératives, aux sociétés indigènes de prévoyance et d'assistance.

Ainsi le régime spécial que le bon sens commandait à ses yeux de leur appliquer, ne se concentrait pas dans la répression, il s'épandait largement en œuvres constructives ». Fermeté, mais souplesse, voilà la réflexion que suggère invinciblement l'œuvre superbe de la France et de ses dignes représentants en Algérie.

Enfin nous terminerons cette section en reproduisant l'opinion de la Presse, représentée par la *Dépêche Oranaise*, qui, chose curieuse, s'est bien tardivement manifestée le 3 janvier 1930, alors qu'il était justement question de supprimer les tribunaux répressifs. Le jugement porte donc sur toute, ou peut s'en faut — leur existence, il est intéressant à ce titre. « Le journal, le *Quotidien*, de Paris sous la manchette : « Les avocats algériens demandent que dans leur pays la justice soit égale pour tous », donne son approba-

tion à l'opportunité de la suppression des tribunaux répressifs et des cours criminelles dans la colonie. Cet article semble inspiré par un sentiment respectable d'unité et d'égalité dans l'administration de la justice.

Il est cependant regrettable qu'aucune précision n'ait été apportée à l'examen de la question, ce qui donnerait aux lecteurs avertis du journal précité, une impression toute autre que celle qui découle de renseignements par trop imprécis.

Les tribunaux répressifs chargés de juger les délits commis par les indigènes, ont été créés par un décret du 29 mars modifié le 28 mai 1902, et le 9 avril 1903, sous l'inspiration de M. Jonnart, Gouverneur général, surnommé « le grand gouverneur ». Ces tribunaux siègent dans tous les chefs-lieux de canton ; ils sont composés du juge de paix, président, d'un juge-asseesseur français, et d'un juge-asseesseur musulman. Si le juge de paix est empêché de siéger, il est remplacé soit par un suppléant rétribué, soit par un suppléant non rétribué ; tandis que les juges-asseesseurs tant français que musulmans, sont remplacés respectivement en cas d'empêchement, par les suppléants, au nombre de quatre, deux français et deux musulmans. Le suppléant rétribué est un magistrat de carrière ; le suppléant non rétribué est généralement un juge de carrière démissionnaire ou un avoué ou un avocat, ou un notaire, c'est-à-dire des personnalités rompues aux affaires judiciaires et présentant, par conséquent, toutes garanties de compétence et

d'honorabilité. Les juges-asseesseurs ne sont pas rétribués et aucune indemnité ne leur est allouée. Ce sont presque toujours des retraités civils ou militaires ayant fait leur carrière en Algérie et connaissant à fond en ce qui concerne les assesseurs français, la mentalité indigène. Ils se forment une opinion au cours des débats et donnent leur avis motivé avant le prononcé du jugement. Ils n'ignorent rien du code pénal dont ils ont à faire une application journalière. Ces juges-asseesseurs sont nommés chaque année par arrêté du gouverneur général sur présentation du Procureur de la République et du Procureur général. Leurs titres sont soigneusement examinés, c'est dire qu'ils sont choisis avec une attention toute particulière. Les juges-asseesseurs indigènes sont naturellement enclins à une certaine indulgence. Qu'ont donc à craindre les indigènes d'un tribunal ainsi composé, où leur voix est toujours entendue ? Qu'auraient à gagner les indigènes à la suppression des tribunaux répressifs, qui les rendraient alors justiciables du tribunal correctionnel ? D'ailleurs actuellement, quand les indigènes se croient mal jugés par le tribunal répressif, ce qui est très rare, il leur est loisible de relever appel de la décision devant le tribunal correctionnel. Ils ont donc toute la garantie désirable que semble ignorer le rédacteur de l'article du *Quotidien*. Nous savons pertinemment que les indigènes préfèrent la juridiction du tribunal répressif à celle du tribunal correctionnel qui est, à leur avis, plus sévère. Ils ont d'ailleurs à portée de leurs mains un tri-

bunal qui confirmera ou infirmera la décision des juges répressifs sans être astreints à un voyage onéreux pour comparaître devant la Cour d'appel d'Alger.

Pour compléter, disons que les indigènes électeurs ou pourvus du certificat de bonne conduite aux armées, échappent à la juridiction des tribunaux répressifs ; ils relèvent des tribunaux correctionnels ; ils sont souvent à le regretter ; en résumé, la suppression des tribunaux répressifs et des Cours criminelles est bien loin de s'imposer ».

CHAPITRE III

La suppression des Tribunaux répressifs indigènes.

§ 1. — Comment elle s'est effectuée

Cette suppression qui marque un retour très net à la politique d'assimilation pure et simple avait été précédée de certaines mesures qui avaient déjà battu en brèche l'institution tant décriée au début. En juin 1912, quatre mois après l'institution de la conscription indigène une délégation algérienne était venue à Paris y déposer certains cahiers de revendications, demandant, entre autres réformes, la modification du régime répressif, la suppression de l'indigénat et de l'internement arbitraire.

Telles furent, par exemple, le décret du 19 septembre 1912 ; aux termes des articles 1 et 2 de ce décret les anciens militaires bénéficiant d'un certificat de bonne conduite, avaient l'avantage d'être jugés par les juridictions de droit commun ; et surtout la loi du 4 février 1919, complétée par la loi du 4 août 1920, laquelle disposait que : « ceux qui étaient inscrits sur les listes électorales ne pouvaient être

condamnés en ce qui concernait les contraventions et les délits que pour les mêmes faits et par les mêmes tribunaux que les citoyens français, » sous réserve des mesures spéciales édictées pour la protection et la conservation des forêts par la loi du 21 février 1903 et les dispositions de la loi du 14 juillet 1924 relatives à la mise en surveillance spéciale.

En outre, même parmi les indigènes musulmans non admis à la qualité de citoyens, certains échappaient à la compétence des tribunaux répressifs indigènes ; savoir : les juges-asseesseurs de ces tribunaux ; (1) les cadis pour les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions judiciaires (2) les militaires et marins musulmans et les anciens militaires.

Les Arabes et les Kabyles chrétiens, ne pouvant être qualifiés d'indigènes musulmans, ne pouvaient être déferés aux tribunaux répressif indigènes.

Enfin, rappelons que si l'un des prévenus était justiciable du tribunal correctionnel ou de la Cour d'Appel, ce fait entraînait compétence de cette juridiction à l'égard de tous les prévenus ; si un indigène musulman se trouvait co-auteur ou complice d'un militaire, aucune des deux juridictions d'exception, conseil de guerre ou tribunal répressif indigène n'était compétente et le tribunal correctionnel seul pouvait être saisi ; enfin si c'était un *étranger* musul-

1. Décret 9 août 1903. Art. 19.

2. Décret du 17 avril 1889, art. 75.

man co-auteur ou complice d'un militaire, le conseil de guerre statuait.

Dans sa vibrante intervention à la Chambre, rapportée par le journal algérien l'*Attakaddoum*, dans son numéro du 15 avril 1930, à l'occasion de la discussion du projet de loi accordant un contingent spécial de Croix de la Légion d'Honneur pour le Centenaire, M. le Député Henri Guernut disait : « Oui, vous avez beaucoup fait depuis cent ans. Et tous les ans vous faites quelque chose. Pourquoi n'avez-vous rien fait cette année, qui, plus que toutes les autres devait être, semble-il, une année de gestes symboliques ? Est-ce que toutes choses vous ont paru achevées ? Et n'y a-t-il plus, à vos yeux, rien qui soit à parfaire ? Quelques exemples..... Il y a deux ans, vous avez soustrait les indigènes aux pouvoirs exceptionnels des administrateurs : vous les avez soumis au régime judiciaire du droit commun et l'on a pu dire, ce jour-là que l'ancienne servitude indigène, que l'ancien indigénat avait vécu. Or, de cet indigénat, il subsiste au moins deux vestiges. *L'un, c'est l'institution des tribunaux répressifs et des Cours criminelles.* Or, M. Morinaud, qui ne passe pas pour un esprit subversif (sourires) est d'accord avec moi pour la trouver désuète et pour en demander l'abrogation. Qu'attendez-vous pour déférer à son désir autorisé ? C'est mon second point ! »

Il fut institué le 17 avril 1930 (Journal Officiel de l'Algérie du vendredi 2 mai 1930) par arrêté du Gouverneur général une Commission extra-parlemen-

taire, chargée de donner son avis sur la réforme du statut pénal des indigènes d'Algérie ; et notamment sur la suppression des tribunaux d'exception, les tribunaux répressifs indigènes se trouvant ainsi plus particulièrement visés. Les vendredi et samedi 25 et 26 avril 1930 eut lieu à Alger le Congrès Interfédéral de la Ligue des droits de l'Homme dans la salle des séances des Délégations financières ; les congressistes votèrent, entre autres, une motion demandant notamment *la suppression des tribunaux répressifs*, des cours criminelles, des tribunaux militaires jugeant des civils dans les communes indigènes et de la mise en surveillance, la législation du droit commun ayant été reconnue suffisante pour réprimer les délits et les crimes commis par les Indigènes. Les jours des tribunaux répressifs étaient désormais comptés, et, la Commission extra-parlementaire s'était acquittée avec célérité de sa tâche, un décret les abolissant était rendu le 1^{er} mai 1930. (Journal officiel de l'Algérie du vendredi 23 mai 1930).

Nous ne possédons malheureusement pas le rapport de cette Commission. Toujours est-il que les tribunaux répressifs indigènes ont été supprimés aussi brusquement qu'ils furent créés.

La réforme opérée par le décret du 1^{er} mai 1930 pouvait-elle être faite par un simple décret ?

Les critiques des jurisconsultes ont été trop vives, lors de la création des tribunaux répressifs par décret, pour qu'on ne puisse craindre qu'elles ne se renou-

vellent pas à l'occasion de la suppression de ces mêmes juridictions par le même moyen.

On sait que la légalité des décrets organisateurs de ces juridictions fut contestée. L'organisation judiciaire de l'Algérie, a-t-on dit à l'époque, ne pouvait être modifiée que par une loi et la célèbre controverse ne fut close que le jour où une loi, en faisant allusion à ces juridictions nouvelles, en eut implicitement reconnu l'existence. Cette loi, celle du 31 mars 1904, portait simplement que les cours et tribunaux ordinaires pourraient désormais « tenir compte, pour prononcer la relégation, des condamnations prononcées, soit par les tribunaux militaires ou maritimes, en dehors de l'état de siège, soit par les tribunaux institués en Algérie par le décret du 9 août 1903. »

Remarquons ici, est-ce un signe des temps, que le décret de suppression est presque passé inaperçu. Nulle allusion n'a été faite à la loi du 31 mars 1904, et il semble que l'opinion unanime ait été qu'un décret pouvait parfaitement anéantir l'œuvre d'un autre décret. Il n'y eut, à la Chambre, aucune interpellation dans le genre de celle, restée fameuse, de M. Albin Rozet, en 1903.

§ 2. — Commentaire succinct du Décret de suppression.

Le décret du 1^{er} mai 1930 est ainsi conçu :

ARTICLE 1^{er}. — Le décret du 9 août 1903, relatif à la réorganisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie est et demeure abrogé.

ARTICLE 2. — Dans toute l'étendue de l'Algérie du Nord, les délits commis par les indigènes n'ayant pas acquis la plénitude des droits civils et politiques rattachés à la qualité de citoyen français, ou reconnus à la femme française seront dorénavant déférés à la juridiction du juge de paix statuant correctionnellement, ou à celle du tribunal correctionnel, dans les mêmes conditions que celles qui sont édictées par l'article 14 de la loi du 4 février 1919, complétée par la loi du 4 août 1920, en faveur des indigènes inscrits sur les listes électorales.

ARTICLE 3. — Le présent décret recevra son effet à partir du 1^{er} janvier 1931.

Soulignons d'abord les termes defectueux du décret, qui peuvent donner lieu à équivoque :

Pourquoi, au lieu des mots « juridiction du juge de paix statuant correctionnellement » ne pas avoir précisé qu'il s'agissait des juges de paix à compétence étendue, créés par le décret du 19 avril 1854 ?

Pourtant, il nous paraît que, désormais, les indigènes musulmans, qu'ils soient ou non électeurs, ne pourront en principe être condamnés, en ce qui concerne les délits commis par eux dans l'étendue du Territoire du Nord, que pour les mêmes faits et par les mêmes tribunaux que les citoyens français. Dans les cantons ruraux, sièges de justice de Paix à compétence étendue, et pour les délits punis par la loi d'une peine égale ou inférieure à six mois de prison et 500 francs d'amende ou de l'une de ces deux peines seulement (ainsi que pour les délits de chasse ou les délits dits « contraventionnels ») les indigènes seront désormais, comme d'ailleurs, les citoyens fran-

çais ou les étrangers non musulmans, déférés devant le juge de paix statuant en matière correctionnelle. Ils seront déférés devant les tribunaux correctionnels pour les autres délits. Dans les cantons où il n'y aura qu'une justice de paix à compétence restreinte (chef-lieu d'arrondissement) ils seront, pour tous les délits (sauf une exception en matière forestière existant d'ailleurs pour les Européens) déférés devant les Tribunaux correctionnels.

Après avoir posé la règle générale, le décret précise les exceptions : les indigènes... seront, dorénavant, déférés aux juridictions françaises, « dans les mêmes conditions que celles qui sont édictées par l'article 14 de la loi du 4 février 1919, complétée par la loi du 4 août 1920, en faveur des indigènes inscrits sur les listes électorales ».

Cela revient à dire que, désormais, les indigènes ne sont, en principe, justiciables des tribunaux français que pour les mêmes délits, que ceux que pourraient commettre les citoyens français, à l'exception cependant d'un certain nombre d'infractions limitativement prévues par la loi, qui restent spéciales aux indigènes, et qui sont :

1^o Certaines infractions édictées pour la protection et la conservation des forêts, et prévues par la loi du 21 février 1903, notamment par les articles 127 relatif aux postes-vigie, 130, relatif aux amendes collectives et le séquestre, 129, § 3 et 131, sur l'interdiction temporaire de parcours aux usagers ;

2^o Les infractions prévues par le décret du 12 dé-

cembre 1851, relatif à l'achat, la vente et la détention d'armes et munitions de guerre ;

3^o Les infractions prévues par la loi du 15 juillet 1914 et entraînant la mise en surveillance spéciale ;

4^o Les contraventions à l'indigénat, quant le contrevenant indigène, quelle que soit sa qualité, aura subi une peine d'emprisonnement de plus de six mois.

Le décret du 1^{er} mai 1930 devait entrer en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1931. Mais deux autres décrets, en date des 7 octobre 1930 et 21 avril 1931 (1), prorogèrent cette date, d'abord au 1^{er} avril 1931 ; puis, définitivement, au 1^{er} juillet 1931.

De plus, le 27 juin 1931, il est intervenu un décret réglant certaines mesures transitoires.

Les tribunaux répressifs auront donc eu tout le temps nécessaire pour liquider, en temps voulu, leurs rôles.

Mais, d'ores et déjà, on peut prévoir que la transmission des affaires ne s'effectuera pas sans peine. Les tribunaux répressifs furent très actifs pendant les quelque trente ans de leur existence. Ils ont jugé, en effet, en 1913 : 29.444 prévenus ; en 1920, 27.201 ; en 1924, 23.327 ; en 1925, 27.174 ; en 1926, 25.730 (Rapport au Président de la République, sur l'administration de la justice en 1926. *J. O.* annexes n^o 949 et 831 : année 1929). Ces chiffres se sont élevés à 31.276 prévenus en 1927.

En 1927, le seul tribunal répressif d'Alger a jugé : 3 077 délinquants indigènes ; alors qu'il en jugeait

1. Voir leur texte en annexe.

3.055 en 1922 ; 2.750 en 1923 ; 2.775 en 1924 ; 2.773 en 1925 et 2.976 en 1926 (statistiques officielles).

Il est évident que les tribunaux français, tels qu'ils existent aujourd'hui, sont dans l'impossibilité de juger cette clientèle nouvelle ; et que des créations s'imposent ; créations de postes de suppléant de juge de paix ; création de chambre d'Instruction ; de chambres ou de sections de chambres près les tribunaux de première instance, ou près la Cour d'appel ; puisque celle-ci, en définitive, est appelée à juger seule en appel les indigènes, qui, autrefois, étaient justiciables des dix-sept tribunaux d'arrondissement, tribunaux d'appel des juridictions répressives. Il faudra, d'autre part, voter les crédits nécessaires pour ces créations ; et aussi prévoir l'augmentation énorme des frais de justice, qu'entraînera la réforme (Taxe à témoins, significations des actes de procédures par huissiers ; transfèrement de prisonniers, etc...)

Ce n'est pas au moment où les tribunaux algériens sont presque tous surchargés par des affaires de toutes sortes, civiles, musulmanes, commerciales et pénales et n'arrivent plus à épuiser normalement leurs rôles actuels, qu'on peut impunément leur donner à juger un nombre considérable d'affaires nouvelles, sans risquer de compromettre la bonne marche de la Justice ; et de léser les intérêts des justiciables, qu'on a voulu avantager en leur appliquant le droit commun (1).

1. Signalons d'abord qu'il est intervenu récemment une Loi du

D'autre part, rappelons ici, que rien n'est changé quant aux crimes commis par les indigènes, qui restent de la compétence des cours criminelles ; ni quant au code de l'indigénat, tel qu'il a été réglementé par la loi du 15 juillet 1914 ; que le décret du 1^{er} mai 1930 n'a certainement pas modifiée.

Bien mieux, nous l'avons dit, les peines de l'indigénat continuent à rester applicables à n'importe quelle catégorie de contrevenants indigènes, électeurs ou non, au cas de condamnation à une peine supérieure à trois mois d'emprisonnement pour crime ou délits. (art. 5 de la loi du 15 juillet 1914 et 3 de la loi du 4 août 1920).

Mais cela étant, que le décret du 1^{er} mai 1930 l'ait voulu ou qu'il ne l'ait pas voulu, il reste en Algérie deux catégories d'indigènes, ceux inscrits sur les listes électorales (catégorie créée par la loi du 4 février 1919) et les autres, y compris les anciens militaires pourvus du certificat de bonne conduite (catégorie créée par le décret du 1^{er} mai 1930). Des différences vont donc subsister.

En effet, si des indigènes des deux catégories sont tous devenus justiciables des tribunaux français, il

11 juillet 1931 (*J. O.* du 12 juillet 1931) qui remédie à cette situation en créant des postes nouveaux 1^o) à la Cour d'appel 2^o) aux Tribunaux de première Instance ; 3^o) aux Tribunaux de Paix ; d'autre part que la délégation des non-colons aux Assemblées financières algériennes, a dans sa séance du 8 mai 1933 (*), demandé la création de Chambre d'instruction et le renforcement du personnel des greffes, afin d'alléger la tâche de la justice. Une motion a été votée dans ce sens.

(*) Compte rendu de l'année 1933, Délégation des Non-Colons, p. 139.

n'en reste pas moins vrai que, pour des faits identiques, certaines personnes seront poursuivies devant ces juridictions et que d'autres ne le seront pas et ne pourront pas l'être. Le régime de l'indigénat en d'autres termes, reste donc intact et c'est fort heureux, car il a fait ses preuves. Par exemple, la loi du 15 juillet 1914, dans son article 17, a érigé en délit correctionnel le fait, par un indigène d'Algérie, de se rendre à l'étranger, sans être muni, au préalable, d'un passeport et ce sous peine d'une amende de 50 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En vertu des lois du 14 février 1919 et du 4 août 1920, les indigènes inscrits sur les listes électorales ne peuvent plus qu'être soumis aux lois et règlements qui règlent la circulation des citoyens français, à travers le monde et l'article 17 ne leur est plus applicable.

Mais, pour les autres indigènes, le décret du 1^{er} mai 1930, n'a pu modifier la loi du 15 juillet 1914. Celle-ci a créé un délit spécial et si en vertu du décret de 1930, les indigènes non électeurs ne peuvent plus être déférés qu'aux juridictions françaises, ils n'en continueront pas moins à répondre devant ces juridictions, de tous les délits spéciaux, qui peuvent leur être imputables ; non seulement de ceux énumérés par la loi de 1919 ; mais de tous ceux qui peuvent avoir été créés par un texte spécial, que le décret du 1^{er} mai 1930 n'a pas explicitement abrogé ; que ce texte soit une loi ou un décret. Cela est si vrai qu'il

y a lieu de tenir compte des délits spéciaux aux indigènes, qu'un texte récent, la loi du 2 avril 1930, sur la constitution de l'état civil des Indigènes Musulmans a édicté dans son article 2 des peines contre les contrevenants « sans qu'ils puissent exciper de la disposition du 3^e alinéa de l'article 14 de la loi du 14 février 1919 sur l'accession des indigènes musulmans de l'Algérie aux droits politiques ».

§ 3. — **Appréciation et réactions.**

Nous nous proposons de passer en revue dans ce paragraphe des opinions des délégations françaises représentant les forces vives des trois catégories de la population algérienne, puis celle des auteurs, du barreau et de la presse.

A tout seigneur tout honneur ; ces délégations financières, dont le lecteur se rappelle le rôle si important, presque décisif, joué lors de la création des Tribunaux répressifs, en 1902, comment ont-elles accueilli leur suppression ? Comment ont-elles réagi ? Notre curiosité est déçue, si nous nous bornons à feuilleter les comptes-rendus au début de 1930. La crise économique se développait et l'intérêt se portait infiniment plus sur le cours du blé et de l'orge que sur le reste. Par contre, vers la fin de l'année, on peut relever à la treizième séance des non-colons du samedi 20 décembre 1930, des débats d'ordre financier et juridique extrêmement importants et intéressants, que nous allons citer presque en entier malgré leur

longueur, car ils émanent d'hommes d'affaires particulièrement qualifiés.

M. Duclos — « Messieurs, le budget de la justice est dominé cette année par une question d'une très haute importance : *la suppression des Tribunaux répressifs*. Cette importance est grande, tant au point de vue des conséquences sociales et administratives que cette suppression entraîne, qu'au point de vue des conséquences financières et fiscales, ainsi que vous allez en juger. Sous le régime ancien, encore en vigueur pour quelques mois, régime institué par deux décrets des 29 mars et 28 mai 1902 les indigènes musulmans de l'Afrique du Nord étaient justiciables en raison des délits qu'ils commettaient sur le territoire de l'Algérie, de Tribunaux spéciaux institués par ces décrets et que l'on appelait les Tribunaux répressifs... Les conséquences générales qu'on peut à présent envisager, sont les suivantes : si les juges de Paix à compétence restreinte vont être déchargés entièrement du soin de juger les affaires autrefois dites répressives, et si les juges de Paix à compétence étendue vont être déchargés de la présidence des Tribunaux répressifs, cependant les juges de Paix vont voir leur rôle d'instructeurs considérablement accrus, et d'un autre côté et surtout les Tribunaux et les Cours d'Appel d'Alger vont voir leurs attributions s'enfler dans une large mesure. Il importe, Messieurs, pour vous donner une idée très exacte de l'importance de la réforme, que vous saisissiez dans les chiffres que je vais vous faire connaître, la gravité

de la décision qui est prise, peut-être d'une façon un peu improvisée, par le décret du 1^{er} mai 1930. Je me référerai pour cela aux chiffres fournis pour l'année judiciaire 1929. En 1929 les Tribunaux répressifs de l'Algérie ont jugé 21.455 affaires. Si la réforme était effectuée sur la base de ce chiffre, 4.409 de ces affaires seraient déferées à la compétence des juges de Paix à compétence étendue institués par le décret bien connu de 1854, 17.046 affaires seraient de la compétence nouvelle des Tribunaux Correctionnels... Il est évident, Messieurs, qu'en présence de l'augmentation considérable de leurs charges, il faudra envisager presque dans chacun des Tribunaux de l'Algérie, la création d'une chambre nouvelle... En ce qui concerne les Appels correctionnels, lorsqu'il faudra que les Cours d'Appel en sus des Appels des 9.561 affaires jugées par les Tribunaux correctionnels, jugent par surcroît les Appels de 17.046 affaires qui vont maintenant échoir aux Tribunaux correctionnels, il faudra ajouter aux 1.293 Appels dont elle connaît actuellement, le chiffre considérable de 2.386 Appels nouveaux, ce qui portera le chiffre des Appels dont connaîtra la Cour... au chiffre global de 3.679 Appels. La situation de la Cour serait alors très grave... Les Parquets vont voir leurs charges considérablement accrues. En 1929, sur 45.260 plaintes qui ont été formées en Algérie, 22.252 ont dirigé les inculpés sur les Tribunaux répressifs actuels. Ces 22.252 plaintes vont être désormais instruites par les Parquets et par les juges d'Instruction des Tribunaux de première

instance. C'est autant qu'on va ajouter aux charges de ces fonctionnaires... Il faudra également, Messieurs, créer des greffiers et des interprètes... L'insuffisance des locaux disciplinaires va devenir plus grande encore. En ce qui concerne les témoins d'instruction et d'audience, nouvelles charges... Si l'on songe au nombre impressionnant des témoins que les affaires répressives ont déplacé en 1929, 24.155 témoins ont été entendus... Enfin, les entretiens des bâtiments nouveaux, l'accroissement du personnel de la gendarmerie et des gardiens de prison... L'incidence des condamnations à la relégation du fait de la loi de 1885, tout cela augmentera les dépenses ».

M. Duclos continue en disant que la question de la légalité du décret de suppression pourra se poser, que les Tribunaux Répressifs se sont montrés à la hauteur de leur tâche, que la masse de la population indigène ne désire pas la réforme, et termine en demandant que le décret soit rapporté.

Un autre délégué, M. Lisbonne, attaque, au contraire, les Tribunaux Répressifs, en se plaçant plutôt au point de vue moral qu'au point de vue financier ; il est en faveur du décret de suppression. Qui constituent, dit-il, les Tribunaux Répressifs ? Quelquefois un tout jeune juge de Paix au début de sa carrière, puis, un colon foncièrement honnête, mais qui ne voit qu'une seule chose, la défense de son intérêt personnel. Et il arrive très souvent que pour des vols insignifiants, pour des faits sans importance, le Tribunal répressif frappe très durement l'indigène. A

côté, vous avez le fonctionnaire indigène qui, malheureusement, subit quelquefois des influences. Les Tribunaux répressifs sont donc composés d'un jeune magistrat inexpérimenté, d'un colon qui ignore probablement le Droit et qui a peut-être des idées très préconçues contre l'indigène, et d'un fonctionnaire indigène qui n'a pas toujours l'idée de Justice. Le juge de carrière s'élève au-dessus de ces considérations .. Il est regrettable que la mesure proposée (la suppression des Tribunaux Répressifs) entraîne des conséquences financières, mais au point de vue de la justice, de la justice qui doit être une, et que nous devons à nos 5 millions d'indigènes comme à nos 800.000 européens, on ne peut que l'approuver ».

M. Mercier, lui, se plaint du caractère hâtif de la suppression : une réforme de ce genre qui met en question l'organisation même de la justice en Algérie, n'aurait pas dû être improvisée, et je puis le dire, imposée au pays par une décision du pouvoir central, sans même que les Assemblées Algériennes et que les représentants des populations indigènes aient été appelés à émettre leur avis... Plus loin il ajoute, et ceci est essentiel : *la sécurité est à peu près assurée en Algérie*. Il n'en était pas de même il y a une trentaine d'années. Quel était alors le cri des populations, surtout de celle du Bled ? La sécurité avant tout ! — Donnez-nous la sécurité ! — Nous n'entendons plus aujourd'hui ces doléances.

Finalement on adopta la motion suivante, se bornant en somme à enregistrer le fait accompli : la délé-

gation des non-colons regrette que la décision de supprimer les Tribunaux répressifs ait été prise sans consultation préalable des Assemblées algériennes, et spécialement des représentants des populations indigènes au sein de ces assemblées ; attire l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de prévoir une organisation judiciaire, adaptée aux besoins et aux conditions spéciales de l'Algérie, l'assimilation pure et simple avec la métropole ne pouvant donner satisfaction aux populations indigènes en raison de l'énormité des distances et du petit nombre des Tribunaux.

Quant à la délégation des colons, elle a discuté la question à peu près à la même date (6^e séance, jeudi 11 décembre 1930) elle fut unanime à *désapprouver* la suppression des Tribunaux répressifs « mesure que les justiciables même indigènes ne réclamaient nullement, de nature à entraîner des déplacements onéreux, beaucoup de frais ». Le Commissaire du gouvernement souligna qu'il s'agissait en l'espèce, avant tout, d'une mesure politique discutée en France, il craignait surtout un encombrement des Tribunaux, les affaires jugées par les 115 Tribunaux répressifs, devant incomber aux Tribunaux d'arrondissement, au nombre de 17 seulement.

La délégation indigène — section Arabe et Kabyle — semble s'être émue surtout du sort des commis-greffiers, et a demandé dans sa huitième séance du 1^{er} décembre 1931, l'augmentation du nombre des postes de ces fonctionnaires.

Tout le monde était donc d'accord pour demander

le renforcement du service de la justice algérienne.

En somme les délégations mises en présence du fait accompli, se bornèrent à des protestations plutôt platoniques, n'osant contrecarrer l'œuvre du gouvernement.

Pendant les sessions de 1932, il ne semble pas que les délégations se soient préoccupées de la réforme, la crise économique accaparant toute leur attention.

Pendant la session de 1933, la délégation des non-colons a demandé la création de postes de greffiers, et d'une chambre d'instruction nouvelle dans tous les tribunaux d'Algérie.

Dans son beau livre, sur l'œuvre de la France en Algérie, M. Norès, après s'être déclaré mis en présence d'un fait acquis, continue en ces termes : « La première conséquence de cette mesure (la suppression des Tribunaux répressifs) est d'ordre pécuniaire.

A un examen superficiel, il pourrait sembler que la suppression des Tribunaux répressifs soit la chose la plus simple du monde. Avant 1903, les délits commis par les indigènes étaient jugés comme ceux dont se rendaient coupables les Européens par les Tribunaux correctionnels d'arrondissement, et en Appel, par la Cour : Il n'y a donc qu'à revenir sans autre forme de procès, à cette manière de faire, et à procéder de nouveau en 1931, comme on le faisait en 1902. Mais la vérité est que les choses ne sont pas aussi simples. Il y a trente ans, les Tribunaux d'arrondissement de la colonie jugeaient en moyenne un total de 11.000 affaires civiles, et 2.3000 affaires musulmanes ;

aujourd'hui ces chiffres sont montés respectivement à 20 000 et 4.700 soit sensiblement le double, alors que le nombre des Tribunaux n'a été augmenté dans l'intervalle que d'une unité. On peut donc dire que ces juridictions sont à l'heure actuelle, deux fois plus occupées qu'en 1902, et qu'il leur sera d'autant plus impossible d'assumer en supplément, la charge des affaires correctionnelles indigènes que celles-ci sont elles-mêmes beaucoup plus nombreuses qu'au début du siècle, en raison tant de multiples délits nouveaux créés par la législation depuis trente ans, que de l'augmentation de la population indigène, augmentation qui, pour cette période, est d'environ 30 %. On peut faire valoir les mêmes considérations pour la Cour d'appel qui va avoir à statuer sur un nombre d'appels correctionnels double de celui actuel. Il va donc falloir créer de nouvelles chambres, tant à la Cour que dans certains tribunaux, et d'une manière générale augmenter le personnel, pour tous les autres. On pourrait répondre : ce n'est qu'une question de crédit, mais ce ne serait pas rigoureusement exact, car c'est aussi une question de recrutement. A l'heure actuelle en effet, on ne trouve plus que très difficilement des candidats pour les postes de suppléants rétribués de Juges de paix : les jeunes licenciés accoutumés à l'existence de la grande ville, ne se résignant pas volontiers à s'exiler dans des villages perdus, et dépourvus de ressources... D'autre part, les frais de justice criminelle vont se trouver considérablement majorés par suite tant du transfèrement des

détenus devant les Tribunaux correctionnels et devant la Cour, que des taxes à allouer aux témoins. La deuxième conséquence de la suppression des Tribunaux répressifs que nous avons à signaler, est d'un ordre plus technique : elle va avoir pour résultat d'éloigner démesurément le juge du justiciable. Nous avons dit, et il est notoirement connu dans les milieux judiciaires que beaucoup de délinquants indigènes cachaient leurs qualités d'électeurs ou d'anciens soldats, qui les rendaient justiciables du Tribunal correctionnel, de manière à être déferés au Tribunal répressif en première instance, au Tribunal d'arrondissement en Appel, afin d'éviter les frais considérables d'un voyage à Alger, en cas de recours au deuxième degré de juridiction. Or, par suite de la suppression des Tribunaux répressifs, tels justiciables auront à parcourir, aller et retour, 450 kilomètres, et plus, soit, si l'on veut une comparaison, la distance de Paris à Lyon, pour se rendre au Tribunal d'arrondissement ; 1.500 kilomètre et plus, soit la distance de Marseille à Amsterdam pour aller en appel devant la Cour. Pratiquement, c'est rendre la justice inaccessible... M. Norès aurait souhaité alors la création de Tribunaux correctionnels cantonaux, ayant comme président un juge ambulant du Tribunal d'arrondissement, avec, comme juridiction d'appel, le Tribunal d'arrondissement lui-même. On sait que cette conception n'a pas prévalu.

Quant à M. Larcher qui s'était signalé par une opposition si acharnée aux Tribunaux répressifs, il

était malheureusement décédé peu avant leur suppression. Cependant dans l'édition de 1931, de son *Traité historique, théorique et pratique, des juridictions répressives musulmanes en Algérie* (Alger, Jules Carbone, éditeur, 1931), son éminent disciple et continuateur de son œuvre, M. Rectenwald ne manque pas de faire allusion au triomphe de ses idées : « Après la suppression des pouvoirs disciplinaires des administrateurs, voici celle des Tribunaux Répressifs : voilà qui réjouira les mânes de notre bon maître E. Larcher. Son vœu le plus cher serait exaucé si les pouvoirs disciplinaires du gouverneur général allaient rejoindre aussi ceux des administrateurs mixtes »... Somme toute, et nous l'avons vu, en étudiant les causes de l'insécurité qui avaient provoqué la création des Tribunaux Répressifs, ce n'était pas tant le régime spécial aux indigènes que M. le Professeur Larcher avait tant critiqué, que la façon dont on l'avait imposé, sa non-justification en Droit, sinon en fait, et la privation de certaines garanties auxquelles tous les justiciables, même indigènes, sont en droit de prétendre. La preuve en est que M. Larcher était partisan de l'extension des Tribunaux Répressifs, aux territoires du Sud de l'Algérie, projet que le décret du 1^{er} mai 1930, a naturellement mis à néant.

Quelle fut maintenant la réaction de la presse ? Commençons par *La Dépêche algérienne*, journal modéré : Nous n'avons rien relevé ni en 1930, ni en 1931. Beaucoup d'article sur des sujets économiques, rien sur ce qui nous intéresse.

Dans son numéro de mai 1930, le *Bulletin du Comité de l'Afrique française* se borne à reproduire le texte du décret de suppression, sans aucun commentaire.

Juste au moment, le Président de la République effectuait un voyage par toute l'Algérie. Signalons incidemment un passage des discours de bienvenue : « la pacification des esprits, la *sécurité*, l'instruction, la justice, l'assistance, l'hygiène, la prospérité économique, le bien-être matériel et moral, tels sont les principaux bienfaits que nous devons à la France, et qui portent le signe de son inépuisable générosité, dont notre gouverneur général aimé et respecté M. Pierre Bordes nous prodigue sans cesse les témoignages (allocution du Bachagha Bjelloul, Chef de la Confédération des Larbaa) M. Bou-Médine, au nom des musulmans d'Alger, n'hésite pas à formuler des vœux « pour l'élargissement du statut politique dans le cadre de la paix algérienne, et de la souveraineté française, l'extension de l'instruction à tous ses enfants, la *suppression des juridictions d'Exception* », etc..

Il faut attendre jusqu'en mars 1931 pour trouver dans le *Bulletin du Comité de l'Afrique française*, une appréciation nette quoique fort brève, touchant la suppression des Tribunaux Répressifs. Voici ce qu'un rédacteur anonyme écrivait en guise de commentaire aux discours du nouveau Gouverneur général M. Carde, prononcés devant les délégations financières et le conseil supérieur du gouvernement : « Certains droits politiques reconnus par trop rapidement, certaines

libertés ou franchises accordées à des sujets encore frustes et primitifs, n'ont pas été sans provoquer des incidences fâcheuses dans des cerveaux versatiles et peu aptes à en faire un usage sain et profitable. C'est ainsi que, pour répondre aux vœux émis par des élus indigènes en mal de popularité de mauvais aloi, nos gouvernants ont fait un geste magnanime de libéralisme, qu'ils ont cru pouvoir être apprécié à sa juste valeur, en décidant à l'occasion des fêtes du centenaire, la suppression des Tribunaux Répressifs ; cette réforme a mécontenté les Européens et n'a nullement satisfait les indigènes.

Les premiers n'ont vu en elle qu'un acte de démagogie mal inspirée dont les conséquences sociales et financières leur apparaissent redoutables ; les seconds ont vu avec regret disparaître une juridiction à laquelle ils étaient accoutumés, parfaitement ajustée à leur mentalité, proche d'eux, expéditive et peu coûteuse, et à laquelle a été substituée notre juridiction correctionnelle compliquée, dispendieuse et en fin de compte plus sévère aux justiciables que l'autre ». Ici le son de cloche est bien différent (*Bulletin du Comité de l'Afrique française*, 1931, p. 167).

Dans son numéro du 2 mai 1930 la *Dépêche de Constantine* se borne à annoncer la suppression des Tribunaux Répressifs en ajoutant : « cette mesure marque la volonté du gouvernement d'appliquer progressivement et le plus rapidement possible aux indigènes algériens, le droit commun. La réforme actuelle qui coïncide avec le voyage du Président de la Répu-

blique en Algérie, pour le Centenaire, sera accueillie avec satisfaction par la population musulmane, qui y verra une preuve de la haute et persévérante sollicitude de la France à son égard ».

Dans son numéro du jeudi 22 mai 1930, la *Dépêche de Constantine* écrit ce qui suit, sous le titre *Une juridiction qui s'en va* : Les Tribunaux répressifs sont officiellement condamnés à disparaître à partir du premier janvier prochain, de l'arsenal judiciaire de l'Algérie. Ils auront vécu un peu plus de vingt-huit ans, ayant vu le jour en 1902, au cours d'une crise d'insécurité redoutable, qui n'était pas sans susciter de sérieux périls pour l'existence même de tout ce qui touchait à la colonisation de nos trois départements d'outre-mer. A franchement parler, les deux décrets qui les instituèrent furent très diversement accueillis, ce qui est le sort de toute innovation d'ordre extra-juridique. Dans la mise en vigueur de celle-ci, la cabale des uns devait donc fatalement se heurter à la satisfaction des autres, passe d'armes passionnée s'il en fût, où l'on brisa force lances et où l'on fit assaut d'épigrammes, sans rien changer d'ailleurs aux décisions jugées nécessaires par nos élus et par le gouvernement. J'ai eu la curiosité de feuilleter les journaux de l'époque, et de parcourir rétrospectivement ce champ de bataille tumultueux. J'y ai vu notamment que, tandis que M. le Bâtonnier des avocats de Constantine s'indignait avec éclat contre ce qu'il appelait la négation même de toute législation pénale, le Sénateur algérois Gérénte ne crai

gnait pas de dire : « Lorsqu'un enfant ou un animal commet une faute, il faut la réprimer de suite, pour que la leçon soit comprise par l'enfant ou l'animal. Il en est ainsi pour les indigènes, qui, ayant une cérébralité, une éducation et une civilisation différents des nôtres, doivent avoir des droits différents des nôtres. Au surplus, cette conception des droits naturels n'est point en opposition avec celle des Droits de l'Homme ». Mais il y eut mieux encore que cet échange d'arguments contradictoires. Moins d'un an après, le Député arabophile Albin Rozet (Ali Ben Rozet, écrivaient les gazettes) remplissait l'Officiel du débordement de son interpellation fameuse sur le fonctionnement prétendu déplorable des Tribunaux répressifs. Tout cela est loin, bien loin. Quoiqu'on puisse prétendre, l'institution n'aura pas été sans utilité pour la sécurité compromise. Mais, avec la grande guerre, des évènements considérables ont surgi, qui devaient fournir à la République l'occasion de prouver à nos sujets musulmans que la France sait reconnaître la communauté de sang versé pour le salut de la patrie. Après l'abolition du code de l'Indigénat, l'octroi du port d'armes et l'accroissement de certains droits politiques, c'est aujourd'hui à l'aube du centenaire l'abandon de la procédure répressive foudroyante. Peut-être dira-t-on dans certains milieux, que c'est là un excès de générosité française, à quoi la collectivité indigène s'honorera de répondre, en se montrant digne à tous égards de cette nouvelle marque de confiance et de dignité ».

La *Presse libre d'Alger* annonce dans son numéro du 2 mai 1930 la suppression des Tribunaux répressifs indigènes, en ces termes :

« Nos frères musulmans pourront en toute sincérité se joindre à nous pour acclamer le chef de l'Etat. Le Président de la République leur apporte un cadeau d'importance : la suppression des Tribunaux Répressifs. Nous publions ci-dessous un télégramme officiel annonçant cette mesure importante. Désormais, Musulmans et Français auront les mêmes juges, seront soumis à la même loi. Il faut se réjouir de cette nouvelle marque de bienveillante sympathie du gouvernement de la République envers les populations musulmanes de l'Algérie. Cette décision qui libère les indigènes d'une juridiction d'exception, est d'ailleurs conforme à la formule d'administration du Maréchal Bugeaud. Le but que nous poursuivons c'est la constitution dans l'Afrique du Nord, d'une province française, fondue dans l'unité nationale, ayant les mêmes aspirations, le même idéal que la mère patrie. Ce but ne peut être atteint que par une politique prudente, mais obstinée d'assimilation. Nous devons donc tendre une main fraternelle aux Musulmans, et, au fur et à mesure de l'évolution, supprimer les barrières qui les séparent de nous. Les Tribunaux répressifs étaient une de ces barrières, une barrière qui depuis longtemps s'avérait vermoulue. Un décret du Président de la République la jette à bas. Cela signifie qu'il y aura un peu moins d'abus dans le bled. Les Musulmans comprendront, nous

n'en doutons pas, la portée et la signification de cette réforme. Ils en sauront gré à M. Doumergue, à qui ils manifestent leur gratitude par leurs acclamations enthousiastes ». Toutefois, dans son numéro du 21 mai 1930, le même journal publiait un article présentant la question sous un jour absolument différent, sous le titre : « La suppression des Tribunaux Répressifs n'est pas une réforme nationale ». « La célébration du Centenaire de la conquête de l'Algérie devait être la grande manifestation symbolique de l'Algérie enfin réconciliée avec elle-même, dans l'union étroite au sein de la France, de toutes les races et de toutes les religions. Une Algérie nouvelle devait après cent ans de labeur et d'expérience, de francisation ardente et de loyalisme éprouvé, apparaître aux yeux du monde, dans le déploiement des drapeaux, et l'enthousiasme de tous les natifs de ce pays. La représentation parlementaire indigène était par l'admission de la famille musulmane dans la famille française, la consécration de cette Algérie nouvelle. Hélas ! il est maintenant prouvé que les indigènes demeurent encore exclus de notre société, c'est-à-dire de notre liberté, de notre fraternité. Si l'on en doute, il n'y a qu'à considérer ce qui s'est passé. A une manifestation nationale, comme la célébration du Centenaire, devaient correspondre des réformes nationales, c'est-à-dire positives par leur caractère, bien éminemment français, substantiel, par cette qualité péremptoire (*sic*) qui affirment que la vie indigène était formée dans sa condition morale, politi-

que, et sociale. Or, avec l'arrivée du Président de la République, on a beaucoup entendu fanfares et coups de canons, marques de puissance matérielle et de domination : on n'a pas entendu la moindre annonce d'une réforme nationale, marque de puissance spirituelle et de rapprochement de tous les cœurs. L'Algérie demeure ce qu'elle était hier, dans la séparation de tous ses intérêts. La célébration de la conquête de l'Algérie, telle qu'elle a été conçue et réalisée, n'apparaît maintenant que comme une consécration d'égoïsme, elle est la faillite humiliante de toutes les grandes espérances. Qu'a-t-elle en effet apporté aux fils des vaincus, à qui notre devoir était de faire oublier la défaite de leurs pères ? Rien, absolument rien. Mais on nous dit : Et la suppression des Tribunaux répressifs ? Nous le disons très nettement : dans les conditions qui ont fait de la célébration du centenaire de la conquête de l'Algérie la plus triste chose d'incompréhension nationale et d'idéal tout à fait bafoué, il aurait mieux valu ne rien supprimer. Jusqu'en mars 1902, c'est-à-dire à travers toutes les époques les plus graves, durant lesquelles on pouvait prétendre que la souveraineté française n'était pas suffisamment affermie en notre Nord-Africain, les indigènes coupables étaient déferés à la juridiction des juges de paix, statuant correctionnellement ou à celle du Tribunal correctionnel. L'Algérie ne s'en était pas moins développée : elle avait l'honneur de vivre dans la justice égale pour tous.

L'impérialisme des uns, l'égoïsme des autres, ces

deux grands maux intolérables qui étouffent encore l'Algérie française, firent que l'on créa une juridiction spéciale pour les indigènes, au mépris de cette chose capitale que les indigènes sont français, de par le Sénatus-Consulte de juillet 1865, et qu'ils doivent être traités comme les autres français. La justice égale pour tous disparaissait de l'Algérie. L'honneur de cette dernière était sali par l'institution des Tribunaux Répressifs. La honte ne tardait pas à être consacrée par la plus haute juridiction française. On lit, en effet, dans le récent appel à M. le Président de la République française par le Comité d'action constitué au sein du barreau d'Alger, pour obtenir des pouvoirs publics à l'occasion de la célébration du Centenaire, le geste généreux appelé à réaliser l'égalité de la justice pour tous en Algérie, ces mots significatifs : « Au moment de leur création, les Tribunaux Répressifs ont soulevé des protestations de toutes parts. Le décret illégal qui les a institués fut vivement critiqué, mais la cour de Cassation décida cependant qu'il était exécutoire. Jamais on n'avait vu pareil scandale : la Cour de cassation décidant qu'un décret illégal était exécutoire. Tous, Français et indigènes, nous avons souffert de ce scandale. Les protestations soulevées de toutes parts, au moment de la création des Tribunaux Répressifs, n'ont fait qu'augmenter et que s'affermir. Ce sera l'impérissable honneur de la Faculté de Droit d'Alger, de s'être élevée contre cette juridiction spéciale, de l'avoir stigmatisée, par exemple, par la voix si autorisée de M. E. Larcher, qui dit dans

son Traité de Législation Algérienne : « La composition de ces Tribunaux, la procédure sommaire des flagrants délits donnaient à la juridiction illégalement créée par le décret du 29 mars 1902, un aspect de rigueur et de haine. Haine et illégalité, tel est le double caractère, dont les réformes ultérieures ne les ont pas entièrement dépouillé, des abominables Tribunaux Répressifs ». C'est aussi l'honneur du Parquet d'Alger, lorsque par exemple, aux délégations financières, section Arabe, séance du 8 juin 1922, un membre de cette Assemblée demandait : Etes-vous partisan des Tribunaux Répressifs ? d'avoir nettement répondu par l'organe de M. Eugène Robe, Procureur général, Commissaire du gouvernement : non. C'est l'honneur du barreau d'Alger de s'être récemment adressé pour la suppression de ces abominables Tribunaux, au Président de la République, et d'avoir ces jours derniers, porté cette question devant le congrès de l'Association des Avocats. C'est l'honneur enfin de la ligue des Droits de l'Homme, c'est enfin notre honneur à tous, d'avoir sans cesse demandé qu'au front si beau de l'Algérie n'apparaisse plus cette tache d'une juridiction illégale. Les gouvernants si intransigeants qu'ils fussent, ont toujours cependant senti le malaise qu'il y avait à déférer des inculpés devant un Tribunal qui ne donnerait aucune garantie. Ils ont eux-mêmes réduit le nombre de ceux qui étaient justiciables devant ces Tribunaux, Avec le temps, ce nombre diminuait de plus en plus, les Tribunaux Répressifs n'allaient bientôt plus avoir affaire

qu'à quelques malheureux. Ils prouvaient d'eux-mêmes qu'ils pouvaient définitivement disparaître, sans que le sort de l'Algérie soit bouleversé en quoi que ce soit par cette disparition, pour employer une expression familière « sans tambour ni trompette », que tous nous réclamions. Il n'y a pas, en effet, grand bruit à faire autour de la suppression d'une injustice qui n'aurait jamais dû se produire ; et ce scandale d'une Cour de Cassation déclarant exécutoire un décret illégal. Qu'est donc le contraire, si ce n'est appeler l'attention du monde entier sur ceci, qu'au moment même où nous célébrons un Centenaire qui devrait être le commencement d'une ère nouvelle de réconciliation, de fraternité, d'unité nationale il y a encore en Algérie trop de survivance d'un passé qu'il faut cependant à jamais faire oublier ; et si l'on attire l'attention du monde entier, en présentant cette suppression des Tribunaux Répressifs comme la plus grande Réforme Nationale « qui sera accueillie, dit le communiqué officieux, avec une vive satisfaction par la population musulmane, qui y verra une nouvelle preuve de la haute et persévérante sollicitude de la France à son égard », on ne se moque pas plus impunément de nous tous, français et indigènes. Ça une réforme ? depuis quand a-t-on vu qu'une suppression d'injustice était non seulement un acte commandé par la plus élémentaire conscience, mais une réforme de grande allure ? réforme tout au plus négative du fait même qu'elle rétablit l'ancien ordre des choses, ce qui existait en Algérie avant mars 1902.

Ça, un don, d'un anniversaire grandiose, mémorable, comme celui qui marque qu'il y a cent ans, l'Algérie est devenue française? Mais ce don devrait être quelque chose de positif, d'élevé, dans l'ordre national, comme la marque définitive d'une égalité politique, quelque chose qui s'adresse à la collectivité tout entière! car, en fin de compte, la suppression des Tribunaux répressifs fournit une nouvelle preuve de la haute et persévérante sollicitude de la France vis-à-vis de qui? de ceux là seuls qui, inculpés d'un délit quelconque, ont maille à partir avec la justice. Mais ceux qui ne sont inculpés d'aucun délit, qui n'ont pas maille à partir avec la justice, les indigènes honnêtes, c'est-à-dire la presque unanimité du peuple indigène, qu'obtiennent-ils?

Si bien que l'on peut dire que cette mémorable célébration du Centenaire de la conquête de l'Algérie a abouti à ceci, qu'on a seulement songé à des inculpés, souvent des coupables, et qu'on ne s'est aucunement soucié des gens qui, par leur honnêteté publique et privée, méritaient d'être mieux traités. Et même les inculpés n'auront pas à témoigner une vive satisfaction, car subsistent encore les Cours Criminelles, l'Internement, le Code forestier, etc... Ils se diront qu'il faut attendre un Centenaire pour la suppression d'une juridiction spéciale, il faudra patienter durant des siècles et des siècles, pour obtenir des garanties de la justice que les étrangers même ont en France. Une réforme totale, digne du renom de la France s'imposait ; et non des suppressions

goutte à goutte, comme celle du Code de l'Indigénat, tombée d'ailleurs depuis longtemps en désuétude, comme celle des Tribunaux répressifs dont l'illégalité craquait déjà de toutes parts. Voilà pourquoi la célébration du Centenaire de la conquête de l'Algérie, qui était déjà une faillite humiliante de toutes les plus grandes espérances, devient maintenant une véritable duperie. On a cru jouer au plus malin, en abusant les indigènes, et avec eux, les Français, qui leur sont sympathiques, non en paroles fallacieuses et en hypocrites promesses, mais en actes efficaces, et pour ainsi dire tangibles. On a seulement montré brutalement qu'on était les plus forts, et que la force n'ayant à observer ni considérations morales, ni soucis politiques, on agissait comme on voulait, et qu'on était quitte en donnant aux indigènes et à leurs véritables amis, un os à ronger. Faut-il dire que nous ne nous contentons pas de cet os à ronger ? Patriotes, nous voulons la France digne d'elle-même. Algériens, nous voulons l'Algérie terre de justice et de Droit, terre habitable pour tous ses fils, quelles que soient leur race et leur religion. A quoi nous servirait d'être français si nous devions, nous aussi, contribuer à montrer au monde entier que l'Algérie est demeurée une terre de conquête, au sens le moins noble du mot ? ».

L'écho d'Alger, lui, est excessivement bref dans ses appréciations, puisque, dans son numéro du 2 mai 1930, il se borne à écrire à propos de la suppression des Tribunaux Répressifs : « cette mesure

marque la volonté du gouvernement, d'appliquer progressivement et le plus rapidement possible, aux indigènes algériens, le régime du Droit commun », rien d'autre...

Dans son numéro du jeudi 8 mai 1930, le journal *L'Algérie* écrit ce qui suit, touchant l'évènement du jour, la suppression des Tribunaux Répressifs : « nous avons célébré comme il sied ce geste du gouvernement qui, à l'occasion du Centenaire, a tenu à marquer de façon tangible ses intentions formelles d'incorporer chaque jour davantage, la petite famille indigène dans la grande famille française. Nous aurions aimé que ce geste allât jusqu'aux Cours criminelles, puisque tout le *Barreau d'Alger* en réclame la suppression à cor et à cris, mais puisque tout vient à point à qui sait attendre, nous osons croire que la chose n'est que retardée afin d'éviter un remaniement hâtif de la machine judiciaire.

Nous pensions évidemment qu'une égalité de traitement devant la loi, dans l'application des peines, était à la base de toute assimilation, même progressive. Par curiosité, nous avons demandé à de nombreux avocats, ce qu'ils pensaient de cette suppression des Tribunaux répressifs. Tout d'abord, qu'il nous soit permis de dire ici, à la louange des membres du barreau, que nous avons trouvé chez eux, en général, un esprit franchement orienté vers le perfectionnement de nos institutions, vers les réformes, vers l'émancipation de l'indigène. Ayant tous des Musulmans dans leur clientèle ils ont appris à mieux les

connaître, à scruter leur cœur, à compatir à leurs misères. Beaucoup d'entr'eux, initiés à la langue arabe, touristes à temps perdu, se sont créés de nombreuses et solides amitiés dans le monde indigène du bled. C'est plus qu'un rapprochement, c'est une véritable communion d'idées et de sentiments, qui est venu sceller le pacte d'amitié. Cela, pour nous, était un sûr garant que leur opinion sur la question de la suppression des Tribunaux répressifs ne serait entachée d'aucune passion hostile. Cette opinion est presque unanime. Elle célèbre d'abord le principe : « le même Tribunal, pour les mêmes délits ». Puis, entrant plus avant dans la question, nos interlocuteurs se sont demandé en toute sincérité, si, pratiquement, cette réforme est avantageuse pour l'indigène. Car pour eux, avocats avant tout, ils envisagent au point de vue juridique, si le client bénéficie ou non d'une réforme. Or, deux points de vue s'affrontent. Dans le bled, cette suppression est heureuse. A Alger, et dans les grandes villes, les défenseurs craignent fort de voir les indigènes regretter bien vite le Tribunal défunt. En effet, tel qui, au répressif, se voyait infligé, après quelques jours d'instruction, un ou deux mois pour une bagatelle, n'aura guère moins, sinon autant en Correctionnelle avec la circonstance aggravante, qu'il aura purgé auparavant, trois ou quatre mois de prévention. Car c'est là l'horrible défaut de notre machine judiciaire. Elle est d'une lenteur désespérante. Ceci actuellement. Que sera-ce quand nos Chambres auront à connaître en sus

toutes les affaires confiées auparavant, aux Tribunaux répressifs ? Nos avocats tremblent d'avance devant l'embouteillage inévitable. Voilà donc l'inconvénient qu'ils signalent. L'expérience nous dira s'ils ont raison. D'ores et déjà, nous voyons, nous, un autre sujet de satisfaction à ajouter à celui de voir l'uniformisation de la justice, c'est que demain, mécontents des lenteurs de la machine judiciaire, les indigènes musulmans se joindront à nous, pour réclamer des pouvoirs publics, les drogues et interventions chirurgicales nécessaires pour remettre d'aplomb la douai-rière Thémis et son évangile napoléonien ».

Le journal *Akhbar* du mercredi 30 avril 1930, rendait compte d'une conférence faite à Bône, le 29 mars sur le Centenaire, et au cours de laquelle l'orateur, après avoir retracé l'œuvre de la France en Algérie, en arrivait à parler des réformes, dont les indigènes demandent la réalisation, et notamment la suppression des Tribunaux et lois d'exception, mais aucun article de fond.

Il faut attendre le n^o du jeudi 12 juin 1930, de la *Dépêche Oranaise*, pour trouver une appréciation portée sur la suppression des Tribunaux répressifs. Après avoir énoncé le texte du décret du 1^{er} mai, le journal ajoute : « si une suppression s'imposait, ce n'est pas évidemment celle des Tribunaux répressifs, décidée, sans que fussent consultés les principaux intéressés, c'est-à-dire les basses classes, et les moyennes classes de la société musulmane, et surtout les représentants de l'Algérie au Parlement. Sans crier gare, en un

tourne-main, on décrète la suppression de cette juridiction, qui a cependant depuis sa création, donné des preuves de son activité et de sa bienveillance envers les indigènes que il faut le dire hautement, l'on doit considérer comme de grands enfants, ne se rendant aucun compte, très souvent de la portée des actes délictueux qu'ils commettent. Les parlementaires algériens auxquels on n'a pas demandé leur avis, sont disposés à intervenir, soit à la Chambre, soit au Sénat, au sujet de l'entorse faite à leurs droits méconnus. Un parlementaire des plus autorisés, outré de la désinvolture avec laquelle la représentation algérienne avait été traitée dans la circonstance, nous a exprimé son étonnement, en même temps que son vif mécontentement. Il convient d'ajouter que la suppression inopportune dont il s'agit, a été prise sur les suggestions de quelques avocats, cinq ou six de la Cour d'appel d'Alger, qui ont uniquement envisagé le côté pécuniaire de la transformation dont ils espèrent retirer certains avantages. En effet, les Appels concernant les affaires répressives ne seront plus déférés aux Tribunaux correctionnels, mais bien à la Cour d'Appel d'Alger. Nous avons pris l'avis de plusieurs indigènes sur la suppression des Tribunaux répressifs : ils ont été unanimes à déclarer qu'on leur avait fait un drôle de cadeau à l'occasion du Centenaire. Dans la *Dépêche Oranaise* des 3 et 4 janvier 1930, nous avons indiqué après une description minutieuse et détaillée du rôle des Tribunaux répressifs les raisons qui militaient en faveur du maintien de ces juridic-

tions. Nous regrettons que l'on ne nous ait pas écouté. Les Tribunaux répressifs sont composés de magistrats (non de carrière) non rétribués ; choisis parmi l'élite de la population française et indigène de la colonie. Ils ne reçoivent aucune rétribution et aucun avantage d'aucune sorte. Mais, objectera-t-on, ces juges ne peuvent pas toujours prononcer de sentences judiciaires, puisqu'ils n'ont fait aucune étude de droit. Nous répondrons que l'on commet une erreur en croyant que ces juges dont les fonctions sont renouvelées annuellement depuis plusieurs années ne sont pas en état de discerner le degré de culpabilité des inculpés. Les débats qui se déroulent devant eux, les connaissances juridiques qu'ils ont acquises par une longue pratique renforcée des lectures qu'ils ont faites du recueil *Dalloz*, leur permettent non seulement de suivre les débats pour en retirer une conviction parfaite, mais encore de déterminer sans erreur possible les pénalités à appliquer. D'ailleurs, ils sont guidés, le cas échéant, dans leur tâche par le Président, magistrat de carrière, ou officier ministériel, mais leur appréciation reste complète, ne subissant aucune influence.

Les juges-asseesseurs tant français que musulmans, offrent donc toutes garanties à tous les points de vue. Nous n'avons pas les modalités d'application du décret supprimant les Tribunaux répressifs, nous avons cru comprendre par la simple lecture de ce décret, que les Juges de paix pourront statuer correctionnellement. Nous ignorons dans quelles circonstances ils

devront user de cette prérogative. Dans tous les cas, la réforme, si réforme il y a, aurait dû conférer au seul tribunal correctionnel, sans exception aucune, tous les délits, quelle que soit leur importance, et non donner au Juge de paix des pouvoirs qu'il possède déjà, avec la forme actuelle des Tribunaux répressifs. Nous reviendrons plus tard sur cette question. Quoi qu'il en soit, la suppression des Tribunaux répressifs ne s'imposait nullement. Les indigènes ont tout intérêt à être jugés par les répressifs qui contiennent en germe la réforme des Cours d'assises que l'opinion publique réclame depuis très longtemps. En dehors de la garantie que présente actuellement la présence au Tribunal d'un de leurs corélégionnaires soutenant, si nécessaire, leurs intérêts, le tribunal ainsi composé est vraiment celui que réclament les réformateurs des Cours d'assises. C'est bien là, en effet, la juxtaposition de l'élément magistrat de carrière, et de l'élément jury, qui devrait être effectué dans les Cours d'assises, où, dans la salle des délibérations, il conviendrait de toujours réunir les magistrats et les jurés. Les premiers fourniraient toutes explications à ces derniers qui ne s'exposeraient plus ainsi à prononcer des acquittements incompréhensibles, non justifiés, Quoi qu'il en soit, nous terminerons notre étude en déclarant que les indigènes dans leur unanimité, demandent le maintien des Tribunaux répressifs, dont la composition, un président et deux assesseurs (dont un de leurs corélégionnaires), leur donne toute satisfaction et toute garantie. En dehors

de ces considérations, la réforme — ou plutôt la déformation — admise, va coûter au budget quelques millions, plus d'une dizaine annuellement. A-t-on envisagé cette question qui a une grande valeur ? (Mohammed el Fegih).

Mais la *Dépêche oranaise* ne s'en tenait pas là, et dans un second article du 27 juin 1930, voici ce qu'elle écrivait, sous la rubrique : « la suppression des Tribunaux répressifs d'Oran » : nous avons démontré par des raisons irréfutables combien a été malencontreuse, combien sera préjudiciable aussi, aux intérêts des indigènes, la décision prise ; il faut bien le dire, à leur encontre. Interrogés sur l'opportunité de la suppression maintenant opérée, les intéressés ont trouvé étrange de ne pas avoir été préalablement consultés à ce sujet. Cette réforme, que nous avons appelée déformation, ne s'imposait aucunement, elle est d'autant plus regrettable qu'elle va coûter au budget de l'Algérie quelques millions supplémentaires annuellement, par suite de la création inévitable de certains emplois, nécessitée par l'établissement de nouvelles Chambres dans tous les Tribunaux d'Algérie. Viendront grossir également les dépenses concernant l'augmentation des effectifs rétribués, les charges résultant du transfèrement au siège des Tribunaux correctionnels, des détenus qui, maintenant, sont jugés sur place... Les détenus indigènes seront, à partir du 1^{er} janvier, obligatoirement jugés par les Tribunaux correctionnels dont les sièges sont à Oran, Mostaganem, Mascara, Sidi-Bel-Abbès et Tlemcen, et non

plus par les Tribunaux répressifs. Le transfèrement de ces détenus, qui nécessairement, devront être accompagnés de gendarmes, offrira des difficultés sérieuses en raison des distances généralement considérables à parcourir ; il occasionnera, en outre, des frais importants pour le déplacement du service de surveillance. Pour ne citer que deux localités nous signalerons que Aflou se trouve à 175 km. de Tiaret, avec des moyens de communication incertains ; qu'Ammi-Moussa et Inkermann sont éloignées respectivement de Mostaganem de 127 et de 101 km. Les autres localités actuellement pourvues de tribunaux répressifs offrent également des distances appréciables. C'était pour faciliter la tâche de la justice et pour éviter des frais de transport importants, que M. Jonnart, alors gouverneur général, avait préconisé la création de ces juridictions répressives, qui ne coûtent pas un sou au budget, et qui ont donné jusqu'à ce jour toute satisfaction aussi bien aux magistrats qu'aux indigènes, eux-mêmes. On a invoqué d'autre part la sévérité des Tribunaux répressifs pour en demander la suppression. Cette sévérité n'a jamais existé que dans l'imagination de certains organismes intéressés, poursuivant des objectifs déterminés, bien connus.

Nous dirons que ces juridictions ont toujours fait montre, au contraire, d'une certaine indulgence, qui a même fait en son temps, l'objet d'une circulaire de M. le Procureur général Robe, appelant l'attention des Parquets sur la fréquence avec laquelle des sen-

tences trop bienveillantes étaient prononcées à l'égard d'inculpés passibles des Tribunaux Répressifs. Mais, indulgence ou bienveillance ne signifie pas condescendance, et le tout c'est de savoir faire un usage rationnel des moyens de répression, mis à la disposition des juges ; lorsqu'il s'agit d'individus ne se rendant aucun compte très souvent, de la gravité des fautes qui leur sont reprochées. Pour terminer, nous déclarerons que la composition des Tribunaux Répressifs : un président, magistrat de carrière, ou officier ministériel, et deux juges-asseesseurs, constituant l'élément jury, donne toute satisfaction aux justiciables de ces juridictions qui ont fait leurs preuves. Nous avons tout lieu d'espérer qu'une nouvelle étude approfondie de la question sera prescrite ; étude qui aboutira, nous en avons la conviction, à l'abrogation du décret pris précipitamment, dont les effets se traduiraient par une majoration appréciable des dépenses actuelles, et qui iraient à l'encontre de l'intérêt même des indigènes et d'une justice expéditive (Mohammed el Feghi).

Dans son numéro du 1^{er} mai 1930, l'*Attakaddoum* (*Le Progrès*) d'Alger écrivait ; « Nous lisons dans les journaux que les Tribunaux Répressifs sont supprimés. Nous attendions cette décision depuis longtemps, car nous savions que ces Tribunaux d'exception devaient disparaître à l'occasion du centenaire. Le Président de la République nous apporte ainsi un nouveau témoignage de sa haute équité, et de la bienveillante sollicitude de la France à l'égard de la

population musulmane de l'Algérie. Nous en sommes d'autant plus heureux que la Fédération des élus musulmans, présidée par notre Directeur le D' Bentami, a demandé à plusieurs reprises cette suppression, comme celle de tous les Tribunaux, ou Institutions d'exception. Ici même, il n'y a pas longtemps, nous avons insisté pour la disparition des Tribunaux Répressifs et des Cours Criminelles. Le congrès des Avocats, après le barreau d'Alger, le Congrès de la Ligue des Droits de l'homme, s'étaient également élevés contre ces juridictions d'exception. Tout en remerciant le gouvernement de son geste, nous espérons qu'il n'en restera pas là, et que d'autres mesures de justice et d'équité viendront compléter celle que nous enregistrons avec plaisir aujourd'hui ».

Enfin, à la suite de l'Appel, lancé par M. Ben Badis, délégué financier de Constantine, le *conseil d'Administration de la Fédération des élus musulmans*, convoqua d'urgence à une grande réunion les délégués financiers et les conseillers généraux des trois départements. Il fut décidé d'adresser deux motions. l'une à M. le Président du Conseil et l'autre à M. le Gouverneur général ainsi qu'une pétition exposant les demandes et les remerciements de la population musulmane de l'Algérie (*Attakaddoum*, n° du 10-15 mai 1930). Citons le passage du début de la pétition : « La presse de ce jour nous apporte une nouvelle qui ne manquera pas de réjouir nos coréligionnaires : il s'agit de la suppression des Tribunaux Répressifs par un décret du Président de la République, et à laquelle

nous applaudissons de tout cœur. Cette mesure donne la preuve que le gouvernement est résolu à entrer dans la voie des réformes qu'à différentes reprises nous lui avons indiquées. Nous vous savons gré à vous et à vos collaborateurs d'avoir supprimé une juridiction d'exception contre laquelle nous nous étions toujours élevés. Nous espérons que votre volonté d'améliorer le sort de nos corélégionnaires ne s'arrêtera pas là, et que les réformes différées jusqu'à ce jour, seront bientôt réalisées dans un esprit de justice et d'équité, que nous nous plaisons à vous reconnaître. Nous ne demandons d'ailleurs que l'application du Droit commun par la réalisation des revendications que nous avons déjà formulées et que nous formulons une fois de plus : cette réalisation aura une répercussion heureuse sur la population musulmane algérienne attentive à toutes les décisions susceptibles d'améliorer les conditions de son existence... Nous nous faisons un devoir de souligner en passant que la suppression des Tribunaux Répressifs fait suite à l'abolition des pouvoirs disciplinaires des administrateurs, et que cette mesure avait été prise par le gouvernement sur la proposition de M. Pierre Bordes. A ce titre, comme à beaucoup d'autres d'ailleurs, M. le gouverneur général s'est acquis la reconnaissance et l'affection de ses administrés musulmans. Ses réformes généreuses commencent à porter leurs fruits : l'attachement indéfectible des indigènes pour la France, est la plus belle

récompense de l'œuvre juste et humanitaire que M. Pierre Bordes a entrepris dans la colonie.

L'assemblée envoya un télégramme de remerciements à M. le Président du Conseil, et une motion spéciale à M. le Gouverneur général, dans le même sens et terminant en souhaitant « son maintien pour de longues années à la tête de la colonie, pour poursuivre sa politique juste, libérale, d'union et de concorde, entre les éléments de la population algérienne. »

Conclusion.

Toute nouveauté est toujours critiquée. La suppression des Tribunaux répressifs indigènes n'a pas manqué à la règle. Cependant, et c'est là sans doute un signe des temps, l'apparition du décret du 1^{er} mai 1930 fut loin de s'accompagner de polémiques aussi passionnées que celles de 1902 et de 1903. Les luttes courtoises, mais acharnées, qui mirent aux prises les partisans de l'administration et du Droit ont fait place à une certaine indifférence, surtout si l'on se rappelle les polémiques menées par M. Larcher dans la Revue algérienne et par M^e Massonié, ainsi que la résistance froide, mais obstinée du parti de l'administration qui, armé du formulaire de Cura et Knoertzer, voyait, avant tout, dans la création des Tribunaux répressifs, l'extension et le renforcement de son autorité.

Dans ces conditions, n'est-il pas plus sage de conclure que cette institution, fruit d'un opportunisme de bon aloi, ne méritait « ni cet excès d'honneur, ni cette indignité » ; que la sécurité de la terre d'Algérie n'a, en somme, pas été gravement menacée, même pendant la grande guerre ; que le léger relèvement de la délinquance est un simple phéno-

mène d'ordre général, pouvant être raisonnablement attribué au seul développement de la population (30 pour 100 en 30 ans, la population indigène est passée de 2 millions en 1872 à 5 millions en 1926) que les magistrats algériens n'ont pas été si surpris qu'on a bien voulu le dire tant par la création que par la suppression des Tribunaux répressifs ; et enfin que depuis la conquête de 1830, le corps judiciaire a été témoin de nombreux tâtonnements et de brusques revirements, dont sa prudence, sa diplomatie et sa puissance d'adaptation remarquables ont fort bien su s'accommoder ?

Les Tribunaux répressifs, en dépit des attaques et des critiques, qui n'ont guère duré, d'ailleurs, au-delà des deux ou trois premières années, ont fait une belle et bonne œuvre. Les chiffres cités plus haut parlent éloquemment en leur faveur. Parfaitement au courant des gens et des choses du pays, jugeant le plus souvent en équité grâce à l'influence du Juge de paix, président, inclinés pour ainsi dire professionnellement vers la conciliation, n'ignorant rien des intrigues et machinations secrètes qui se dissimulaient parfois sous certains procès, ils ont fait preuve de modération dans leurs décisions. Citons encore quelques chiffres : en 1926, les tribunaux correctionnels métropolitains n'ont acquitté que 14.969 prévenus sur 247 981, soit 6 %, alors que pour les Tribunaux répressifs, ces chiffres sont respectivement de 2.965 et 25.730 ; ce qui correspond à 11 % d'acquittement. Les Tribunaux répressifs seront peut-être appelés à revivre, dans les territoires

du Sud, où le décret du 18 juillet 1929 n'a maintenu que provisoirement à l'égard des Musulmans la compétence des tribunaux militaires.

Si nous paraissions entrer à nouveau dans la voie de l'assimilation, avec prudence et par étapes, c'est que nous jugeons la sécurité assurée ; c'est que l'Algérie l'a mérité par son beau développement économique et son loyalisme pendant l'épreuve de la grande guerre. Songe-t-on assez que l'Algérie a envoyé à la métropole 250.000 hommes, sans parler de son appui économique en céréales et vivres de toute sorte ?

Quant au point de vue juridique, la suppression de ces Tribunaux d'exception semble une mesure heureuse, bien qu'elle ait entraîné un renforcement des cadres judiciaires actuellement existants, ainsi qu'un surcroît de dépenses. Hâtons-nous d'ailleurs de dire à ce sujet que si l'on examine les différents crédits alloués pour l'année 1933 aux chapitres de la Justice, on constate qu'ils ne s'élèvent pas à des sommes excessives : 1° 26.597.930 francs pour les traitements du personnel de la justice française ; 2° 308.545 francs pour allocations, indemnités diverses ; 3° 62.000 francs pour les dépenses de la Cour d'appel ; 4° 360.000 fr. pour les frais de passage gratuits ; 5° 5.130.000 francs pour les frais de justice criminelle en Algérie ; 6° 2.740 francs pour les services de route aux prévenus nécessiteux détenus ou non détenus, définitivement acquittés en appel, et aux indigents tenus de venir se défendre devant la cour d'Alger sur appel d'un jugement rendu par un tribunal correctionnel

et définitivement acquittés en appel (1). En toute franchise, étant donné le chiffre de la population et l'étendue du territoire à surveiller; on doit reconnaître qu'il s'agit là d'un service qui fonctionne bien et à bon compte. D'ailleurs toute dépense constitue un phénomène inhérent à la nature de tout organisme civilisé, et donc compliqué. Les Tribunaux répressifs indigènes représentaient davantage une institution administrative que judiciaire : il y avait là, sans qu'on voulût trop sacrifier au dogme de la séparation des pouvoirs, quelque chose d'un peu choquant. A temps ou périodes extraordinaires, peuvent répondre des créations également extraordinaires ; néanmoins dès qu'on le peut, et compte tenu du progrès moins rapide qu'il ne semble des idées et des mœurs il faut revenir à la normale.

Enfin, si l'on envisage un point de vue pratique, on constate que les moyens de communication se sont fort développés, depuis quelque trente ans, en Algérie, par fer, et surtout par route (5.000 km. de chemin de fer et 26.078 km. de routes diverses en 1928). Les déplacements et transfèrements imposés par les nécessités de la Justice s'effectuent avec plus de facilité ; et ceci, pour répondre aux objections et aux regrets de ceux qui croyaient voir la justice s'éloigner par trop du justiciable. N'oublions pas d'ailleurs que, en ce qui concerne les transfèrements, le règlement prévoit la marche à pied, le transport en voiture cellulaire, subsidiairement en chemin de fer pour

1. Délégations financières (10^e séance), samedi 10 juin 1933.

les longues distances (Cura et Knoertzer, *Dictionnaire formulaire*). Signalons seulement, pour terminer, une curieuse conséquence de la suppression des Tribunaux répressifs. Le travail des détenus dans les pénitenciers, a subi une régression, parce qu'actuellement les indigènes relèvent des tribunaux ordinaires et ne sont pas soumis au travail obligatoire pendant la durée des instances d'appel et de pourvoi, comme autrefois (V. *Statistiques de l'Exposé de la situation générale de l'Algérie*, 1931).

Au lendemain de la guerre, en 1919 (1) Jean Mélia écrivait ces lignes inspirées du plus noble sentiment d'idéalisme. « La guerre a créé une situation
« nouvelle et des arguments nouveaux. Puisqu'il
« n'est plus d'extension possible en la vieille Europe
« pour les nations européennes et que celles-ci pour
« leur prospérité et leur grandeur doivent déborder
« par-dessus leurs frontières, puisque le destin de la
« France est en Afrique, et que, comme exemple de
« sa culture, de sa langue, de son génie, de son organisation politique et sociale, comme miroir de sa
« vertu et de son idéal, comme illustration de toutes
« ses qualités, et de toute sa beauté — toutes choses
« indispensables et nobles qui serviront à attirer
« davantage à elle toutes les populations africaines et
« faciliteront sa pénétration à travers toutes les terre et
« son triomphe au fond de tous les cœurs — la France
« en Afrique a besoin d'une région, qui soit exacte-

1, France et Algérie. Paris, Plon. 1919.

« ment faite à son image, puisque cette région n'est et
« ne peut être que l'Algérie, puisque la francisation
« progressive de l'Algérie s'impose autant comme un
« devoir impérieux que comme un fait inéluctable;
« et puisque la France a ce bonheur suprême, de
« voir que les indigènes sont assimilables, il n'est plus
« d'hésitation possible: tendons sans arrière-pensée et
« de tout cœur la main à nos frères Musulmans,
« élevons-les jusqu'à nous dans le don de toutes nos
« libertés, de tous nos droits, de toutes nos garan-
« ties, ouvrons-leur toutes grandes à jamais les portes
« de la patrie, avec des étapes, si cela est nécessaire,
« faisons-en des Français au même titre que nous ».

D'ailleurs, il s'agit en l'espèce, non pas seulement d'une mesure particulière à l'Algérie ; mais d'un mouvement plus général, et, en 1930, une réforme judiciaire a également été accomplie en Afrique Equatoriale Française. Enfin, il eût été, somme toute, peu harmonieux et illogique, d'une part d'autoriser les indigènes à exercer sur les destinées de l'Algérie une influence légitime, grâce notamment aux Délégations financières ; de les faire aussi bénéficier des merveilleuses œuvres sociales (médecine ; politique de l'eau (1) ; le crédit sous toutes ses formes (2) ; écoles ; hôpitaux ; amélioration du sort de la femme indigène ; ports ; outillage économique et agricole ; suppression des impôts arabes) (3) que le gouvernement

1. Thèse Saurin. Alger 1927.

2. Thèse Lejeune. Paris 1929.

3. Thèse Troussel. Alger, 1927.

de la République n'a jamais hésité à leur accorder généreusement ; et d'autre part, de persister à vouloir imposer aux indigènes tout un système répressif d'exception, qu'ils avaient appelé au début « les tribunaux sabreurs », affectant ainsi de les considérer un peu comme une machine de guerre dirigée contre eux. Notre prestige ne souffrira nullement, au contraire de la suppression des tribunaux répressifs indigènes ; les tribunaux correctionnels sauront bien châtier les coupables, assurer une justice ferme et énergique et, en même temps, nous aurons fait preuve une fois de plus, de libéralisme envers les populations indigènes... Ces dernières comprendront, ont déjà compris qu'il ne s'est agi, en supprimant les Tribunaux répressifs ni d'une capitulation devant les demandes de certains partis avancés, ni d'une sorte de paiement en échange des services rendus, mais bien d'un geste de confiance et de sympathie de la France maternelle.

PIÈCES ANNEXES

ANNEXE N° 1

Texte du décret du 29 mars 1902 portant organisation des Tribunaux répressifs en Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie : Considérant qu'il y a lieu, dans l'intérêt de la sécurité, d'instituer dans toute l'étendue du territoire civil, un mode rapide de répression des délits commis par les indigènes. Sur les rapports de M. le président du Conseil, Ministre de l'intérieur et des cultes, et de M. le garde des Sceaux, ministre de la justice, d'après les propositions de M. le Gouverneur Général de l'Algérie.

ARTICLE 1^{er}. — Tous les délits commis par les indigènes dans le ressort d'une justice de paix à compétence étendue sont jugés en territoire civil par un tribunal répressif indigène, établi au chef-lieu de la justice de Paix.

ARTICLE 2. — Le tribunal répressif indigène est composé du juge de paix et de deux juges choisis ; l'un parmi les fonctionnaires ou notables français ; l'autre parmi les fonctionnaires ou notables indigènes. Ces deux juges sont nommés au commencement de chaque année par arrêté du gouverneur général qui peut, selon les besoins du service, nommer un ou plusieurs suppléants

ARTICLE 3. — Le tribunal est présidé par le juge de Paix et, en l'absence de ce magistrat, par le juge de paix suppléant.

ARTICLE 4. — L'officier du ministère public est nommé au commencement de chaque année, par arrêté du gouverneur général, qui peut désigner pour ces fonctions, un administrateur ou un administrateur-adjoint, ou tout autre fonctionnaire ou notable français. Le gouverneur général pourvoit en même temps, au cas d'empêchement du titulaire.

ARTICLE 5. — L'officier du ministère public est chargé de recueillir les preuves du délit et décerne, s'il y a lieu, contre les inculpés des mandats d'amener ou de dépôt.

ARTICLE 6. — Les témoins peuvent être verbalement requis par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique, et sont tenus de comparaître, soit à l'instruction, soit devant le tribunal, sous les peines portées par la loi.

ARTICLE 7. — L'inculpé, interrogé par l'officier du ministère public, peut être cité par lui, verbalement.

ARTICLE 8. — L'affaire est portée à l'audience et jugée selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits.

ARTICLE 9. — Le greffier de la justice de paix remplit les fonctions de greffier du tribunal répressif indigène. Un interprète assermenté est désigné par le président pour faire le service près du tribunal.

ARTICLE 10. — Le tribunal peut autoriser l'inculpé à se faire assister d'un parent ou d'un membre de sa tribu.

ARTICLE 11. — La faculté d'appel appartient au condamné, lorsque le jugement prononce un emprisonnement de plus de six mois ; ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cinq cents francs (500 francs). La faculté d'appel appartient au ministère public, quelle que soit la décision.

ARTICLE 12. — L'appel est interjeté, suivi et jugé dans

les mêmes formes que les appels des sentences correctionnelles des Juges de paix à compétence étendue. Il est porté devant le tribunal correctionnel dans la circonscription duquel est situé le tribunal répressif indigène.

ARTICLE 13. — L'emprisonnement prononcé contre des indigènes est subi soit dans un pénitencier indigène ; soit dans les locaux disciplinaires, soit sur des chantiers de travaux d'utilité publique.

ARTICLE 14. — Dans les communes mixtes, les contraventions de simple police commises par les indigènes seront jugées par l'administrateur, dans les formes employées pour la répression des infractions à l'indigénat.

ARTICLE 15. — Il n'est pas dérogé par le présent décret aux dispositions relatives à l'exercice des pouvoirs disciplinaires conférés aux juges de paix dans les communes de plein exercice et aux administrateurs dans les communes mixtes.

ARTICLE 16. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur à dater du 1^{er} juin 1902. Les nominations prévues par les articles 2 et 4 seront faites, pour l'année 1902 par le gouverneur général avant le 1^{er} juin et n'auront effet que jusqu'au 31 décembre 1902.

ARTICLE 17. — Toutes les dispositions contraires à celles du présent décret sont et demeurent abrogées.

ANNEXE N^o 2.

**Décret du 29 mai 1902 additionnel au décret
du 29 mars 1902 sur l'organisation des tribunaux
répressifs indigènes en Algérie.**

Vu le décret du 23 avril 1848 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie. Vu le décret du 29 mars 1902 relatif à l'organisation des tribunaux répres-

sifs indigènes en Algérie. Sur les rapports de M. le Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes, et de M. le Garde des Sceaux, ministre de la justice, d'après les propositions de M. le Gouverneur général de l'Algérie.

ARTICLE 1^{er}. — L'article premier du décret du 29 mars 1902 est modifié ainsi qu'il suit :

Tous les délits commis en territoire civil par des indigènes sont jugés par un tribunal répressif indigène établi au chef-lieu de la justice de paix.

ARTICLE 2. — L'article 5 du même décret est complété par l'adjonction des mots suivants :

« ou des mandats d'arrêt. Ces mandats auront toute la valeur des mandats délivrés par les juges d'instruction ».

ARTICLE 3. — L'indigène condamné par défaut ne pourra faire opposition au jugement qui le condamne, que s'il est établi qu'il n'a pas eu connaissance de la citation ; ou qu'il a été empêché de comparaître par un fait de force majeure.

ARTICLE 4. — Dans tous les cas où il y a lieu, en matière criminelle ordinaire, à un pourvoi en cassation, le procureur général pourra se pourvoir en révision devant la Cour d'Alger. Ce pourvoi sera fait et jugé en la forme et dans les délais prévus par les décrets du 25 mai 1892.

ANNEXE N° 3

Texte du décret du 9 août 1903 portant organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie.

Vu le décret du 23 août 1898 sur le gouvernement et la haute administration de l'Algérie. Vu les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 ; sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de l'Intérieur et des Cultes et du Garde

des Sceaux, ministre de la justice ; d'après les propositions du gouverneur général de l'Algérie.

ARTICLE 1^{er}. — Les délits exclusivement imputables aux indigènes musulmans non naturalisés ou aux étrangers musulmans, dans l'étendue du territoire civil en Algérie ; sont déférés dans chaque canton à la juridiction des tribunaux répressifs indigènes. Deux ou plusieurs circonscriptions cantonales peuvent être réunies par décret sous la juridiction d'un seul tribunal répressif.

ARTICLE 2. — Le tribunal répressif indigène est composé du juge de paix et de deux juges choisis, l'un parmi les fonctionnaires ou notables citoyens français, âgés de 25 ans, l'autre parmi les fonctionnaires ou notables indigènes musulmans, âgés de 25 ans et capable de comprendre la langue française. Les deux juges sont nommés au commencement de chaque année par un arrêté du gouverneur général, qui peut, selon les besoins du service, nommer en outre un ou deux suppléants. Le choix du gouverneur général doit s'exercer sur les présentations des chefs de la cour, qui proposent un nombre de candidats au moins double de celui des postes à pourvoir.

ARTICLE 3. — Les deux juges sont tenus avant d'entrer en fonction, de prêter, devant le juge de paix président, le serment de bien et fidèlement remplir leurs fonctions et de garder religieusement le secret des délibérations.

ARTICLE 4. — Les juges ne peuvent être suspendus, remplacés ou révoqués, que par arrêté du gouverneur général pris sur la demande ou l'avis conforme des chefs de la Cour.

ARTICLE 5. — Le tribunal est présidé par le juge de paix, ou en cas d'absence, ou d'empêchement de ce magistrat, par un de ses suppléants. En cas d'absence ou d'empêchement du juge de paix et de ses suppléants, le tribunal est présidé par un magistrat délégué par le premier pré-

sident. Le premier président peut également déléguer un ou deux juges suppléants d'un autre canton, lorsque le Tribunal se trouve dans l'impossibilité de se constituer par suite de l'absence ou de l'empêchement des juges et de leurs suppléants.

ARTICLE 6. — Dans les villes où siège un tribunal de première instance, le service du Ministère public près le tribunal répressif est assuré par le Procureur de la République, dans les mêmes conditions que devant le tribunal correctionnel. Dans les autres localités, l'officier du ministère public et son suppléant sont nommés, au commencement de chaque année, par arrêté du gouverneur général sur la proposition du Procureur général.

ARTICLE 7. — L'officier du ministère public prête, devant le Président du Tribunal répressif, serment de bien et fidèlement remplir ses fonctions. Il exerce ses fonctions sous la surveillance et l'autorité du procureur de la République qui peut, en cas de besoin, agir à son défaut.

ARTICLE 8. — L'officier du ministère public près le tribunal répressif recherche les délits ; en rassemble les preuves et en poursuit la répression. Il a le droit de citation directe à l'audience. En cas d'arrestation en flagrant délit, il peut procéder conformément à la loi du 20 mai 1863 ; néanmoins, s'il n'y a d'audience, ni le lendemain, ni le surlendemain de l'arrestation, le mandat de dépôt par lui décerné, ne tient que s'il est confirmé le troisième jour par une décision du Président du Tribunal répressif, faute de quoi la mise en liberté est de droit le quatrième jour. Si l'officier du ministère public estime, qu'une instruction préalable est nécessaire, il y procède lui-même et exerce dans ce but tous les droits que le code d'Instruction criminelle confère au juge d'instruction, en constatant qu'il agit en cette qualité ; il décerne tout mandat, procède à tous interrogatoires, entend tous témoins sous la foi du serment, après toutes perquisitions ou saisies. Toutefois le mandat de dépôt ou d'arrêt par lui décerné ne sera

maintenu, qu'autant qu'il aura été confirmé au plus tard le troisième jour, à partir de l'écrou, par le président du tribunal répressif, sinon le prévenu sera mis en liberté le quatrième jour.

ARTICLE 9. — Les actes et les décisions de l'officier du ministère public agissant comme juge d'instruction ne peuvent être l'objet d'aucun recours. Toutefois le prévenu détenu peut, à tout moment, formuler une demande de mise en liberté provisoire. En cas de rejet de sa demande par l'officier du ministère public, il peut se pourvoir, devant le Président du tribunal répressif, qui statue définitivement.

ARTICLE 10. — L'officier du ministère public agissant comme juge d'instruction n'est pas tenu de se conformer aux prescriptions de la loi du 8 décembre 1897 en ce qui concerne la présence du conseil aux interrogatoires et aux confrontations et la communication de la procédure ; mais il doit lors du premier interrogatoire prévenir l'inculpé de son droit de choisir un conseil, lequel peut être un avocat, un avoué, et, dans les lieux où il n'en existe pas, un oukil. Pendant toute l'instruction, l'inculpé peut librement communiquer avec son conseil.

ARTICLE 11. — L'instruction terminée, si l'officier du ministère public, estime qu'il y a lieu à poursuite, il cite directement le prévenu à l'audience. S'il estime qu'il n'y a pas lieu de suivre ou que le tribunal répressif est incompetent, il transmet, dans le plus bref délai, les pièces au procureur de la République, qui statue définitivement par décision motivée ou peut saisir le juge d'instruction aux fins d'une information complémentaire ; dans ce cas, le juge d'instruction se conforme aux règles ordinaires ;

ARTICLE 12. — L'affaire est portée à l'audience sur la citation du ministère public. La citation est donnée verbalement à l'inculpé, détenu ou non, lors de sa dernière comparution devant le ministère public, et confirmée par la

remise d'une cédula rédigée en français ou en arabe. Il en est fait mention au Procès-Verbal. Si l'inculpé n'a pas comparu devant l'officier du ministère public, il est cité dans la forme ordinaire par un agent assermenté, qui constate en l'original, si la citation a été remise à personne. L'inculpé qui, cité personnellement, ne comparait pas, ne peut former opposition au jugement, qu'autant qu'il établit qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité de se présenter. S'il n'a pas été cité personnellement, il a les droits d'opposition déterminés par le code d'Instruction criminelle.

ARTICLE 13. — L'affaire est jugée, suivant les cas, selon les règles établies par la loi du 20 mai 1863, ou d'après prescription du Code d'Instruction criminelle.

ARTICLE 14. — S'il n'y a point d'avocat ou d'avoué près le tribunal répressif, l'inculpé peut se faire assister d'un oukil. L'assistance d'un parent ou de toute autre personne est subordonnée à l'autorisation du tribunal.

ARTICLE 15. — Les jugements par défaut sont immédiatement exécutoires, même sans signification ; ils deviennent définitifs par l'exécution volontaire ou faute par le condamné d'avoir fait opposition dans le délai de cinq jours à partir du premier acte d'exécution, dont il aura eu connaissance.

ARTICLE 16. — Toute personne lésée par un délit de la compétence d'un tribunal répressif peut en poursuivre la réparation, soit en citant elle-même à l'audience du tribunal, soit en intervenant devant l'officier du ministère public ou à l'audience ; à charge par elle, dans tous les cas, de consigner une somme suffisante pour répondre des frais éventuels ; elle est soumise aux obligations et aux responsabilités de la partie civile, telles qu'elles sont déterminées par le code d'instruction criminelle.

ARTICLE 17. — Toute personne civilement responsable d'un délit de la compétence du tribunal répressif peut être citée devant ce tribunal.

ARTICLE 18. — Les tribunaux répressifs ont, pour la police de l'audience, et pour la répression de délits d'audience, les mêmes droits que les tribunaux correctionnels. Toutefois, ils ne peuvent prononcer ni mesure disciplinaire, ni peine contre les défenseurs ; le cas échéant, ils dressent des faits un procès-verbal, qui est envoyé au Procureur de la République.

ARTICLE 19. — En cas de crime ou de délit imputé soit aux juges du tribunal répressif, soit à l'officier du ministère public, la poursuite est exercée conformément aux prescriptions des articles 479 et suivants du Code d'Instruction criminelle.

ARTICLE 20. — Le greffier de la justice de paix remplit les fonctions de greffier du tribunal répressif indigène. Il peut être remplacé par un Commis assermenté. Un interprète assermenté est désigné par le président pour faire le service près ce tribunal. L'officier du ministère public agissant comme juge d'Instruction doit toujours être assisté d'un greffier ; et, en outre, d'un interprète, quand l'inculpé ou les témoins ne s'expriment pas en français.

ARTICLE 21. — Le condamné, l'officier du ministère public, la partie civile peuvent se pourvoir par la voie de l'appel dans les *deux jours* à partir du jugement. Le Procureur de la République exerce le droit accordé au Procureur général par l'article 203 du Code d'Instruction criminelle ; le délai accordé par cet article est, dans tous les cas, réduit à *un mois*..

ARTICLE 22. — Les jugements préparatoires ou interlocutoires et de compétence ne peuvent être attaqués par la voie de l'appel, qu'en même temps que le jugement sur le fonds.

ARTICLE 23. — L'appel est porté devant le tribunal correctionnel, qui doit être saisi dans les dix jours.

ARTICLE 24. — Le transfèrement du condamné détenu devant le tribunal d'appel n'est obligatoire, que si ce tri-

bunal l'ordonne, mais le condamné peut se faire représenter à l'audience par un avocat ou un avoué ; à défaut de choix fait par lui, il lui sera nommé un défenseur d'office. Le jugement rendu en présence de l'avocat ou de l'avoué sera réputé contradictoire.

ARTICLE 25. — A partir de l'expiration du délai d'appel accordé au condamné, celui-ci, s'il est détenu, est, à moins de décision contraire du tribunal, soumis au régime de la détention pénale, et tenu au travail. Si, sur son appel, il est acquitté, il sera rémunéré de l'intégralité de son travail, sans aucune retenue. Il en sera de même, en cas de réduction de la peine, pour le travail accompli pendant le temps de la détention qui excèdera la condamnation définitivement prononcée.

ARTICLE 26. — Le condamné, la partie civile et le Ministère public ont le droit de se pourvoir en cassation dans les conditions déterminées par le Code d'Instruction criminelle ; néanmoins le pourvoi contre les décisions de compétence ou interlocutoires ne pourra être formé qu'en même temps que le pourvoi contre le jugement sur le fonds. Si le condamné n'a pas été transféré au chef-lieu de l'arrondissement, il peut former son pourvoi au greffe du tribunal répressif, et le délai de trois jours ne court, que du jour où le jugement sur appel aura été porté à sa connaissance.

ARTICLE 27. — L'emprisonnement prononcé contre les indigènes est subi, soit dans un pénitencier indigène, soit dans des locaux disciplinaires, soit sur des chantiers de travaux d'utilité publique.

ARTICLE 28. — Dans les communes mixtes, les conventions de simple police commises par les indigènes seront jugées par l'administrateur ; dans les formes employées pour la répression des infractions à l'indigénat.

ARTICLE 29. — Le présent décret sera immédiatement exécutoire. Toutefois les tribunaux répressifs en exercice

continueront à fonctionner dans leur composition actuelle jusqu'au 1^{er} janvier prochain.

ARTICLE 30. — Les décrets des 29 mars et 28 mai 1902 sont abrogés.

ARTICLE 31. — Le Président du Conseil, ministre de l'Intérieur et des Cultes, et le garde des Sceaux, ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des Lois* ; ainsi qu'au *Bulletin Officiel* du gouvernement général de l'Algérie.

ANNEXE N° 4.

Décret du 1^{er} mai 1930 relatif à la réorganisation des Tribunaux répressifs indigènes en Algérie (Publ. au *J. O.*, du 2 mai 1930 (*J. O. A.*, 23 mai 1930).

ARTICLE 1^{er}. — Le décret du 9 août 1903, relatif à la réorganisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie est et demeure abrogé.

ARTICLE 2. — Dans toute l'étendue de l'Algérie du Nord, les délits commis par les indigènes n'ayant pas acquis la plénitude des droits civils et politiques rattachés à la qualité de citoyen français ; ou reconnus à la femme française, seront dorénavant déférés à la juridiction du juge de paix statuant correctionnellement ; ou à celle du tribunal correctionnel, dans les mêmes conditions que celles qui sont édictées par l'article 14 de la loi du 4 février 1919 complétée par la loi du 4 août 1920, en faveur des indigènes inscrits sur les listes électorales.

ARTICLE 3. — Le présent décret recevra son effet à partir du 1^{er} janvier 1931.

ANNEXE N° 5.

Décret du 7 octobre 1930 modifiant le décret du 1^{er} mai 1930 relatif à la suppression des Tribunaux répressifs en Algérie avec effet du 1^{er} août 1931 (*J. O. A.*, 7 novembre 1930).

ARTICLE 1^{er}. — Le décret du 1^{er} mai 1930, portant suppression des Tribunaux répressifs en Algérie, recevra son effet à partir du 1^{er} avril 1931.

ARTICLE 2. — L'article 3 du décret du 1^{er} mai 1930 est et demeure abrogé.

ANNEXE N° 6.

Décret du 21 avril 1931 fixant la date d'application du décret du 1^{er} mai 1930 portant suppression des Tribunaux répressifs en Algérie (*J. O.*, 22 avril 1931).

ARTICLE 1^{er}. — Le décret du 1^{er} mai 1930 portant suppression des Tribunaux répressifs en Algérie recevra son effet à partir du 1^{er} juillet 1931. Les dispositions du décret du 9 août 1903 resteront en vigueur jusqu'à cette date.

ANNEXE N° 7.

Décret du 27 juin 1931 sur les Tribunaux répressifs indigènes en Algérie (*J. O.*, 28 juin 1931) (Pandecte françaises. Lois annotées, 1931, p. 279).

ARTICLE 1^{er}. — Les instances et procédures qui, à la date du 1^{er} juillet 1931 se trouveront pendantes devant les tribunaux répressifs indigènes seront continuées de plein droit devant les juridictions désormais légalement compétentes.

ARTICLE 2. — Les ordonnances du juge d'instruction ou les arrêts de la chambre des mises en accusation portant renvoi d'inculpés devant les tribunaux répressifs indigènes vaudront de plein droit et immédiatement saisine de la nouvelle juridiction substituée, à celle que l'ordonnance ou l'arrêt désignait comme juridiction de jugement.

ARTICLE 3. — Tout ajournement donné à comparaître devant le tribunal répressif indigène devra être renouvelé si, à la date du 30 juin 1931, le ou les défenseurs n'avaient pas encore déféré à l'assignation. De même, devront être renouvelés tous exploits par lesquels les justiciables, témoins, experts ou autres particuliers auraient été mis en demeure de comparaître devant le tribunal répressif indigène, devant un magistrat ou devant le greffe de cette juridiction pour y effectuer un acte personnel si, à la date précitée, les délais pour la comparution ou l'accomplissement de l'acte personnel n'étaient pas expirés. Les exploits à fin de comparution ou d'accomplissement d'un acte personnel devant le tribunal répressif produiront leurs effets ordinaires interruptifs de prescription ou conservatoires de droits, même s'ils sont renouvelés ; ainsi qu'il est prévu aux alinéas précédents. Mais les délais impartis aux justiciables mis en demeure de comparaître ou d'accomplir un acte personnel ne courront pas avant le renouvellement des exploits.

ARTICLE 4. — Les appels des décisions des tribunaux répressifs indigènes interjetés conformément aux dispositions du décret du 9 août 1903 continueront à être portés devant le tribunal correctionnel compétent.

ARTICLE 5. — Les archives, registres et dossiers des tribunaux répressifs seront transférés au greffe du tribunal de première instance de l'arrondissement pour y être conservés : les documents provenant de chaque tribunal répressif feront l'objet d'un classement spécial ; auquel

il sera procédé sous la surveillance du Procureur de la République.

ARTICLE 6. — Le garde des Sceaux, ministre de la justice, est chargé de l'exécution du présent Décret, qui sera publié au *Journal Officiel de l'Algérie*.

Vu : le Président de la thèse,
R. MAUNIER.

Vu : le Doyen,
EDGARD ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE DES OUVRAGES ET AUTEURS COMPULSÉS OU CITÉS

I. — PUBLICATIONS OFFICIELLES ET PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Annuaire statistique de l'Algérie, publié annuellement depuis 1926 par le gouvernement général (remplaçant les statistiques générales de l'Algérie).

Bulletin officiel du Ministère de la Justice.

Bulletin de la Réunion d'Etudes algériennes (cessé en 1912).

Bulletin de la société de géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord.

Circulaires du Procureur Général de la Cour d'Alger.

Exposé de la situation générale de l'Algérie (annuel).

Journal de Robe (journal de jurisprudence de la Cour d'Alger).

Journal officiel de l'Algérie (dit *J. O. A.*) faisant suite au *Bulletin officiel*.

Revue du Comité de l'Afrique du Nord (Bulletin mensuel).

Revue Pénitentiaire (Bulletin de la Société générale des Prisons).

Recueil des lois et arrêts de Sirey.

Revue générale du Droit.

Revue Africaine.

Revue Algérienne, Tunisienne et Marocaine de législation et de Jurisprudence, divisée en quatre parties : 1^o Doctrine ; 2^o Jurisprudence ; 3^o législation algérienne et tunisienne ; 4^o législation Marocaine ; années 1930, 1931, 1932, 1933, 1934).

* * *

La Dépêche Algérienne.

La Dépêche de Constantine.

La Dépêche Oranaise.

La Presse libre.

L'Echo d'Alger.

L'Akhbar.

L'Algérie

L'Attakaddoum (Le Progrès).

Bulletin mensuel des justices de paix de l'Afrique du Nord

Journal des Tribunaux Algériens.

II. — OUVRAGES DIVERS

BENICHO (Gaston). — La justice répressive des infractions de droit commun commises par les Indigènes en territoire civil de l'Algérie. Thèse Montpellier. Montane, 1928, in-8, 459 pages.

BERNARD (Augustin). — L'Algérie. Paris, F. Alcan, 1929, in-8.

— L'Islam et l'Afrique du Nord. Conférences 1927, p. 103-122.

DARCY. — France et Angleterre. Cent ans de rivalité coloniale. L'Afrique. Paris, 1904, an volume in-8.

DELONCLE (P.). — La vie et les mœurs en Algérie.

DEPONT (Octave). — L'Algérie du centenaire. Bordeaux. Cadoret, 1928.

DUBOIS (Etienne). — Les Tribunaux répressifs indigènes en Algérie. Thèse Paris, 1904, t. 92.

FALCK (F.). L'Algérie. Un siècle de Colonisation française.

GAUTIER. — Un siècle de colonisation. Etude au microscope. Paris. Alcan, 1930. grand in-8 (collection du centenaire de l'Algérie).

GIRAULT. — Principe de colonisation et de législation coloniale 5^o édition. Paris. Tenin, 1927, in-16.

HUTIN (Paul). — La doctrine de l'association des Indigènes et des Français en Algérie. Thèse Paris, Loviton, 1933. in-8, 321 pages.

- LARCHER et RECTENWALD. — *Traité historique, théorique et pratique des juridictions répressive musulmanes en Algérie*. Alger. J. Carbonel, 1931, in-4.
- *Traité élémentaire de législation algérienne*. Paris, Rousseau, 1923, trois volumes in-8.
- LOURDAN. — *La justice musulmane en Algérie*. Alger, Bonoyer 1884.
- MAUNIER (René). — *Mélanges de sociologie nord africaine*. Paris, F. Alcan, 1930, in-16.
- *Sociologie coloniale. Introduction à l'étude du contact des Races*. Paris. Domat. Monchrestien, 1932, in-8.
- *Loi Française et coutume indigène en Algérie*. Paris Domat. Monchrestien, 1932, grand in-8.
- *Introduction à la sociologie*. Paris. F. Alcan, 1929 in-16.
- *L'action du « Primitif » sur le « Civilisé »*. Bruxelles 1930. in-8. 20 pages. Extrait de la *Revue de l'Institut de Sociologie*.
- MASSONIÉ (Gilbert). — *Commentaire des décrets des 29 mars e 28 mai 1902 ; et 9 août 1903*. Alger, 1904, brochure in-4.
- PREUTIN (Mathieu de). — *Les juridictions répressives indigènes en Algérie*. Thèse Province. Nancy, 1908, in-8, 348 pages.
- MERIGNHAC. — *Traité de législation et d'économie coloniale*. Paris, Tenin. in-8, 2^e édition, 1925.
- MILLIOT (L.). — *L'œuvre législative de la France en Algérie. 1830-1930 (Collection du Centenaire)*.
- MOULIÉRAS (Aug.). *Le Maroc inconnu*. Paris 1895-1899. 2 volumes in-4°. Paris Challamel, 1899.
- NORÈS (Edmond). *L'œuvre de la France en Algérie. La justice*. 1931. Paris. Alcan in-8. (collection du Centenaire de l'Algérie).
- PUISTIENNE (G.). — *Les tribunaux répressifs indigènes en Algérie*. Thèse Paris, 1905 t. 37.

THINIÈRES. — Le régime de la répression dans les territoires du sud de l'Algérie. Thèse Typo-Litho. Alger, 1928, in-8, 226 pages, t. 64.

VILLOT. — Mœurs, coutumes et Institutions d'Algérie. 1888. Alger, Jourdan, 3^e édition.

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION.....	7-11

CHAPITRE I

Historique des juridictions répressives en Algérie.

§ 1. La justice sous la Domination turque.....	11-26
§ 2. La justice sous la Domination française.....	26-40
§ 3. L'organisation actuelle.....	40-59
§ 4. La juridiction administrative.....	59-64
§ 5. La juridiction répressive dans les territoires du sud.....	64-71

CHAPITRE II

Organisation des Tribunaux répressifs indigènes

§ 1. But de leur création.....	71-83
§ 2. Légalité ou illégalité des décrets de 1902 et de 1903.....	83-84
§ 3. Etendue de la juridiction des tribunaux répres- sifs.....	84-87
§ 4. Composition.....	87-100
§ 5. Compétence.....	100-113
§ 6. Caractères.....	113-118
§ 7. Les tribunaux répressifs indigènes pouvaient- ils prononcer la relégation et les condamnations comptant pour son application?.....	118
§ 8. Procédure.....	118-151
§ 9. Voies de Recours.....	151-152
a) Voies de recours ordinaires.....	152-177
b) Voies de recours extraordinaires.....	177-180
§ 10. Appréciation.....	180-191

CHAPITRE III

La suppression des Tribunaux répressifs indigènes

§ 1 Comment elle s'est effectuée.....	191-195
§ 2. Commentaire succinct du décret de Suppression.	195-202
§ 3. Appréciation et Réaction	202-236
CONCLUSION.....	236-243

PIÈCES ANNEXES

1 ^o Texte du décret du 29 mars 1902	243-245
2 ^o Texte du décret du 28 mai 1902.....	245-246
3 ^o Texte du décret du 9 août 1903.....	246-253
4 ^o Texte du décret du 1 ^{er} mai 1930.	253-254
5 ^o Texte du décret du 7 octobre 1930.....	254
6 ^o Texte du décret du 21 avril 1931	254
7 ^o Texte du décret du 27 juin 1931.....	254-257
BIBLIOGRAPHIE	257-261

994. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 11-34
